



Guide pour les femmes

sur la

RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ

Megan Bastick et Tobie Whitman



Guide pour les femmes

sur la

RÉFORME DU SECTEUR
DE LA SÉCURITÉ

Megan Bastick et Tobie Whitman

 The Institute for
Inclusive Security



DCAF
un centre pour la sécurité,
le développement et
l'état de droit

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier les membres du conseil consultatif pour leurs précieux commentaires et suggestions à propos des versions provisoires de ce guide : Ruth Gibson Caesar (point focal national du Réseau des femmes du fleuve Mano pour la paix, Libéria) ; Wazhma Frogh (cofondatrice et directrice exécutive du Research Institute for Women, Peace & Security en Afghanistan) ; Alaa Murabit (fondatrice de Voice of Libyan Women, Libye) ; Jessica Nkuuhe (directrice adjointe de Femmes Africa Solidarité, Sénégal) ; Bandana Rana (directrice exécutive de Saathi, Népal) et Sonja Stojanović (directrice du Belgrade Center for Security Policy, Serbie). Nous remercions également Mo Poole pour sa contribution.

Les auteurs souhaitent également remercier les personnes ayant accepté d'être interviewées dans le cadre des études de cas de ce guide : Zorana Antonijević (Mission de l'OSCE en Serbie), Majda Becirevic (Atlantic Initiative), Maja Bjelos (Belgrade Center for Security Policy -BCSP), Radenka Karajica (Association des Femmes Nada) et Ivana Radovic (Astra Anti-Trafficking Action).

Nous adressons également nos remerciements aux assistantes de recherche du DCAF ayant apporté leur soutien à la réalisation de ce guide : Noemi Helfenstein, Caroline Pradier et Veerle Triquet. Les auteurs apprécient également les contributions des collègues du programme « Genre et sécurité » du DCAF : Daniel de Torres, Anike Doherty, Anja Ebnöther, Karin Grimm, Aiko Holvikivi, Kathrin Quesada et Kristin Valasek ; les collègues de l'Institut pour la sécurité inclusive, Michelle Barsa, Sarah Chatellier, Jaime Horn, Jacqueline O'Neill et Angelic Young ; ainsi que Lorelei Kelly.

La conception graphique a été effectuée par Shelli Martinez.

Des remerciements sont également dus à Lois Meier pour la traduction française, à Linda Machata pour l'édition de la version française et à Alice Hammond pour la mise en page de la version française.

© DCAF & Inclusive Security, 2013. Le DCAF encourage l'utilisation, l'adaptation et la copie de ce guide, sous réserve d'un respect des sources et des textes utilisés.

Veuillez nous contacter si vous souhaitez traduire ce guide.

ISBN: 978-92-9222-258-1

À citer comme suit : Bastick, Megan et Tobie Whitman, *Guide pour les femmes sur la réforme du secteur de la sécurité* (Washington DC : Institut pour la sécurité inclusive et DCAF, 2013).

DCAF

Le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF) est une institution de premier plan à l'échelle mondiale dans les domaines de la réforme et de la bonne gouvernance du secteur de la sécurité. Le DCAF fournit un soutien au niveau national dans différents pays, participe à la mise en place de programmes d'assistance sur le terrain, conçoit et soutient l'élaboration de normes démocratiques appropriées à l'échelle nationale et internationale, encourage la mise en œuvre de bonnes pratiques et conduit des recherches sur les politiques permettant d'assurer la bonne gouvernance du secteur de la sécurité.

Le programme genre et sécurité du DCAF porte sur la recherche, les politiques et le conseil technique, notamment à travers des projets régionaux de développement du secteur de la sécurité afin de répondre aux besoins des hommes, des femmes, des garçons et des filles en matière de sécurité, et d'assurer la participation des hommes et des femmes aux processus de réforme du secteur de la sécurité et de ses institutions

Site web : www.dcaf.ch

Contact : gender@dcaf.ch

Des femmes juges participent à un atelier, organisé par le DCAF et l'Institut pour la sécurité inclusive sur les outils pour le plaidoyer à Vlačićen Bosnie Herzegovina en juin 2012.

 Source : DCAF

L'Institut pour la sécurité inclusive

L'Institut pour la sécurité inclusive (The Institute for Inclusive Security) a l'objectif ambitieux de changer le modèle de la sécurité internationale. Une paix juste et durable est seulement possible si les décideurs politiques incluent les femmes ainsi que les autres parties prenantes clés dans le processus de prévention et de transformation de conflits violents. Guidé par cette conviction et cette vision, l'Institut pour la sécurité inclusive, un programme faisant partie du Fonds Hunt Alternatives, soutient les femmes dirigeantes car celles-ci représentent un outil essentiel pour éviter la violence, mettre fin aux guerres et reconstruire des communautés suite à des conflits meurtriers en :

1. renforçant la volonté et la capacité de ceux qui contribuent au développement de politiques en matière de paix et de sécurité ;
2. effectuant des recherches sur l'importance de l'implication des femmes et sur la manière d'y parvenir ; et en
3. fournissant aux femmes les outils adéquats pour contribuer de manière efficace aux processus de paix et à la construction de coalitions avec des dirigeants qui offrent des solutions pratiques aux conflits persistants.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur : www.inclusivesecurity.org



Aisha est heureuse que la guerre civile dans son pays soit terminée. Les combattants sont désarmés et retournent dans leurs communautés avec de l'argent et les biens distribués par la Commission nationale de désarmement. Pourtant, cet argent est rapidement dépensé en alcool et personne ne sait comment se comporter en présence de ces soldats démobilisés, en particulier envers ceux qui sont suspectés d'avoir commis des atrocités pendant la guerre.

Maria a appris qu'une nouvelle stratégie nationale de sécurité est en cours de développement. Lorsqu'elle se renseigne afin de savoir si le Parlement en débattera pour qu'elle puisse en connaître les détails, elle apprend qu'un comité représentant les forces armées, secrètement mis en place, est en train d'ébaucher une version sans consulter le public.

Tovian est en colère à cause du nombre de cas de violences conjugales dans sa communauté mais elle est encore plus frustrée par la réaction de la police locale. À de nombreuses occasions, sa voisine s'est plainte à la police de la violence de son mari mais les policiers lui ont dit qu'ils ne voulaient pas être impliqués dans les problèmes familiaux.

QU'EST-CE QUE CES FEMMES ONT TOUTES EN COMMUN ?

LE MANQUE DE SÉCURITÉ AFFECTE LEUR VIE QUOTIDIENNE.

Introduction

L'objectif de ce guide est de vous inclure, vous ainsi que les autres femmes de la société civile, dans la transformation du secteur de la sécurité dans vos communautés et vos pays. Ce guide vous encourage à prendre part au dialogue et à la prise de décision et à vous impliquer dans la réforme du secteur de la sécurité (RSS). À terme, vous contribuerez au développement d'un secteur de la sécurité efficace et capable de répondre aux attentes des citoyens.

Ce guide a été rédigé pour des femmes n'ayant pas formellement étudié ou travaillé dans le secteur de la sécurité. Si vous avez déjà des connaissances sur les questions de RSS alors nous espérons que ce guide vous inspirera et vous donnera de nouvelles idées. Indépendamment de votre expérience, vous comprenez les besoins de votre communauté et son souhait que le secteur de la sécurité y réponde.

Les expériences des femmes concernant les problèmes de sécurité sont souvent mises de côté ou ignorées. Votre communauté a peut-être subi des conflits armés et en tant que militante, vous avez peut-être organisé des mouvements politiques. Vous avez peut-être soutenu votre communauté en dirigeant des écoles et des hôpitaux et maintenu votre famille soudée en tant que chef de famille. Vous avez peut-être contribué à la paix en exhortant au dialogue et en condamnant le recours à la violence. Même si votre communauté n'a pas connu de conflit armé, vous avez songé aux risques en matière de sécurité auxquels vous et votre famille êtes exposées. Vous savez quelles rues ne se sont pas sûres à la nuit tombée, pourquoi les jeunes hommes ont des ennuis avec la police ou des gangs et pourquoi les filles se font exploiter.

Le centre de Genève pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF) et l'Institut pour la sécurité inclusive ont rédigé ce guide pour les femmes car celles-ci sont souvent exclues de la RSS en dépit de leurs perspectives importantes, leur expérience en tant que militantes et leur capacité de transformer les attitudes. Dans la société civile, les femmes se retrouvent souvent exclues des discussions sur la sécurité car

elles ne sont pas sûres de la façon dont elles peuvent s'impliquer. La réforme du secteur de la sécurité est un domaine d'intérêt grandissant pour beaucoup de pays, d'organisations internationales et de gouvernements donateurs. La communauté internationale a reconnu le rôle important que les femmes ont à jouer en adoptant la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies (UNSCR), qui affirme la participation des femmes dans tous les domaines liés à la paix et à la sécurité. Néanmoins, sans le savoir-faire nécessaire, les femmes de la société civile risquent de manquer des occasions de définir la sécurité pour leurs communautés et de s'assurer que les femmes, hommes, filles et garçons bénéficient des services de sécurité dont ils ont besoin. Les prestataires de services de sécurité laissent passer une occasion de devenir plus efficaces et plus adaptés aux besoins de leurs communautés.

Ce guide fournit des informations essentielles et des outils pour agir. Il s'appuie sur l'expérience riche et variée de femmes de la société civile partout dans le monde et partage des exemples d'initiatives pratiques et parfois innovatrices.

Le DCAF et l'Institut pour la sécurité inclusive travaillent tous deux à promouvoir la participation de la société civile, en particulier des femmes, dans le secteur de la sécurité et dans le processus décisionnel en matière de sécurité. Le DCAF a travaillé avec des organisations de la société civile (OSC) d'Asie, des Balkans, du Moyen-Orient et de l'Afrique de l'Ouest afin d'encourager leur participation à la RSS. L'Institut pour la sécurité inclusive promeut l'implication des femmes dans la résolution de questions de la paix et de la sécurité et facilite la constitution de coalitions de femmes visant à créer des changements politiques. Un examen externe d'experts en sécurité issus de la société civile d'Afghanistan, du Libéria, de la Libye, du Népal, de la Serbie et de l'Ouganda a permis de renforcer et de valider le contenu de ce guide.

Ce guide représente uniquement un point de départ et n'est pas exhaustif. Il ne peut être complet sans la réflexion et les actions de femmes comme vous, qui peuvent adapter le contenu à leur contexte particulier.

Nous espérons que ce guide vous inspirera à vous engager à participer à l'élaboration de la sécurité dans votre communauté, province ou pays et à encourager d'autres personnes à en faire de même. Votre participation est indispensable !

Ce guide comprend trois sections :

LA SECTION 1 : Comprendre la Sécurité

Introduit les concepts clés de la sécurité, explique ce qu'est la RSS et expose les raisons pour lesquelles la participation des femmes à la société civile est vitale pour la transformation du secteur de la sécurité.

LA SECTION 2 : Engagez-vous

Présente six moyens concrets sur la façon dont vous pouvez vous impliquer et influencer les réformes, allant de la recherche, au maintien d'une participation constante dans le secteur de la sécurité, en passant par la sensibilisation.

LA SECTION 3 : Les Outils pour Agir

Offre une liste d'activités pratiques et des outils afin que vous puissiez agir.

Table des matières

Section 1 : Comprendre la Sécurité

Qu'est-ce que la sécurité ?	5
Qu'est-ce que le secteur de la sécurité ?	6
Qu'est-ce que la réforme du secteur de la sécurité (RSS) ?	7
Quels types d'actions peuvent transformer le secteur de la sécurité ?	8
Qui organise et met en œuvre la RSS ?	8
Les rôles de la société civile dans la réforme du secteur de la sécurité	9
Les rôles des femmes dans la réforme du secteur de la sécurité	10
Quelles normes juridiques prévoient la participation des femmes à la RSS ?	14
Quels sont les défis pour la participation des femmes de la société civile à la RSS ?	14

Section 2 : Engagez-vous

Faites des recherches sur la question de la sécurité	17
Formez une coalition	22
Élaborez un plan d'action	23
Formulez des recommandations	25
Plaidez pour le changement !	26
Ciblez vos projets de plaidoyer	27
Coopérez avec le secteur de la sécurité	36

Section 3 : Les Outils pour Agir

FAITES DES RECHERCHES SUR LA QUESTION DE LA SÉCURITÉ

#1 - Types et sources d'information à utiliser dans le cadre de recherches documentaires	42
#2 - Questions à discuter	43
#3 - Liste de cours de formation gratuits sur la RSS et les questions connexes	43
#4 - Glossaire sur le secteur de la sécurité	44
#5 - Quels rôles jouent les principaux acteurs du secteur de la sécurité ?	46
#6 - Lois et instrument régionaux et internationaux relatifs à la RSS et aux femmes	50

FORMEZ UNE COALITION

#7 - Exercice de cartographie des parties prenantes	51
#8 - Exemple d’invitation à joindre une nouvelle coalition axée sur l’implication des femmes dans la RSS	52
#9 - Exemple d’ordre du jour pour la première réunion d’une coalition	53

ÉLABOREZ UN PLAN D’ACTION

#10 - Questions à poser lors de l’élaboration d’un plan d’action	53
#11 - Modèle pour élaborer un plan d’action	55
#12 - Exemple de plan d’action	56
#13 - Exemple d’ordre du jour pour un atelier de deux jours sur la création d’un plan d’action	58
#14 - Exercice de groupe pour identifier les priorités	59

FORMULEZ DES RECOMMANDATIONS

#15 - Feuille de travail pour la formulation de recommandations	60
#16 - Exemples de recommandations	61
#17 - Modèle pour présenter vos recommandations	62

PLAIDEZ POUR LE CHANGEMENT

#18 - Exemple de lettre pour solliciter un rendez-vous avec un haut responsable de la sécurité	63
#19 - Conseils pour travailler avec les médias	64
#20 - Modèle de communiqué de presse	65
#21 - Formulation de votre message : les principaux arguments sur la sécurité	66
#22 - Comment répondre aux sceptiques	67

COOPÉREZ AVEC LE SECTEUR DE LA SÉCURITÉ

#23 - Exemple d’ordre du jour d’une formation de deux jours sur le genre et la RSS	68
--	----

Notes	70
Sigles et Acronymes	72
Ressources Complémentaires	73

Section 1 : Comprendre la Sécurité

Qu’est-ce que la sécurité, le secteur de la sécurité et la réforme du secteur de la sécurité ?

Qu’est-ce que la sécurité ?

La sécurité est le fait d’être à l’abri de tout danger ou menace. Lorsque vous êtes en sécurité, vos droits sont respectés et vous êtes traitée d’une manière juste par les institutions de l’État. La sécurité est plus que l’absence de conflit armé, il s’agit d’un environnement où chacun peut s’épanouir. La sécurité requiert l’accès à l’éducation et à des soins de santé, à la démocratie et aux droits humains ainsi que le développement économique. Cela signifie que vous êtes en sécurité lorsque vous vous promenez dans la rue, avez suffisamment à manger, avez les moyens de subvenir aux besoins de votre famille et que vous pouvez envoyer vos fils et vos filles à l’école. Garantir la sécurité est un processus continu dans lequel le gouvernement, les institutions du secteur de la sécurité et les communautés, y compris les femmes, jouent un rôle important.

La sécurité possède une signification différente pour chaque personne et institution. Les gouvernements se focalisent souvent sur ce qui rend un État sûr, c’est-à-dire, des frontières sûres et des forces armées compétentes, mais la plupart des gens pensent à la sécurité au quotidien pour eux et leur famille. Pouvez-vous être soignée à l’hôpital lorsque vous êtes malade ? La police vient-elle à votre secours sans avoir été soudoyée ? La justice constitue un élément important de la sécurité : si quelqu’un commet un crime, est-il tenu pour responsable de ses actes ?

Dans toute communauté ou pays, chaque individu est confronté à des menaces à la sécurité spécifiques et a des priorités différentes concernant la sécurité. Le sexe d’une personne (ainsi que d’autres caractéristiques telles que l’âge, la classe sociale, l’ethnicité/clan/tribu/caste et l’orientation sexuelle) influence fortement son expérience personnelle en matière de sécurité.

QU’EST-CE QUE LE GENRE ? LE GENRE SE RAPPORTE AUX RÔLES, IDENTITÉS ET RELATIONS ENTRE HOMMES ET FEMMES ATTRIBUÉS PAR LA SOCIÉTÉ. LE GENRE, TOUT COMME L’APPARTENANCE ETHNIQUE, L’ÂGE, LA CLASSE SOCIALE, LA RELIGION ET D’AUTRES FACTEURS SOCIAUX, DÉTERMINE LES RÔLES, LE POUVOIR ET LES RESSOURCES AUXQUELS ONT ACCÈS LES FEMMES ET LES HOMMES DE TOUTE CULTURE, AINSI QUE LES RELATIONS DE POUVOIR ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES. ALORS QUE LE « SEXE » SE RAPPORTE AUX DIFFÉRENCES BIOLOGIQUES ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES, LE « GENRE » N’EST PAS DÉTERMINÉ PAR LA BIOLOGIE MAIS EST ACQUIS. DÈS LE PLUS JEUNE ÂGE, LES GARÇONS ET LES FILLES APPRENNENT PAR LE BIAIS DE LEUR FAMILLE ET DE LEUR CULTURE DIFFÉRENTS RÔLES ET FAÇONS DE SE COMPORTEUR. CES RÔLES ET IDENTITÉS TRADITIONNELS PEUVENT VARIER SELON LES COMMUNAUTÉS OU PAYS ET BEAUCOUP CHANGENT D’UNE GÉNÉRATION À L’AUTRE.

Les femmes, hommes, filles et garçons ont souvent des besoins différents en matière de sécurité. Ils vivent, à travers le monde, des expériences différentes en matière de violences sexuelles, de trafic d’êtres humains, de violence liée aux gangs, de vols, de meurtres pour dot, d’enlèvements et de crimes d’honneur. Par exemple, plus de 90 pour cent des personnes tuées par armes à feu sont des hommes¹, alors que dans la plupart des pays, entre le quart et la moitié des femmes subissent des violences physiques de la part de leur mari ou compagnon². Partout dans le monde, les femmes, les hommes, les filles et les garçons ont un accès différent aux ressources telles que les terres, l’argent, l’éducation, les services de santé et le pouvoir politique. Les femmes possèdent moins de 15 pour cent des terres dans le monde et seulement 2 pour cent dans les pays en développement³.

Les femmes, hommes, filles et garçons ont également des perceptions de la sécurité et des degrés de confiance envers les institutions différents. En République Démocratique du Congo (RDC), les femmes de la région du Kivu ont identifié les violences sexuelles, notamment les viols, comme la menace principale à la sécurité, alors que les hommes se sentent principalement menacés par

la violence armée et par le recrutement forcé des gangs armés⁴. Les recherches sur l’impact des armes légères en Afrique de l’Ouest révèlent que, tandis que les hommes se sentent plus en sécurité lorsqu’ils possèdent une arme, les femmes les considèrent comme une menace au sein de leur foyer⁵.

En Palestine, les femmes et les filles disent que le harcèlement masculin dans les rues est la forme la plus commune d’insécurité. La voie publique, perçue comme étant « réservée aux hommes », est par conséquent associée à la peur, l’intimidation, le harcèlement sexuel et au non-respect de la loi⁶.

Les services fournis par les institutions du secteur de la sécurité, tels que la police ou les tribunaux, doivent prendre en compte les différents besoins, perceptions et expériences des femmes, hommes, filles et garçons. Par exemple, la police devrait suivre des formations et instituer des procédures pour lutter contre les différentes formes de violence que les hommes et les femmes subissent généralement, ainsi que des procédures spéciales pour les enfants.

Les différents besoins, perceptions et expériences de chaque sexe doivent également être pris en compte dans les processus de RSS. Les institutions du secteur de la sécurité excluent souvent les opinions des populations locales. La signification de la sécurité au niveau de la communauté, de la famille et de l’individu est rarement discutée ou évaluée. La participation des femmes et des filles dans la RSS est souvent négligée bien que celles-ci représentent la moitié de la population. Le défi et l’opportunité qui se présentent consistent à garantir la sécurité de tous.

Qu’est-ce que le secteur de la sécurité ?

Maintenant que vous avez une idée de ce qu’est la sécurité, vous avez besoin d’en connaître les acteurs principaux. Connaître ces personnes, ainsi que leur travail et priorités, vous aidera à comprendre quelles sont les personnes chargées d’instaurer les changements que vous aimeriez voir se réaliser.

De manière générale, le secteur de la sécurité est constitué de toutes les institutions et autres entités qui assument un rôle dans la garantie de la sécurité de l’État et de ses citoyens. Ces dernières comprennent notamment :

- **LES FORCES ARMÉES ET DE SÉCURITÉ DE L’ÉTAT :** forces armées et de défense ; police ; gendarmerie ; les forces paramilitaires⁷ ; garde présidentielle, services de renseignement et services de sécurité (militaires et civils) ; gardes côtes ; gardes-frontières ; autorités douanières ; unités locales de sécurité ou unités de réserve (forces de défense civiles, milices de l’État).
- **ORGANES DE GESTION DE LA SÉCURITÉ ET DE SURVEILLANCE :** pouvoir exécutive, organes consultatifs nationaux sur la sécurité, Parlement ; ministères de la Défense, de l’Intérieur, des Affaires étrangères ; organismes de gestion financière (ministère de la Finance, responsables du budget, unités d’audit financier et de planification) ; commissions publiques de surveillance ; commissions des plaintes du public et (quelques) médiateurs.
- **ORGANES DE CONTRÔLE INDÉPENDANTS :** organisations de la société civile (OSC), notamment les médias, les groupes de réflexion et les associations professionnelles ; commissions des droits humains et (quelques) médiateurs.
- **INSTITUTIONS CHARGÉES D’ASSURER L’ÉTAT DE DROIT ET LA JUSTICE :** ministère de la Justice ; prisons ; services de probation ; services des enquêtes criminelles et des poursuites ; systèmes judiciaires traditionnels et coutumiers (tels que les conseils traditionnels, des aînés ou des chefs).

Les groupes armés indépendants non-étatiques (rebelles, milices non-étatiques, etc.) ainsi que les sociétés privées militaires et de sécurité peuvent aussi être considérés comme faisant partie du secteur de la sécurité.

L’outil 5 de la section 3 recense les rôles des acteurs principaux du secteur de la sécurité.

Afin que les institutions du secteur de la sécurité soient au service de la population, celles-ci doivent satisfaire des critères appropriés.

Ces critères sont :

- **LE CONTRÔLE CIVIL :** de toutes les institutions du secteur de la sécurité. Cela signifie que la responsabilité ultime des prises de décision stratégiques incombe aux dirigeants politiques civils et non aux forces armées professionnelles ou bien à la police ;

- **L’OBLIGATION DE RENDRE DES COMPTES :** afin que les institutions du secteur de la sécurité soient tenues pour responsables de leurs actes et soient soumises à un contrôle de la part de la magistrature, des médias et des organisations de la société civile ;
- **LA TRANSPARENCE :** afin que le Parlement, la société civile et la population comprennent comment et pourquoi des décisions sont prises et que des actions soient entreprises ; et
- **L’ÉTAT DE DROIT :** afin qu’aucune institution du secteur de la sécurité n’abuse de son pouvoir ou ne restreigne les droits des individus.

.....

QU’EST-CE QUE L’ÉTAT DE DROIT ? LE TERME « ÉTAT DE DROIT » SIGNIFIE QUE LES MÊMES LOIS GOUVERNENT ET PROTÈGENT TOUT LE MONDE DE FAÇON ÉGALE. L’ÉTAT DE DROIT NÉCESSITE UN SYSTÈME JUDICIAIRE INDÉPENDANT, JUSTE ET TRANSPARENT QUI EMPÊCHE LE GOUVERNEMENT D’ABUSER DE SON POUVOIR ET L’OBLIGE À ÊTRE RESPONSABLE DEVANT LA LOI. L’ÉTAT DE DROIT REQUIERT ÉGALEMENT QUE LA POLICE ET L’ARMÉE APPLIQUENT LA LOI DE MANIÈRE JUSTE ET RESPECTENT LES DROITS HUMAINS.

.....

Qu’est-ce que la réforme du secteur de la sécurité (RSS) ?

La RSS est le processus de réforme (ou de transformation) qui garantit que les institutions du secteur de la sécurité soient des institutions sur lesquelles les individus *s’appuient* et non qu’ils *fuiant*. La RSS a pour but d’accroître la capacité d’un pays à subvenir aux besoins des communautés en matière de sécurité d’une façon qui soit efficace mais aussi en accord avec les critères du contrôle civil, de la transparence et de l’état de droit. La RSS veille également à ce que les institutions du secteur de la sécurité fonctionnent

tout en respectant les droits humains et ne discriminent personne.

La RSS est une opportunité pour vous de prendre part au dialogue sur ce qu’est la sécurité, comment les institutions peuvent mieux fonctionner et qui devrait prendre part à ces discussions. Nous savons que vous devez faire partie de la discussion ! Vous devez en convaincre les bonnes personnes si vous désirez influencer le processus de réforme.

La RSS semble très technique mais il s’agit de vérifier que les systèmes et personnes adéquats sont en place. Le processus doit en être un de transformation afin que de nouvelles attitudes, de nouveaux comportements et de nouvelles relations soient créés à la fois entre les différents acteurs du secteur de la sécurité et avec le public.

Le terme « RSS » est souvent employé à propos de pays sortant d’un conflit, où la communauté internationale soutient un processus formel de reconstruction ou de réforme du secteur de la sécurité. Cependant, la RSS a également lieu dans des pays en développement et des pays en transition sortant de régimes autoritaires. Lorsque la RSS ne s’applique qu’à la police ou aux prisons, ce processus peut être appelé la réforme de la police ou la réforme du système carcéral. Il s’agit en fait de toutes les tentatives en cours pour réformer le secteur de la sécurité, pour le rendre plus responsable, transparent et efficace. Parfois la RSS peut être rapide et d’autre fois, elle peut être lente et progressive. Néanmoins, que votre pays ait mis ou non un processus formel de RSS en place, vous pouvez vous mobiliser afin que les institutions du secteur de la sécurité répondent à vos besoins.

"Le plus important est d’introduire une définition de la sécurité du point de vue des femmes. Il ne s’agit pas d’un homme en uniforme près d’un tank, une arme à feu à la main. Les femmes possèdent une définition plus vaste qui comprend la sécurité des individus, la possibilité d’aller à l’école, de recevoir des soins de santé, de travailler et d’avoir recours à la justice. Ce n’est qu’en améliorant ces domaines que l’on peut parer aux menaces à la sécurité."

 Orzala Ashraf, Humanitarian Assistance for the Women and Children of Afghanistan (traduction française non officielle).

Quels types d’actions peuvent transformer le secteur de la sécurité ?

Voici des exemples :

- **CONSOLIDER LE CONTRÔLE CIVIL DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ**
 - Organiser des débats publics sur les raisons pour lesquelles il est important que les forces armées soient contrôlées par les citoyens
 - Mettre en place une commission publique de surveillance locale pour la police comprenant des hommes et des femmes
- **RENDRE LES FORCES ARMÉES ET DE SÉCURITÉ PLUS PROFESSIONNELLES**
 - Former les forces armées et la police à respecter les droits humains
 - Vérifier les antécédents du personnel des forces armées en sollicitant l’opinion de la société civile concernant les candidats
- **CONSTRUIRE LA PAIX**
 - Créer des programmes de démobilisation et de réintégration des anciens combattants avec la contribution et l’aide des communautés qui les accueilleront à leur retour
 - Inclure les OSC dans le processus d’identification et de retour d’armes dissimulées
 - Fournir une aide aux victimes grâce à des mécanismes de justice transitionnels
- **CONSOLIDER L’ÉTAT DE DROIT**
 - S’assurer que les juges sont justes en luttant contre les pots-de-vin grâce à la couverture des affaires judiciaires par les médias et les organisations de la société civile
 - Surveiller les actes de violations des droits humains commis par la police par le biais de commissions locales d’examen des plaintes

Qui organise et met en œuvre la RSS ?

Lorsqu’il existe un processus de la RSS formel au niveau national, de nombreux acteurs sont inclus. Bien que le nombre de personnes incluses peut sembler intimidant, cela signifie également que vous disposez de plusieurs points de contact pour exercer une influence et participer au processus de réforme. La liste ci-dessous

vous donne un aperçu des différents acteurs qui peuvent faire partie de ce processus.

Acteurs nationaux

Les gouvernements nationaux prennent généralement l’initiative de démarrer un processus officiel de RSS. De manière générale, le ministère de la Défense ou de l’Intérieur ou le Conseil de sécurité nationale est la branche du gouvernement qui coordonne le processus. Tout organisme national du gouvernement et acteur mentionné dans la section « Qu’est-ce que le secteur de la sécurité ? » peut être impliqué dans la RSS.

De plus, les OSC nationales peuvent offrir leur expertise et contacts aux communautés locales. Par exemple, en Afrique du Sud à la fin des années 1990, plusieurs organisations non-gouvernementales (ONG) ont joué un rôle essentiel dans la transformation du secteur de la sécurité en formulant des idées au sujet de la sécurité et en organisant des retours d’impressions de citoyens (notamment la campagne *Ceasefire* « cessez-le-feu », l’Institut pour les politiques de défense, le Groupe de recherche militaire, et le mouvement *Black Sash*)⁸. Les rôles particuliers des OSC sont présentés ci-après.

Parfois, un comité parlementaire constitué de membres du Parlement ou un groupe de travail composé de personnes de divers ministères du gouvernement est mis en place et peut comprendre des représentants d’organisations de la société civile.

Organismes de sécurité provinciaux/ locaux

Les organismes de sécurité provinciaux ou locaux peuvent également contribuer au processus de la RSS comme, par exemple, des commissions d’examen de la police, des comités de sécurité locaux et des groupes de surveillance communautaires. Voir les exemples #9 et #10 sur la Bosnie et Haïti. Des réformes peuvent avoir lieu au sein des organismes et des services de sécurité locale. Parfois, les organismes de sécurité locale peuvent également fournir des informations importantes pour les processus nationaux de RSS.

Acteurs internationaux

Les organisations internationales multilatérales et les gouvernements donateurs soutiennent souvent la RSS au travers d’une aide financière et de conseils stratégiques et techniques. Ils peuvent être impliqués, par exemple, dans

le processus de facilitation des discussions, l’élaboration de lois, le conseil aux ministères et la formation de la police, du personnel des forces armées et des parlementaires. Parfois, ils font appel à des sociétés militaires et de sécurité privées pour conseiller ou former les forces armées et de sécurité.

Les acteurs internationaux doivent veiller à « l’appropriation locale » du processus de réforme. La réforme des politiques, des institutions et des activités relatives à la sécurité doit être conçue, gérée et mise en place par des acteurs locaux plutôt que des acteurs externes. Vous pourriez argumenter que la participation des femmes représente un aspect primordial de l’appropriation locale de la RSS. Ceci peut être une très bonne opportunité pour vous de prendre part à la discussion.

Les ONG internationales peuvent également soutenir les organisations multilatérales, les gouvernements, les forces armées et de sécurité, les organes de contrôle et la société civile dans la planification, la mise en œuvre, le suivi et l’évaluation de la RSS.

Certains des gouvernements donateurs, organisations internationales et ONG impliqués dans la RSS sont mentionnés dans les ressources complémentaires.

Les rôles de la société civile dans la réforme du secteur de la sécurité

Qu’est-ce que la société civile ?

Le terme « société civile » est généralement compris comme comprenant les individus dont les actions ont lieu en dehors du contrôle direct de l’État. Le terme « organisation de la société civile » est le nom collectif pour tous les types d’organisations et associations qui ne font pas partie du gouvernement mais qui représentent des groupes d’intérêts à but non lucratif, des professions et diverses communautés au sein d’une société. Cela comprend les ONG, les organisations communautaires, les groupes religieux, les organisations de femmes, les groupes de jeunes et d’étudiants, les organisations commerciales, les associations professionnelles, les associations culturelles et le monde académique. Les médias peuvent également y être inclus.

Quels rôles joue la société civile ?

La société civile joue un rôle primordial dans le contrôle des structures et pratiques des institutions du secteur de la sécurité. L’expertise et les intérêts indépendants de la société civile fournissent d’importants mécanismes

de régulation du pouvoir de l’État. Bien que la société civile se charge généralement de surveiller le secteur de la sécurité en contribuant aux processus de contrôle, elle peut collaborer de plusieurs façons différentes avec tous les acteurs du secteur de la sécurité.

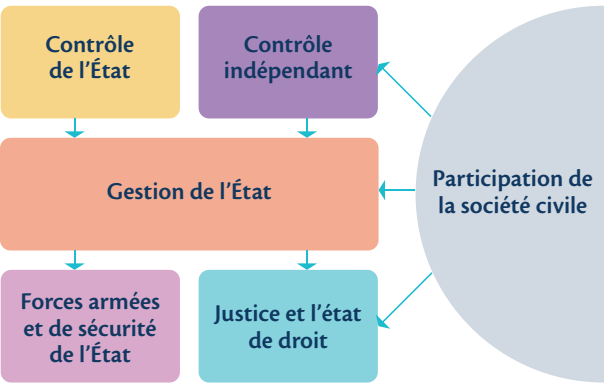
La société civile peut :

- **CONTRÔLER ET SURVEILLER ;**
- **INFLUENCER LES POLITIQUES ;**
- **PRODUIRE DE NOUVELLES IDÉES POUR DES PROGRAMMES ;**
- **OFFRIR DES FORMATIONS ;**
- **FOURNIR DES INFORMATIONS POUR LES OPÉRATIONS ;**
- **FOURNIR DES SERVICES DE SÉCURITÉ AU SEIN DES COMMUNAUTÉS ; ET**
- **FACILITER LE DIALOGUE ET LA NÉGOCIATION ENTRE LES ACTEURS DU SECTEUR NATIONAL DE LA SÉCURITÉ ET LES COMMUNAUTÉS LOCALES.**

QU’EST-CE QUE LE CONTRÔLE PAR LA SOCIÉTÉ CIVILE ? LE CONTRÔLE PAR LA SOCIÉTÉ CIVILE DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ, Y COMPRIS LA RSS, COMPREND LA PARTICIPATION ACTIVE DES OSC DANS LE PROCESSUS DE DÉFINITION DES POLITIQUES ET DE CONTRÔLE DES STRUCTURES ET PRATIQUES DES ACTEURS DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ. LES OSC SUPERVISENT LE SECTEUR DE LA SÉCURITÉ AFIN DE S’ASSURER QUE LA LOI EST APPLIQUÉE DE FAÇON JUSTE ET SERVE LES INTÉRÊTS ET PRIORITÉS DES COMMUNAUTÉS.

La section 2 vous offre des conseils sur la façon dont vous pouvez communiquer avec chaque branche du secteur de la sécurité. L’idée principale est que vous pouvez **changer toutes les branches du système**.

Acteurs du secteur de la sécurité



Les rôles des femmes dans la réforme du secteur de la sécurité

Comment les femmes de la société civile promeuvent-elles la sécurité ?

Les femmes de la société civile ont des rôles importants à jouer dans la promotion d'une sécurité inclusive et durable. Votre participation est primordiale non seulement parce que vous formez au moins la moitié de la population, mais aussi parce que votre engagement rend votre communauté plus sûre pour les femmes et les hommes. Enfin, c'est grâce à votre participation que les objectifs fondamentaux de la RSS seront atteints.

Cependant, vous allez peut-être devoir vous battre pour pouvoir participer. L'implication de la société civile dans le processus de RSS ne garantit pas que les femmes en fassent partie. Les points suivants expliquent ce que les femmes de la société civile ont à offrir aux acteurs du secteur de la sécurité. Ces explications pourront être utiles lorsque vous argumenterez pour votre participation.

Les femmes transmettent des connaissances sur les questions de sécurité à leurs communautés.

Trop souvent, les processus de la RSS ont tendance à se focaliser sur les budgets et les effectifs au lieu des individus et des communautés. Les expériences distinctes des femmes en matière de conflit et de violence, ainsi que leurs connaissances au sujet des priorités des communautés, peuvent aider le processus de la RSS à véritablement refléter les besoins locaux en matière de sécurité. Par exemple, les comités de sécurité de femmes rurales dans certains districts frontaliers en Sierra Leone encouragent la discussion et partagent les connaissances de la communauté au sujet des questions de sécurité. Ces comités font également part aux organes de coordination de la sécurité (le Bureau de la sécurité nationale et les comités de sécurité des provinces et districts) des préoccupations et menaces concernant la sécurité ressenties par la communauté. Les femmes peuvent également sensibiliser les décideurs à ces préoccupations de sécurité majeures et peuvent promouvoir des changements politiques. Par exemple, en Libye, l'OSC La Voix des femmes libyennes (VLW) a récemment procédé à une évaluation de la sécurité des femmes qui a reçu beaucoup d'attention de la part du ministère de l'Intérieur et de la Défense. Le ministère a

ensuite invité des femmes issues de communautés de tout le pays à des réunions nationales de planification sur le désarmement, la démobilisation, la réintégration (DDR) et la réconciliation. Voir l'exemple #4 sur l'évaluation des besoins locaux en matière de genre et de sécurité en Serbie, et les exemples #9 et #10 sur les comités locaux de sécurité en Bosnie et en Haïti.

Les femmes assurent la sécurité. Les femmes peuvent s'allier au secteur de la sécurité afin de fournir des services intégrés. Par exemple, les femmes sont souvent au premier rang quand il s'agit de fournir des services aux victimes de violence tels qu'un refuge, des conseils juridiques et une assistance médicale et psychologique. Les femmes peuvent aussi aider à la mise en œuvre de la RSS dans leurs communautés et ont été des partenaires essentielles dans certains types de programmes de RSS tels que le désarmement, la démobilisation, la réintégration de combattants et le contrôle des armes dans les communautés. Au Libéria, l'OSC WIPNET, un réseau de femmes pour la consolidation de la paix, a joué un rôle vital dans le désarmement des rebelles alors que le système des Nations Unies était dépassé. Grâce à la confiance en les femmes locales, beaucoup de combattants acceptèrent le désarmement en leur présence. WIPNET a aussi recommandé que la phase de désarmement soit prolongée, ce que les Nations Unies firent. Voir les exemples de l'OSC Maiti Népal sur la page 13 ainsi que l'exemple #11 sur le Bureau d'observation des droits des femmes cambodgiennes et l'exemple #12 qui détaille comment l'Union des femmes yéménites fournit des services aux prisonniers.

Les femmes augmentent l'intérêt et le soutien de la communauté envers la RSS. Les femmes exercent une forte influence au sein de leurs réseaux familiaux et communautaires. Inclure les femmes dans la RSS peut aider à apporter de la crédibilité aux nouveaux systèmes et mécanismes de contrôle ainsi qu'à améliorer l'image des institutions du secteur de la sécurité. Voir l'exemple #1 qui étudie comment la participation des organisations de femmes dans le Processus d'examen du secteur de la défense en Afrique du Sud entre 1996 et 1998 aida à établir un consensus et une légitimité concernant la RSS.

Les femmes peuvent prendre en charge le processus de contrôle. Grâce à leur expérience unique des conflits et leurs solides réseaux communautaires,

EXEMPLE #1 : LES ORGANISATIONS DE FEMMES ET LE PROCESSUS D'EXAMEN DU SECTEUR DE LA DÉFENSE EN AFRIQUE DU SUD

La participation des organisations de femmes dans le Processus d'examen du secteur de la défense en Afrique du Sud entre 1996 et 1998 est un exemple de la façon dont la participation des femmes peut mener à un consensus et à une légitimité pour les processus de réforme de la sécurité. L'objectif de ce processus d'examen était de faire un compte-rendu des détails opérationnels tels que la doctrine, l'organisation des forces armées, la logistique, l'armement, les ressources humaines et l'équipement. Suite à l'insistance de femmes parlementaires, le Comité parlementaire mixte permanent de la défense a appelé à une consultation nationale dans le cadre du processus d'examen du secteur de la défense. Diverses mesures ont été prises afin d'assurer la participation de la population civile, y compris l'utilisation d'avions et de bus militaires pour assurer le transport de dirigeants religieux et

communautaires, de militants d'ONG, ainsi que de représentantes d'organisations de femmes aux réunions et ateliers.

Les associations de femmes locales ont été essentielles pour attirer l'attention sur des questions précédemment ignorées telles que la situation désespérée de communautés dépouillées de leurs terres qui furent saisies à des fins militaires, l'impact des activités militaires sur l'environnement et le harcèlement sexuel des femmes par le personnel des forces armées. Afin de répondre à ces problèmes, deux nouveaux sous-comités ont été créés au sein du secrétariat de la Défense. Au bout de deux ans, le processus d'examen participatif du secteur de la défense avait contribué à construire un consensus national sur les questions de défense et engendré une légitimité publique pour les nouvelles structures de sécurité.

Source : Sanam Naraghi Anderlini et Camille Conaway, *Negotiating the Transition to Democracy and Reforming the Security Sector : The Vital Contributions of South African Women* (Washington, D.C. : Institut pour la sécurité inclusive, 2004), 23–25.

les femmes sont bien positionnées pour engager la responsabilité du secteur de la sécurité. Elles agissent en menant des recherches, des activités de plaidoyer et des campagnes de sensibilisation du public.

Les femmes peuvent aider les institutions du secteur de la sécurité à adresser les questions de genre. De nombreuses institutions du secteur de la sécurité s'engagent à intégrer systématiquement la dimension genre dans leur travail afin que tous les programmes et politiques prennent en compte les besoins et préoccupations particuliers des femmes, hommes, filles et garçons. Afin de mettre en œuvre cette intégration systématique de la dimension genre et s'assurer que leurs politiques et programmes reflètent véritablement les besoins de chaque groupe, les institutions doivent consulter les femmes et les inclure (ainsi que des hommes). Les OSC de femmes peuvent fournir des informations essentielles concernant l'impact des programmes et politiques sur les femmes et leurs

familles et peuvent aider à la conception et mise en œuvre de processus de consultations communautaires. Par exemple, elles peuvent offrir des suggestions sur les moyens d'accroître le recrutement et la rétention de femmes qualifiées.

Les femmes peuvent offrir des formations. Les femmes de la société civile peuvent offrir des formations et autres types de renforcement des capacités pour le personnel du secteur de la sécurité, les responsables des institutions du secteur de la sécurité, les institutions de contrôle, les parlementaires et les journalistes. De telles formations pourraient aborder les thèmes du genre, de la diversité et des droits humains. Les femmes possèdent en effet de solides connaissances concernant ces thèmes. Par exemple, au Kirghizistan, des femmes de la société civile ont mis sur pied un programme qu'elles enseignent maintenant elles-mêmes à l'école de police en partenariat avec l'OSCE. Au Népal, un groupe de femmes de la société civile a mis au point un manuel de formation

EXEMPLE # 2 : LES FEMMES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE QUI PROMEUVENT LA SÉCURITÉ : LE CAS DU REFMAP DANS L’UNION DU FLEUVE MANO (AFRIQUE DE L’OUEST)

Au cours des années 1990, de violents conflits affectèrent les pays de l’Union du fleuve Mano : la Côte d’Ivoire, la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone.

Le Réseau des femmes du fleuve Mano pour la paix (REFMAP) a été créé en 2000, lorsqu’un groupe de femmes s’est réuni au Nigéria afin de promouvoir leur participation dans le processus de restauration de la paix dans la région du fleuve Mano. Le REFMAP a lancé sa première initiative pendant l’été 2001, alors que la Sierra Leone et le Libéria connaissaient des guerres civiles et que la Guinée vivait une période d’instabilité grandissante. Des délégations du REFMAP ont rencontré les présidents de chaque pays afin de les convaincre de renforcer le dialogue et la coopération au niveau régional.

Au Libéria, le REFMAP a servi de médiateur dans le processus de cessation des hostilités entre le président Charles Taylor et les dirigeants des factions rebelles du Libéria. Par conséquent, la Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO), qui sponsorisa les négociations de paix entre le Gouvernement libérien et les mouvements rebelles, accorda tout d’abord le statut d’observateur au REFMAP pendant les négociations. Avec le soutien de l’OSC internationale Femmes Africa Solidarité, les membres du REFMAP ont reçu une formation sur la transformation et la résolution des conflits et sur les techniques de négociations. En juin 2003, le REFMAP a participé de façon officielle aux négociations et a été la seule OSC à signer l’accord de paix du Libéria en tant que témoin pour les femmes libériennes.

Les actions du REFMAP incluent une série de mesures destinées à soutenir l’implication des femmes dans le secteur de la sécurité. Les exemples suivants peuvent vous donner des idées pour votre propre OSC :

- Le REFMAP a conçu et mis en œuvre un programme de renforcement des capacités pour les groupes de femmes dans les communautés limitrophes à la Guinée et du Libéria, dans le but d’améliorer leur compréhension de la prévention et de la gestion des conflits, des

systèmes d’alerte précoce, de la création de réseaux, de la sensibilisation et de la sécurité des communautés. Les femmes ont pris de l’assurance quant à leur participation dans les institutions du secteur de la sécurité et ont gagné une meilleure compréhension des rôles spécifiques qu’elles pouvaient jouer (par exemple, dans le recrutement des forces de sécurité). Les femmes ont exigé d’être représentées dans les comités de district pour la sécurité et de prendre part aux comités locaux de partenariat avec la police. Alors qu’il s’agit d’un poste traditionnellement occupé par un homme, une femme a été élue chef de la ville pour la première fois, avec le projet de devenir une chef de première importance.

- Les échanges commerciaux transfrontaliers font partie de la vie quotidienne des communautés frontalières dans la région de l’Union du fleuve Mano. Après avoir reçu des plaintes de femmes d’affaires à propos d’agents de sécurité exigeant des pots-au-vin, le REFMAP a organisé diverses formations transfrontalières afin d’enseigner aux femmes leurs droits et des techniques de résolution de conflits.
- Suite à l’explosion de violence électorale en Côte d’Ivoire, le REFMAP a organisé des actions collectives, notamment des jeûnes, des prières et des marches pour la paix avant le début des négociations de paix entre le président Laurent Gbagbo et le candidat Alassane Ouattara. Ils ont envoyé une délégation pour une évaluation de deux jours sur la situation des réfugiés le long de la frontière du Libéria et ont conçu une activité de résolution de conflit afin de réconcilier les femmes dirigeantes et de bâtir la paix.
- Le REFMAP opère trois stations radios communautaires dans les pays de l’Union du fleuve Mano dans le but de diffuser des programmes sur l’engagement des femmes dans le secteur de la sécurité¹⁰.

sur les femmes, la paix et la sécurité à l’intention de l’armée népalaise en partenariat avec ONU Femmes⁹. Voir également l’exemple #4 sur l’évaluation des besoins locaux en matière de genre et de sécurité en Serbie et l’exemple #7 sur l’émission de radio « Les femmes dans le secteur de la sécurité » en Sierra Leone.

Comment les femmes de la société civile ont-elles formé des partenariats avec des institutions du secteur de la sécurité et ont été impliquées dans les processus de la RSS ?

Avec les forces armées et de sécurité. Au Népal, l’OSC Maiti met en contact les survivantes de la traite avec des membres de la police des frontières afin de travailler avec des équipes de surveillance des frontières qui identifient des femmes et filles victimes de la traite. Leur collaboration avec la police des frontières a débouché sur l’identification d’actes de corruption au sein de la police, le sauvetage de femmes et de filles ayant fait l’objet d’un trafic et la création d’une unité de police composée de personnel féminin qui travaille avec l’équipe de surveillance des frontières de Maiti. Maiti Népal forme également la police à la lutte contre la traite.

Avec les parlements. Au Royaume-Uni, les OSC se sont alliées à des parlementaires et des fonctionnaires du gouvernement pour former un groupe parlementaire associé sur les femmes, la paix et la sécurité. Ce groupe analyse les questions liées à la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies et travaille à encourager le Gouvernement britannique à promouvoir cette problématique. Les membres du Parlement publient les questions qu’ils posent lors de sessions parlementaires ainsi que les lettres qu’ils envoient aux ministres au sujet des femmes, de la paix et de la sécurité et attirent l’attention sur les débats parlementaires pertinents. Le groupe engage la responsabilité du gouvernement sur le plan d’action national, mais aide aussi les ministères qui travaillent à la mise en œuvre de la résolution 1325 et la communauté des ONG à maintenir des relations productives. Il favorise également une plus grande prise de conscience du Parlement sur cette question¹¹.

Avec les ministères. Aux Fidji, les OSC de femmes travaillant avec le ministère de la Condition féminine rencontrèrent le Comité d’examen du gouvernement

sur la sécurité nationale et la défense dans le cadre du processus d’examen de 2003. La réunion a compris des discussions sur la façon dont le processus d’examen était mené, qui était consulté, les problèmes identifiés comme étant des menaces à la sécurité et comment les normes et les critères internationaux (notamment la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies) étaient inclus dans les programmes de défense. Les groupes de femmes soumièrent deux rapports au Comité, contenant entre autre des recommandations sur la nomination à titre permanent du ministre de la Condition féminine au conseil de sécurité national et sur la représentation des femmes dans les comités de sécurité des provinces et des districts.

Avec les organisations internationales. En Bosnie et au Cambodge, les organisations de femmes ont établi un partenariat avec ONU Femmes afin d’organiser des formations pour les dirigeants de la police de proximité afin qu’ils puissent mieux répondre aux besoins des femmes et que les unités soient plus efficaces pour renforcer la sécurité dans les communautés¹².

Comment est-ce que les femmes travaillant au sein d’institutions du secteur de la sécurité font changer les choses ?

Tout comme les femmes de la société civile rendent le secteur de la sécurité plus efficace, les femmes qui travaillent au sein des institutions du secteur de la sécurité aident ces dernières à mieux tenir compte des besoins de toute la communauté. Vous pouvez être inspirée par les rôles que jouent certaines des femmes portant l’uniforme. Vous pouvez également les voir comme des partenaires potentielles.

La présence de plus de femmes dans la police peut améliorer la prise en charge de la violence conjugale et sexuelle en particulier. Ces crimes sont parmi ceux les plus répandus dans les sociétés sortant ou non d’un conflit. Il existe des preuves irréfutables, notamment en RDC, Inde et Sierra Leone, selon lesquelles les femmes victimes de violence sexuelle sont plus susceptibles de dénoncer ces crimes à une policière ou à un poste de police pour femmes qu’à un policier dans un poste de police standard¹³. De même, les femmes traumatisées par des crimes subis pendant un conflit sont souvent réticentes à parler librement à un agent de police

masculin mais sont prêtes à communiquer avec des agents de police féminins. Au Libéria, par exemple, la mise en place d'une unité de protection des femmes et des enfants au sein de la police et dont le personnel est en grande partie féminin a conduit les femmes à se sentir plus en confiance pour dénoncer des crimes et a également sensibilisé la communauté aux droits des femmes et à la violence sexuelle¹⁴.

De plus, de plus en plus d'éléments tendent à montrer que les femmes portant l'uniforme ont plus tendance que leurs collègues masculins à désamorcer les tensions et ont moins tendance à faire un usage excessif de la force¹⁵. Les agents de police et les officiers militaires et frontaliers femmes peuvent aussi exécuter des tâches essentielles difficiles à accomplir par des hommes pour des raisons culturelles, tels que fouiller les femmes aux points de contrôle de sécurité. D'autres ressources sur le rôle des femmes au sein des institutions du secteur de la sécurité sont disponibles dans la *Boîte à outils* « *Place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité* », développée par le DCAF, l'OSCE/ODIHR, et l'UN-INSTRAW.

Quelles normes juridiques prévoient la participation des femmes à la RSS ?

Un certain nombre de résolutions, conventions et accords font référence à l'égalité des sexes et à l'implication des femmes dans le secteur de la sécurité. Ces lois, outils et normes établissent des responsabilités spécifiques pour le secteur de la sécurité et donnent aux femmes le DROIT de participer aux processus de la RSS.

Au niveau national

Beaucoup de pays possèdent des lois nationales sur l'égalité des sexes qui garantissent la participation des femmes dans la vie et les institutions publiques. Ces lois peuvent être des outils utiles pour soutenir l'inclusion des femmes dans les processus de RSS. Certains pays

disposent de plans d'actions nationaux sur la violence contre les femmes ou sur la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies, ou bien les deux. Les accords de paix et les constitutions peuvent inclure des quotas pour la participation des femmes dans des organes spécifiques du gouvernement et du secteur de la sécurité. Ces instruments fournissent un cadre dans lequel les institutions du secteur de la sécurité peuvent travailler avec les femmes de la société civile.

Au niveau régional et international

Les lois et instruments régionaux peuvent établir des normes quant à la participation des femmes et à l'amélioration de la prise en charge des besoins des femmes par le secteur de la sécurité. Par exemple, les femmes africaines militantes font souvent référence au *Protocole à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples relatifs aux droits des femmes en Afrique*. Un certain nombre d'instruments internationaux primordiaux appuient la participation des femmes, en particulier la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies et la *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes* (CEDEF). Ces instruments reçoivent un soutien global et un grand intérêt et peuvent être utilisés pour évaluer les lois et politiques régionales et nationales.

L'outil 6 de la section 3 liste certaines des lois et instruments les plus importants concernant la participation des femmes dans la RSS.

Quels sont les défis pour la participation des femmes de la société civile à la RSS ?

- La RSS est souvent considérée comme une question appartenant au domaine de la « sécurité pure et dure » qui doit être résolue (en secret) par des « experts » (en général des hommes).

- Il est présumé que les femmes ne possèdent aucune compétence en matière de sécurité.
- Beaucoup de politiques et d'examen de sécurité nationale sont axés sur les menaces étrangères contre l'État, au lieu de la sécurité communautaire où les femmes ont tendance à être plus impliquées.
- Les conseillers internationaux et nationaux en matière de RSS ne comprennent pas suffisamment bien l'importance d'une large participation et n'ont pas les compétences nécessaires afin d'impliquer les hommes comme les femmes.
- Les processus de la RSS n'ont souvent pas de budget prévu pour aider à accroître la participation à large échelle des hommes et des femmes.
- Des préoccupations concernant la sécurité personnelle peuvent empêcher les militants de la société civile de faire entendre leur voix (discuté dans la section 2).
- Il existe un manque de confiance entre les OSC (en particulier les organisations de femmes) et les institutions du secteur de la sécurité en raison de leurs cultures très différentes.

☆☆☆

Bien qu'il y ait encore des défis à relever, l'importance de l'inclusion des femmes dans la RSS est de plus en plus reconnue. Elle est rendue obligatoire par un nombre grandissant de lois et de politiques qui représentent une porte d'entrée pour celles qui veulent participer. De nouveaux plans nationaux d'action pour la mise en œuvre de la résolution 1325 confient la responsabilité de cette inclusion aux gouvernements nationaux où des femmes comme vous ont plus de chances d'avoir une certaine influence. Cela signifie que vous avez la possibilité de participer au remaniement de votre ministère de la Défense, de vos forces armées et de la police et de créer de meilleures structures de sécurité au niveau local et des districts. Vous avez la possibilité d'introduire dans les discussions les besoins quotidiens réels de votre communauté, c'est-à-dire des femmes, hommes, garçons et filles. Jamais auparavant n'y a-t-il eu une telle occasion pour les femmes de la société civile d'aider à créer un secteur de la sécurité plus équitable et responsable. Même si votre pays n'a pas créé de plan d'action ou ne semble pas soutenir ouvertement la participation de la société civile, vous pouvez changer tout cela.

La section suivante offre des conseils sur la façon dont vous pouvez saisir cette opportunité !

Au cours d'une table ronde avec des hauts responsables des services de sécurité à Washington D.C en 2010, Kishwar Sultana souligne le rôle des femmes dans la lutte contre l'extrémisme violent au Pakistan.

Source : L'Institut pour la sécurité inclusive



Section 2 : Engagez-vous

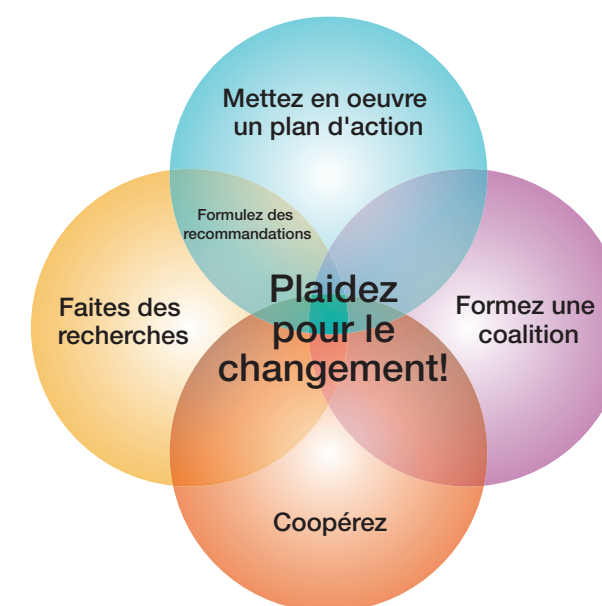
Comment contribuer à la réforme du secteur de la sécurité?

La société civile a un rôle vital à jouer dans la transformation du secteur de la sécurité, en demandant des réformes ou en servant de conseillers experts. La société civile représente les intérêts des communautés. En tant qu'individus et membres de différentes OSC, les femmes ont des perspectives différentes et importantes à offrir. Cette section traite des façons concrètes dont vous pouvez faire partie pour participer au processus de sécurité.

Vous pouvez considérer ces six activités comme étant différentes mais liées :

- **FAITES DES RECHERCHES SUR LES QUESTIONS DE SÉCURITÉ :** Informez-vous sur les préoccupations et besoins en matière de sécurité des différentes communautés ou sur la façon dont des problèmes de sécurité spécifiques sont adressés.
- **FORMEZ UNE COALITION :** Développez des partenariats avec d'autres personnes cherchant à promouvoir un secteur de la sécurité qui inclut les femmes et tient compte de leurs besoins.
- **ÉLABOREZ UN PLAN D'ACTION :** Créez un plan d'action afin d'accomplir des changements dans la législation, les politiques ou les pratiques institutionnelles.
- **DÉVELOPPEZ DES RECOMMANDATIONS :** Formulez des recommandations concrètes pour des mesures à prendre concernant des institutions du secteur de la sécurité spécifiques.
- **PLAIDEZ POUR LE CHANGEMENT :** Discutez avec des politiciens, des fonctionnaires et des hauts responsables des institutions du secteur de la sécurité à propos des changements que vous voulez voir effectués et sensibilisez la population au besoin de changement.
- **COOPÉREZ AVEC LE SECTEUR DE LA SÉCURITÉ :** Formez ou rejoignez des structures de sécurité locales déjà existantes. Prenez part au processus de suivi, proposez leur des formations ou collaborez avec des institutions du secteur de la sécurité pour fournir des services.

Vous allez sûrement effectuer des recherches et mettre en place des coalitions en même temps que des actes de sensibilisation, ce qui vous fournira de nouveaux éléments de manière continue pour votre collaboration avec les décideurs. De même, plus vous en apprendrez sur le secteur de la sécurité, plus vos recommandations deviendront stratégiques.



QU'EST-CE QUE LA SENSIBILISATION ? LA SENSIBILISATION EST UN ACTE PLANIFIÉ, DÉLIBÉRÉ ET SOUTENU VISANT À PARVENIR À UN CHANGEMENT. LES INDIVIDUS ET ORGANISATIONS SENSIBILISENT EN PROMOUVANT UNE IDÉE DE LA FAÇON DONT CERTAINES CHOSES PEUVENT ÊTRE MIEUX FAITES. SI ELLE EST MENÉE À BIEN, LA SENSIBILISATION PRODUIT DES RÉSULTATS CONCRETS. LA MANIÈRE DONT VOUS RECUEILLEZ L'INFORMATION ET LES PERSONNES À QUI VOUS LES COMMUNIQUEZ SONT PRIMORDIALES.

Faites des recherches sur la question de la sécurité

Vous êtes peut-être déjà préoccupée par une ou de plusieurs questions de sécurité. Toutefois, vous devriez

tout d'abord en apprendre plus sur les préoccupations en matière de sécurité des femmes et des hommes de votre communauté, province ou pays. Effectuer des recherches vous permettra d'avoir des informations crédibles à présenter. C'est aussi une façon pour vous de communiquer directement avec les responsables du secteur de la sécurité et d'établir des contacts ainsi que d'engager le dialogue. Ne vous inquiétez pas si vous ne possédez pas beaucoup de ressources. Vous pouvez effectuer des recherches utiles sans ordinateurs, internet ou beaucoup d'argent.

Définir votre sujet de recherche

Vos recherches peuvent être vastes ou plus ciblées. Vous pouvez considérer les options suivantes :

- Faites des recherches sur les perceptions des femmes, hommes, filles et garçons relatives à la sécurité et aux institutions du secteur de la sécurité. Voir l'exemple #3 sur une OSC libyenne.
- Enquêtez sur un problème particulier de sécurité, par exemple, la violence dans les rues, les barrages routiers ou la violence conjugale.
- Examinez une institution particulière du secteur de la sécurité, par exemple, comment la police traite les hommes et les femmes. Vous pouvez envisager d'utiliser le *Guide d'auto-évaluation sur le genre pour la police, les forces armées et le secteur de la justice* comme guide pour le processus à suivre et les questions à poser.
- Faites des recherches plus vastes sur les différentes menaces à la sécurité auxquelles les hommes et les femmes sont confrontés et comment ces derniers sont traités par les différentes branches du secteur de la sécurité. Ceci peut être effectué à un niveau local, provincial ou national. Voir l'exemple #4 pour un examen centré sur les questions de genre et de sécurité en Serbie.

Comment effectuer vos recherches

La façon dont vous menez vos recherches dépendra de vos ressources et de votre disposition à collaborer avec certaines personnes et institutions (ce sujet est traité ci-après dans la partie « sécurité personnelle »). Souvenez-vous que les perspectives des femmes sur les questions de sécurité ont tendance à être écartées. Même un petit projet de recherche centré sur les femmes peut représenter une très grande contribution.

Réfléchissez sur la façon dont vous pouvez inclure des groupes marginalisés dans vos recherches, tels que les minorités ethniques, religieuses et linguistiques ; les gays, lesbiennes, bisexuels et transgenres ; les personnes handicapées ; les gens pauvres et les analphabètes. Il peut être très enrichissant pour ces communautés d'effectuer elles-mêmes des recherches.

Ci-dessous sont quelques idées sur la façon dont vous pouvez organiser vos recherches :

Utilisez les ressources disponibles (recherches documentaires) : Tout d'abord, trouvez les recherches déjà effectuées par des organisations ou des universités. L'outil 1 de la section 3 contient un guide sur les types et sources d'information disponibles pour des recherches documentaires et la section ressources complémentaires présente des sources spécifiques d'information sur le secteur de la sécurité. Le gouvernement, le Parlement, le Médiateur ou la commission des droits humains de votre propre pays ont peut-être déjà publié des rapports et des statistiques que vous pouvez consulter (cela renforcera vos arguments lorsque vous tenterez de sensibiliser votre gouvernement).

Conduisez des entretiens : Faites une liste de personnes ayant des perspectives différentes sur le sujet de votre recherche. Au niveau de la communauté, cela peut inclure d'autres OSC, des dirigeants religieux, des jeunes gens, des responsables du conseil local, et des hommes et des femmes travaillant dans le secteur de la sécurité. Au niveau provincial ou national, vous pouvez approcher des responsables du gouvernement, des parlementaires, des universitaires, des journalistes et des représentants d'organisations internationales. Ayez une liste provisoire de sujets et de questions que vous souhaitez aborder pendant les entretiens. Assurez-vous d'interroger des hommes et des femmes.

Organisez des réunions avec des femmes et des hommes locaux : Vous en apprendrez plus en parlant aux femmes, hommes, garçons et filles de votre communauté sur leurs besoins en matière de sécurité et sur les changements qu'ils voudraient voir advenir. Organisez soigneusement vos réunions, de façon à tenir compte des devoirs familiaux et autres obligations de femmes. Réfléchissez si vous avez besoin de mettre en place des arrangements spéciaux tels que la mise à disposition de moyens de transport ou de systèmes

de garde d'enfants. Il vous faudra peut-être également tenir des réunions séparées pour chaque sexe. Assurez-vous qu'il y ait un espace de dialogue ouvert où les participants n'auront pas peur que leurs propos soient rapportés de façon à leur nuire.

Organisez des groupes de réflexion : Une discussion en groupe de réflexion est menée par un animateur avec (idéalement) 7 à 12 participants. La discussion ne doit pas durer plus de deux heures. Il s'agit de rassembler les perceptions, opinions, croyances et comportements des participants à propos d'un thème en particulier. Les groupes de réflexion constituent un bon moyen d'explorer les attitudes des minorités et d'autres groupes particuliers ou de rassembler des informations sur des communautés différentes. Réfléchissez si vous avez besoin d'organiser des discussions séparées pour chaque sexe afin que chaque groupe puisse exprimer ses opinions librement.

Faites un mini-sondage : Un questionnaire avec un petit nombre de questions fermées pour 25 à 75 personnes s'appelle un mini-sondage. Vous pouvez réaliser un mini-sondage avec des personnes qui se rendent au poste de police, au tribunal ou au centre des services pour victimes. Si les personnes que vous souhaitez interroger ont à leur disposition un ordinateur, des outils de sondage en ligne tels que *Survey Monkey* peuvent être utiles et peuvent aider à protéger l'identité des participants. Un mini-sondage ne fournira pas suffisamment de réponses pour représenter les points de vue de la population entière mais produira des données utiles.

Visitez des postes de police, prisons et postes de contrôle frontaliers, etc. : Dans certains pays, les membres du public ont le droit d'inspecter les postes de police¹⁶. En outre, certaines OSC de femmes assurent la prestation de services et de programmes à l'intention de femmes en prison. Voir l'exemple #12 : l'Union des femmes du Yémen pour plus de détails. Vous pouvez peut-être vous impliquer dans de tels projets ou

travailler avec les organisations qui les ont mis en place afin de rassembler des informations concernant les établissements et les pratiques employés.

Beaucoup de méthodes ont été développées afin d'inclure les communautés dans le suivi et l'évaluation des services publics, tels que des « fiches d'appréciation citoyenne », des « fiches d'évaluation par les communautés », et des « cartographies/audits de sécurité pour les communautés ». Les ressources complémentaires qui figurent à la fin de ce guide suggèrent des guides pour en savoir plus sur ces techniques de recherche.

Lorsque vous collectez des données, indiquez si la personne interrogée est une femme, un homme, une fille ou un garçon et sa tranche d'âge (c.-à-d., recueillez des données ventilées par sexe et par âge) afin de pouvoir analyser les différences parmi les groupes. Ceci vous permettra de parler avec assurance des différents besoins et de développer des recommandations spécifiques à l'âge et au sexe. Selon le contexte, il sera peut-être aussi important de recueillir d'autres caractéristiques telles que la religion, le groupe linguistique ou l'ethnicité.

💡 *Songez à organiser des recherches communes avec des universitaires, des groupes de réflexion sur la sécurité et des organisations qui fournissent des services aux victimes de violence. Créez un lien entre la prestation de services et les politiques. Les OSC sont souvent impliquées dans la prestation de services (par exemple, dans la gestion de refuges) mais n'ont pas les ressources nécessaires pour recueillir des données, les analyser et élaborer des recommandations stratégiques. Les OSC peuvent s'allier et mettre en commun leurs ressources afin que les idées des prestataires de services soient transformées en recommandations politiques et présentées au gouvernement.*

💡 *Repérez des opportunités de renforcement des capacités afin d'améliorer votre propre « culture de la sécurité » et vos compétences de sensibilisation. Vous trouverez une liste de formations en ligne, gratuites, dans l'outil 3 de la section 3.*

"Sans recherche, nous n'aurions pas pu découvrir les belligérants de la guerre libérienne de 2003 et les amener à la table de négociation. À chaque étape du processus, les informations et données disponibles ont guidé nos prises de décision et nos actions."

🌿 *Ruth Gibson Caesar, REFMAP, Libéria (traduction française non officielle).*

EXEMPLE # 3 : SONDAGES SOUS FORME D’AFFICHES EN LIBYE

La VLW a utilisé le simple concept de « sondages sous forme d’affiches » afin d’en savoir plus sur ce que les gens voulaient dans leurs communautés. Pendant deux semaines en 2011, la VLW a placé des stands dans presque tous les marchés de Zaouïa et de Tripoli et a demandé aux femmes et aux hommes libyens de tout âge d’écrire leurs espoirs concernant les femmes libyennes. Un de

ces sondages à Tripoli a révélé que parmi les 142 femmes libyennes interrogées, presque 50 pour cent pensaient qu’il était très important que la priorité de la nouvelle Libye soit le secteur de l’éducation, ainsi que la croissance économique (24 pour cent), les services de santé (9 pour cent), des infrastructures (9 pour cent) et de la sécurité (4 pour cent).

Source : Voice of Libyan Women (Voix des femmes libyennes), *Annual Report 2011* (Tripoli : VLW, 2012).

Accès à l’information

Dans beaucoup de pays, le secteur de la sécurité est marqué par une forte tradition du secret. Avoir accès aux informations peut donc présenter un grand défi. Les responsables du gouvernement et le personnel du secteur de la sécurité peuvent être réticents à partager leurs informations avec les OSC et ces dernières devront peut-être leur demander leur autorisation, même si ces informations sont sensées être accessibles au public.

Ci-dessous sont des stratégies qui peuvent vous aider à avoir accès aux informations détenues par les institutions du secteur de la sécurité :

Consacrez du temps à obtenir l’appui nécessaire pour mener à bien vos recherches. Au début de vos recherches, écrivez des lettres aux décideurs de haut niveau de la ou des institutions sur lesquelles vous effectuez des recherches. Expliquez ce en quoi constitue votre travail de recherche et exprimez votre volonté de coopérer avec eux. Rencontrez-les et essayez d’obtenir une autorisation formelle pour contacter d’autres responsables. Cela montrera que vous êtes de bonne foi et que vous travaillez en accord avec les règles de l’institution concernée.

Utilisez des approches informelles. Si vous connaissez quelqu’un qui travaille ou travaillait dans l’institution de la sécurité concernée, demandez-lui de vous aider à organiser des rencontres.

Ayez des conversations informelles. Une discussion autour d’un café avec une personne que vous connaissez et qui travaille dans une institution du secteur de la sécurité peut être un bon moyen de compléter et vérifier les informations provenant d’entretiens formels et de documents officiels que vous avez recueillis.

Proposez de présenter les résultats de vos recherches de manière informelle à l’institution du secteur de la sécurité avant qu’ils ne soient diffusés publiquement. Au lieu de leur présenter un projet de rapport, pensez à organiser un « atelier de validation » où vous présenterez et discuterez des résultats principaux de vos recherches. Ceci peut être un bon moyen de vérifier vos recommandations et de tester les réactions.

💡 *Vérifiez si votre pays possède une loi qui garantit l’accès à l’information détenue par le gouvernement. Si c’est le cas, vous pouvez faire référence à cette loi ou même faire une demande officielle au titre de celle-ci.*

💡 *L’usage de contacts informels ou personnels afin d’avoir accès à des personnes occupant des postes de pouvoir peut être une bonne stratégie. Cependant, vous devez vous assurer que ceci ne remette pas en cause votre intégrité et votre indépendance ou celle de votre coalition. Les personnes qui vous aident supposeront peut-être que vous leur serez redevable ou que vous ne serez pas trop critique envers leur chef ou institution.*

EXEMPLE #4 : LES BESOINS LOCAUX CONCERNANT LE GENRE ET LA SÉCURITÉ EN SERBIE

Le Centre de politique de sécurité de Belgrade (BCSP), un centre indépendant de recherché dédié à améliorer la sécurité des citoyens, a observé que les problèmes de sécurité affectant les femmes étaient rarement pris en compte au niveau local. Les institutions locales du secteur de la sécurité ne comprenaient pas les besoins spécifiques des femmes et les membres des organismes municipaux pour l’égalité entre les sexes ne possédaient pas suffisamment de connaissances sur le lien entre le genre et la sécurité. En réponse à cette situation, le BCSP a organisé en 2011 une évaluation locale des besoins en matière de genre et de sécurité.

L’évaluation des besoins du BCSP a inclus trois éléments : l’analyse de données, la formation et la sensibilisation et des consultations. Quatre consultations d’une durée d’une journée furent tenues à divers endroits. Celles-ci comprenaient la participation des OSC de femmes, des autorités locales, des organismes de sécurité locale, des organismes municipaux pour l’égalité entre les sexes, des conseils municipaux, des conseils pour la sécurité et la

prévention du crime, de la police, des procureurs et des médias. Les consultations, qui comprenaient des exercices de formation et des discussions, ont couvert quatre aspects :

- la relation entre le genre et la sécurité ;
- les menaces principales encourues par les femmes dans les municipalités ;
- la création d’un partenariat entre les organismes municipaux chargés des questions de genre et les conseils municipaux pour la sécurité ; et
- des exemples positifs d’autres municipalités en Serbie.

L’évaluation des besoins a fourni une plateforme pour le dialogue entre les OSC de femmes et les institutions du secteur de la sécurité. Elle a consolidé les connaissances déjà acquises de tous les participants sur les liens entre le genre et la sécurité, facilité les collaborations futures entre les autorités étatiques et les OSC et fourni les bases pour la mise en place du plan d’action national serbe pour la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Sources : Gorana Odanović et Maja Bjeloš, *Bezbednost i rodna ravnopravnost na lokal* (Belgrade : BCSP, 2011), <http://bezbednost.org/Sve-publikacije/4665/Bezbednost-i-rodna-ravnopravnost-na-lokalu.shtml> ; entretiens avec Sonja Stojanović du BCSP, 24 juillet 2012 ; Maja Bjeloš du BCSP, 24 juillet 2012 ; et Zorana Antonijević de l’OSCE, 4 août 2012.

L’éthique de la recherche et la sécurité personnelle

L’éthique de la recherche exige que vous respectiez à la fois les chercheurs et les participants et que vous preniez des mesures pour minimiser les dommages qui pourraient résulter de vos enquêtes. Vos recherches doivent être faites afin de maximiser les bénéfices qu’en retireront les participants et les communautés. Vous devez établir et suivre des règles. Par exemple, allez-vous diffuser les noms des personnes que vous interrogez ? Est-il nécessaire d’enregistrer les noms seulement sous forme de code ? Les recherches touchant aux violences sexistes représentent un sujet sensible et nécessitent une attention toute particulière¹⁷.

Malheureusement, dans certains pays, effectuer des recherches et des activités de sensibilisation sur les questions de sécurité peut être dangereux et les chercheurs peuvent recevoir des menaces ainsi que leur famille et collègues. Vous risquez également de mettre en danger les personnes partageant des informations avec vous.

Les OSC doivent réfléchir attentivement avant d’entreprendre toute activité susceptible de constituer une menace à la sécurité de quiconque. Dans la plupart des cas, les recherches ou actes de sensibilisation doivent cesser immédiatement si cela pose un risque quelconque à la sécurité de quelqu’un. Les OSC ne doivent jamais prendre des risques qui ne sont pas nécessaires ou

mettre leur personnel ou sujets de recherche en danger sans leur accord explicite. Même si celui-ci a été obtenu, les OSC doivent évaluer attentivement les risques¹⁸.

Songez à organiser des sessions de remue-méninges ou des ateliers qui soient des endroits sûrs pour explorer les défis du domaine de la sécurité et discutez de stratégies pour être en sécurité. Les leçons les plus efficaces en matière de sécurité peuvent provenir d'autres militants, de leurs expériences quotidiennes et des tactiques et stratégies qu'ils ont développées. Partagez ces informations avec les autres femmes militantes. En Afghanistan, par exemple, les femmes militantes sont en train de forger des alliances provinciales pour que les femmes militantes en danger puissent se réfugier dans une autre partie du pays et y travailler jusqu'à ce que les menaces contre elles diminuent.

Les ressources complémentaires mentionnent quelques guides sur la sécurité pour les organisations de femmes et les militantes.

Formez une coalition

Les OSC sont plus puissantes lorsqu'elles s'expriment d'une seule voix. Dans beaucoup de pays, les OSC fondent des coalitions afin de travailler pour une cause commune. Chaque OSC continue d'avoir sa propre identité et peut organiser des activités en dehors de la coalition mais en tant que groupe, elle travaille ensemble afin d'atteindre des buts spécifiques.

S'exprimer en tant que coalition témoigne du soutien accordé par divers groupes de la société à la réforme et vous permet de présenter un message cohérent. Les coalitions montrent que l'union fait la force et peuvent aider à protéger les individus ainsi que les différentes OSC.

Une coalition de la société civile axée sur les questions de la femme et de la sécurité peut comprendre :

- des organisations de femmes ;
- des organisations offrant des services aux victimes de violence (par exemple, des refuges, des conseils juridiques) ;

- des organisations de défense des droits humains ;
- des femmes engagées dans des organisations confessionnelles ;
- des chefs traditionnels et des anciennes ;
- des instituts de recherche ou de politique axés sur la sécurité et la justice pénale ;
- des individus travaillant sur les questions de sécurité dans des universités ;
- des associations professionnelles, telles que des femmes avocates ;
- des groupes d'étudiants ;
- des journalistes ; et
- les hommes qui soutiennent votre cause.

Il peut être utile de créer une cartographie afin d'identifier les autres groupes de votre communauté qui seraient peut-être intéressés à joindre votre coalition. L'outil 7 de la section 3 en est un exemple. L'outil 8 est un exemple d'invitation à joindre une coalition et l'outil 9 est un exemple d'ordre du jour d'une première réunion de coalition.

Identifiez un groupe diversifié afin que la coalition soit aussi inclusive que possible. Souvenez-vous que vous n'êtes pas obligées d'être d'accord sur tout, seulement sur les questions auxquelles vous souhaitez sensibiliser le public. Plus votre coalition sera diverse, plus elle représentera de personnes, et plus vous aurez de pouvoir.

Dans beaucoup de pays, il peut être difficile pour les OSC d'intervenir directement dans les questions nationales de sécurité à cause du milieu politique fermé ou même hostile. Leur participation aux discussions concernant la sécurité au niveau régional ou international peut exercer une pression sur les décideurs au niveau national. La construction d'un réseau avec les OSC d'autres pays ayant une expérience dans le domaine de la RSS peut vous aider à renforcer vos capacités. De plus, l'appartenance à des réseaux féminins régionaux et internationaux ou à des partenariats internationaux peut apporter une certaine crédibilité aux OSC.

"L'union fait la force. Si vos voix sont nombreuses, vous serez plus fortes. Vous serez entendues. Mais si vous parlez seule...alors personne ne vous entendra."

Mary Justo Tombe, Solidarité féminine du Sud pour la paix et le développement (Southern Women Solidarity for Peace and Development), Soudan du Sud (traduction française non officielle).

Ne doutez jamais du fait qu'un petit groupe de citoyens réfléchis et engagés puisse changer le monde. En effet, c'est la seule chose qui ait jamais fonctionné.

Margaret Mead, Anthropologue, États-Unis (traduction française non officielle).

Votre coalition pourrait avoir une portée qui va au-delà des autres OSC en encourageant la participation de d'autres experts. Par exemple, vous pourriez inviter des femmes des forces armées, de la police ou du Parlement à discuter des questions de sécurité, créer un programme commun et établir une stratégie afin de s'assurer que les perspectives des femmes soient incluses dans l'élaboration des législations.

Conseils pour former des coalitions

- Définissez des buts et des objectifs communs pour votre coalition. Si vous avez un but clair, établi par écrit, votre coalition n'en sera que plus solide.
- Déterminez les règles de fonctionnement de votre coalition. Comment les décisions sont-elles prises au sein de la coalition ? Qui est ou sont ses porte-paroles ?
- Investissez du temps et de l'énergie dans le processus de discussion de la coalition, de la mise en place d'objectifs communs et de la conception d'un plan d'action.
- Mettez en place des moyens pour que les membres de la coalition puissent communiquer en créant une liste de distribution électronique, en organisant des réunions régulièrement, etc.
- N'évitez pas les problèmes difficiles ou les obstacles possibles. Inscrivez-les sur le programme et discutez-en.
- Organisez des événements qui rassembleront les membres de la coalition, tels que le visionnage d'une vidéo pertinente ou la collecte de signatures pour une pétition.
- Tenez tous les membres informés des progrès et des changements politiques. Cela contribuera au maintien de bonnes relations pour l'avenir.

Élaborez un plan d'action

La meilleure façon d'axer et d'organiser le travail de votre coalition est de développer un plan d'action. Cela prendra du temps et vous aurez sûrement besoin de mettre un ou deux jours de côté pour que les membres

de votre coalition y travaillent ensemble. Cela peut sembler beaucoup de temps investi dans une simple discussion, mais cela vous mettra sur le bon chemin — ensemble.

Il est particulièrement important que vous vous assuriez que les buts de votre coalition sont raisonnables, réalistes et réalisables. Lorsque vous développerez votre plan d'action, prenez en compte le temps que chaque personne est capable d'accorder à son travail ainsi que les compétences et les connaissances qu'elle peut apporter.

Que faut-il inclure dans votre plan d'action ?

Votre plan d'action devrait inclure les six éléments suivants :

But : ceci est le résultat final que vous espérez atteindre ou la mission de la coalition résumée en une phrase. N'hésitez pas à formuler un but ambitieux et vaste. Celui-ci devrait être porté sur l'action et le changement. Par exemple, « *Notre but est que la police fasse preuve de bonne volonté et soit capable de subvenir aux besoins des femmes, hommes, filles et garçons.* »

Objectifs : ce sont les stratégies grâce auxquelles votre but sera atteint. Vos objectifs doivent être aussi spécifiques, concrets et mesurables que possible. Décortiquez le problème afin de définir les différents éléments qui le constituent. Par exemple, « *Renforcer les capacités des agents de police afin qu'ils reconnaissent et sachent répondre aux besoins spécifiques en matière de sécurité des femmes, hommes, filles et garçons.* »

Activités : ce sont les actions que votre coalition entreprendra pour arriver à ses objectifs et qui, ensemble, permettront d'atteindre le but final. Vos activités peuvent inclure des pétitions, des manifestations, des rencontres communautaires, des ateliers, des campagnes d'affichage, des réunions avec des décideurs, des formations et des émissions radio.

Concernant l'objectif mentionné ci-dessus, une activité pourrait être de « *Former les responsables policiers de*

l'École nationale de police aux besoins spécifiques des femmes, hommes, filles et garçons dans le domaine de la sécurité. »

Pensez à la population cible, les gens dont vous voulez attirer l'attention. Il peut s'agir de n'importe quel acteur du secteur de la sécurité (voir la liste de la section 1), les médias, le public, toutes les personnes que vous pensez vous aideront à accomplir le changement que vous voulez voir advenir.

Identifiez des partenaires potentiels ou des alliés qui pourront vous conseiller, vous aider à diffuser votre message, vous financeront ou travailleront avec vous. Prévoyez du temps pour les contacter.

Lorsque vous planifiez chaque activité, pensez aux choses qui pourraient empêcher sa réussite. Organisez-vous afin d'éviter ces problèmes. Par exemple, si l'activité suggérée est « *Former les responsables policiers ...* », il existe un risque que ces responsables refusent de se rendre à la formation. Une activité pourrait donc être de rencontrer le/la commandant(e) de la police afin qu'il/elle convienne de la nécessité, pour les policiers, de se rendre à la formation proposée.

Responsabilités : votre plan d'action doit indiquer qui fera quoi, quand et où. Cela aidera toutes les personnes de la coalition à savoir ce qu'elles se sont engagées à faire.

Planifiez la durée des activités, non seulement l'activité elle-même, mais aussi le temps de préparation ou de suivi requis. Pensez à toutes les dates clés (les élections, par exemple). Demandez-vous si certaines activités ont besoin d'être organisées avant d'autres. Mettez en place des dates limites et des échéances. Par exemple, une échéance pourrait être d'organiser la première session de formation pour les agents de police d'ici le milieu de l'année.

Ressources : faites une estimation des ressources humaines, financières et autres dont vous aurez besoin pour chaque aspect de chaque activité de votre plan d'action. Les ressources humaines incluent le temps passé à l'activité elle-même et aussi celui passé à sa planification et à sa préparation. Les coûts financiers peuvent inclure des appels téléphoniques, le transport et la location des lieux. Quant aux autres ressources, il peut s'agir de matériel et de moyens de transport.

Votre plan d'action peut comprendre l'organisation d'activités afin d'obtenir plus de ressources, comme collecter des fonds et contacter d'autres OSC pour leur demander leur aide.

Suivi et évaluation : pensez à la façon dont vous allez suivre vos progrès et évaluer l'impact de chacune de vos activités. Cet aspect de la sensibilisation est souvent négligé mais si vous ne le faites pas, comment allez-vous savoir si vos efforts vous rapprochent de votre but ? Il est également motivant pour toutes les personnes incluses dans votre coalition de voir les progrès et les différences que vous faites.

Le suivi permet d'évaluer vos progrès concernant la mise en œuvre de votre plan d'action :

- si les activités sont réalisées conformément à votre planification ;
- si le budget est utilisé conformément à votre planification ;
- si des progrès sont accomplis dans la réalisation des buts visés ; et
- quels sont les ajustements qui sont nécessaires pour garantir votre succès.

Vous devriez assurer un suivi continu de vos activités. Par exemple, organisez une réunion afin de réunir la coalition tous les quelques mois afin de discuter de l'état actuel de votre plan d'action.

L'évaluation consiste à réfléchir aux efforts que vous avez faits et à voir si ceux-ci ont fait une différence. Par exemple, imaginez que votre recherche initiale ait conclu que la police ne répondait pas correctement aux besoins de sécurité spécifiques des femmes. Vous avez donc par la suite développé et mis en œuvre une nouvelle formation pour les agents de police. Vous pourriez maintenant effectuer à nouveau des recherches afin d'observer si les réactions des agents de police ont évolué.

La section 3 contient une liste de questions à poser lors de l'établissement de votre plan d'action (outil 10), un modèle de plan d'action (outil 11) et un exemple de plan d'action d'une OSC de femmes du Libéria (outil 12).

Les façons d'établir un plan d'action

Essayez d'inclure tous les membres de la coalition lorsque vous concevez un plan d'action et consultez-les le plus

possible. Plus le processus sera inclusif, plus il sera solide. La création d'un espace pour des débats animés à propos du plan d'action favorisera l'engagement des participants.

Premièrement, mettez-vous d'accord sur le processus de développement du plan d'action. Est-ce que toutes les personnes ayant besoin d'être consultées sont présentes ? Si ce n'est pas le cas, comment et quand seront-elles consultées ? Mettez-vous d'accord sur la fréquence et le moment auxquels le plan sera réexaminé.

Vos recherches auront peut-être levé le voile sur une longue liste de problèmes en termes de sécurité. Vous devez réduire cette liste à un nombre raisonnable de questions. Essayez de choisir des questions pour lesquelles vos recherches vous fournissent des éléments neufs à présenter aux décideurs ainsi que des questions où vous pensez qu'il existe des opportunités pour le changement.

Divers outils peuvent vous aider à classer et organiser vos idées par ordre de priorité, tels que l'analyse SWOT (forces, faiblesses, opportunités et menaces) et une cartographie des parties prenantes. Les ressources complémentaires mentionnent des guides pour ce type d'outils ainsi que d'autres outils de planification. La section 3 contient un exemple d'ordre du jour pour un atelier sur l'élaboration d'un plan d'action (outil 13) et un simple exercice de groupe pour définir des priorités (outil 14).

💡 *Élaborez votre plan d'action, faites une pause et puis réexaminez ce qui est faisable. Qu'est-ce qui doit être éliminé ? À quoi devez-vous donner la priorité ? Quels éléments peuvent être mis de côté pour une étape ultérieure ?*

Formulez des recommandations

Afin de parvenir à des changements, vous devez non seulement identifier les problèmes, mais aussi présenter des solutions aux personnes capables de résoudre ces problèmes. Vos solutions peuvent être présentées comme des recommandations quant aux mesures à prendre. Ces recommandations seront basées sur les recherches sur la sécurité que vous aurez menées ainsi que sur les idées formulées par votre coalition.

Voici cinq étapes pour formuler des recommandations :

1. ANALYSEZ LE PROBLÈME : la première étape consiste à réfléchir de façon critique au problème. Quels obstacles et défis existent-ils ? Si la situation a changé, pourquoi est-ce le cas ?

Exemple : Les femmes victimes de violence conjugale ne reçoivent pas d'aide. Elles ne se rendent pas au poste de police car les agents de police masculins ne les écoutent pas. Dans certains endroits où des unités d'aide familiale composées de personnel féminin ont été mises en place, les choses se sont améliorées. Néanmoins, il est difficile d'encourager des femmes à rejoindre les rangs de la police car elles n'y connaissent pas grand-chose et leurs communautés auront tendance à s'y opposer.

2. ORGANISEZ UNE SESSION DE REMUE-MÉNAGES POUR TROUVER DES SOLUTIONS : après avoir analysé le problème, songez aux changements qui pourraient améliorer la situation. Soyez créative. Définissez le problème de manière étroite afin de vous concentrer sur les solutions proposées.

Exemple : S'il y avait plus de policières, en particulier plus d'unités d'aide familiale, les femmes victimes de violence recevraient un meilleur traitement. Afin de s'assurer qu'il y ait plus d'agents de police femmes dans les postes de police du pays, il faudrait qu'au moins 10 pour cent des policiers soient des femmes. Afin d'augmenter le nombre de policières, nous pourrions montrer aux femmes, ainsi qu'à leurs familles et communautés, qu'il s'agit d'un travail respectable. Les femmes qui sont devenues des agents de police pourraient discuter avec d'autres femmes et nous pourrions parler avec les dirigeants des communautés.

3. IDENTIFIEZ LES PERSONNES LES MIEUX À MÊME DE CHANGER LES CHOSES : déterminez qui pourrait prendre les mesures nécessaires. En effet, il est inutile de demander à quelqu'un de faire quelque chose si cette personne n'a pas le pouvoir nécessaire pour le faire. Il vous faudra enquêter afin d'identifier les bonnes institutions, organisations et personnes.

Exemple : Le ministère de l'Intérieur gère le recrutement au sein de la police, qui est sous le contrôle du gouvernement. Une mission internationale, EUPOL, aide à financer le processus de recrutement.

4. CRÉEZ DES RECOMMANDATIONS : trouvez des recommandations pour des institutions, organisations ou personnes spécifiques afin que celles-ci prennent des mesures particulières. Incluez des mesures qui vous permettront de suivre les mesures prises ainsi que leur impact.

Exemple : Le gouvernement national devrait élargir ses stratégies pour le recrutement des femmes dans le secteur de la sécurité. En particulier, le ministère de l'Intérieur et l'EUPOL devraient concentrer leurs efforts sur le recrutement des femmes dans la police, en visant les veuves et les victimes de la guerre. Ceci peut être accompli en :

- *créant des sessions portes ouvertes durant lesquelles les policières pourront partager leurs expériences avec les candidates intéressées ;*
- *menant des campagnes de sensibilisation dans les écoles secondaires et les universités ;*
- *mettant en place des campagnes spéciales de recrutement visant les femmes qui n'ont pas été acceptées à l'université ;*
- *introduisant un concept plus vaste de la police de proximité et soulignant les succès des unités d'aide familiale ;*
- *fixant un quota d'au moins 10 pour cent de femmes parmi les nouvelles recrues dans la police ; et*
- *encourageant les spécialistes religieux et les chouras locaux à instaurer la légitimité des efforts de recrutement.*

Ceci est un ensemble de recommandations formulées par un groupe de dirigeantes afghanes qui furent convoquées par l'Institut pour la sécurité inclusive en janvier 2008. Il s'agit d'une bonne liste car elle s'adresse clairement à des acteurs spécifiques (le ministère de l'Intérieur et EUPOL) et présente des objectifs concrets (un quota d'au moins 10 pour cent de femmes parmi les nouvelles recrues) ainsi que plusieurs solutions.

Afin d'améliorer la transparence et de permettre le suivi, vous pourriez ajouter : « *Le ministère de l'Intérieur devait inclure sur son site web des rapports annuels sur ses stratégies pour le recrutement des femmes dans le secteur de la sécurité, ainsi que le pourcentage de femmes nouvelles recrues dans le secteur de la sécurité et dans le personnel en général.* »

5. TESTEZ VOS RECOMMANDATIONS : discutez de manière informelle avec des personnes affectées par le problème que vous essayez de résoudre des recommandations que vous proposez, ainsi qu'avec des personnes provenant des institutions concernées par le problème. Vérifiez que vos recommandations répondent aux besoins de la communauté et qu'elles peuvent être mises en œuvre.

Dans la section 3 vous trouverez une feuille de travail pour développer des recommandations (outil 15), des exemples de recommandations réelles, développées par des femmes de la société civile (outil 16), ainsi qu'un modèle pour présenter vos recommandations (outil 17).

Plaidez pour le changement !

Maintenant que vous avez défini votre stratégie et vos recommandations, lancez-vous ! Votre stratégie peut inclure des actes de sensibilisation visant des individus et des institutions en particulier, la mobilisation du public et le contact avec les médias. Vous devez diffuser vos messages clés aux audiences que vous avez identifiées dans votre stratégie.

Ci-dessous, nous offrons des conseils sur la façon de vous adresser à des publics spécifiques ainsi que des règles générales qui vous aideront à diffuser votre message de manière efficace.

- **CONNAISSEZ VOTRE PUBLIC :** si vous avez organisé une réunion, apprenez-en le plus possible sur les individus que vous allez rencontrer. Quelles sont leurs responsabilités, quel pouvoir ont-ils, quel travail ont-ils effectué sur ce problème ? Si vous avez organisé une réunion communautaire, renseignez-vous en avance sur les problèmes qui préoccupent sûrement les gens. Que savent-ils déjà ? Pourquoi se sentiront-ils concernés ?
- **AYEZ CONFIANCE EN VOUS :** sachez vous présenter d'une façon qui montre pourquoi ils ont besoin de vous écouter (et si vous représentez d'autres femmes, faites-leur savoir). Répétez ce que vous allez leur dire.
- **SOYEZ CONCISE :** captez leur attention, plaidez pour votre cause et quittez-les en leur laissant une idée claire de ce que vous voulez. Présentez votre message en trois points : le problème, la solution et les mesures que vous conseillez. Les outils 21 et 22 de la section 3 fournissent des points de discussion sur

la sécurité et des réponses aux arguments récurrents contre l'implication des femmes dans le domaine de la sécurité.

- **SOYEZ CONSTRUCTIVE :** définissez clairement le problème dont vous vous préoccupez mais concentrez-vous sur les solutions.
- **SOYEZ CONVAINCANTE :** votre public doit s'intéresser à ce que vous dites et s'en souvenir. Ayez une courte histoire en tête qui illustre et rende vos arguments réels. Montrez-leur comment le monde pourrait être différent si vos recommandations étaient suivies. Si vous pouvez, partagez une ou deux statistiques faciles à digérer.
- **ÉCOUTEZ :** donnez une opportunité à votre public de communiquer avec vous. Laissez les gens poser des questions, fournir des exemples de leurs propres expériences et laissez-les être d'accord ou en désaccord avec vous.
- **AYEZ DES DEMANDES :** ayez en tête la ou les choses spécifiques que vous voulez que votre public fasse. Par exemple :
 - Lors d'une discussion avec un politicien : *Nous avons besoin que vous votiez en faveur d'un budget pour financer l'implication des femmes de la société civile dans le processus de la RSS.*
 - Lors d'une discussion avec des membres de la communauté : *Nous aimerions que chacun d'entre vous rassemble 50 signatures pour notre pétition afin de nous assurer de la participation des femmes au processus de la RSS.*
- **LORSQUE VOTRE RÉUNION TOUCHE À SA FIN, TROUVEZ UN MOYEN D'ENTREtenir LA RELATION.** Par exemple : *Avec qui pouvons nous rester en contact dans votre bureau ? Pouvons-nous fixer une date pour revenir et vous informer de nos progrès ? Devrions-nous fixer une date aujourd'hui avant de partir ? Pouvez-vous nous tenir au courant des prochaines étapes ?*

💡 *Employez les titres et les rangs corrects des politiciens et des responsables de la sécurité. N'ayez pas peur de demander à leurs assistant(e)s ou secrétaires la façon correcte de s'adresser à eux, ou demander-leur directement « Comment dois-je m'adresser à vous ? ». Par exemple, lorsque vous écrivez une lettre à un ministre ou à un parlementaire, il est coutume dans beaucoup de pays d'écrire « Honorable » devant le nom.*

Ciblez vos projets de plaidoyer

Les conseils suivants portent sur la façon dont vous pouvez communiquer avec certains types de public faisant peut-être partie de votre stratégie, ainsi que des suggestions sur les types de messages que vous voudrez peut-être présenter.

Les ministres et leurs ministères/départements

À qui vous adresser ?

- Si vous vivez dans une capitale, le gouvernement (provincial ou national) sera sans doute une cible importante pour vos projets de sensibilisation. Vous allez devoir décider quels ministères sont concernés par vos questions. N'oubliez pas que le ministère de la Condition féminine peut être un allié.
- Vous souhaiterez peut-être commencer en haut de l'échelle et parler avec le/la ministre lui/elle-même, mais vous aurez sûrement besoin, en premier lieu, d'identifier le bureau spécifique et les managers chargés des questions dont vous vous préoccupez.
- Il existe peut-être dans certains pays, particulièrement ceux en transition après un conflit, un processus de RSS en cours. Si cela est le cas, trouvez quels organismes sont responsables de la gestion de la RSS. Il peut s'agir d'un comité parlementaire, d'un groupe interministériel ou d'un mélange de parlementaires et de représentants de ministères et d'institutions du secteur de la sécurité. Très peu d'efforts auront sans doute été faits pour faire participer les OSC, et vous devrez donc persister pour que vos voix soient entendues.

Comment les approcher ?

- Plusieurs appels téléphoniques ou réunions seront peut-être nécessaires ainsi que du temps pour identifier les personnes pertinentes au sein des ministères. Des contacts informels vous aideront peut-être à savoir qui sont ces personnes et à obtenir des rendez-vous avec elles. Certains ministères ont un bureau de liaison avec la communauté ou une personne responsable des relations extérieures. Il existe peut-être également un réseau formel ou informel du personnel féminin.
- Vous pourrez ensuite demander une rencontre afin d'exposer vos recherches ou demander à parler au

nom de votre coalition. Si l'une des membres de votre coalition est une électrice de la circonscription d'un(e) politicien(ne) (de la zone qu'il/elle représente), il sera peut-être plus facile pour elle d'obtenir une rencontre. L'outil 18 de la section 3 est un exemple de lettre à un haut responsable de la sécurité.

Que dire ?

- Ce que vous dites doit refléter les problèmes dont vous vous préoccupez ainsi que le plan d'action et les recommandations que votre coalition aura développés. Voici quelques approches qui pourront être utiles à une organisation de femmes :
 - Soulignez l'accès que vous avez aux citoyens : vous pouvez transmettre aux décideurs ce que les gens pensent vraiment dans les communautés.
 - Expliquez comment l'implication des femmes rendra les processus de réforme plus efficaces.
 - Établissez un lien entre les questions de sécurité qui vous préoccupent et les normes régionales ou internationales considérées comme importantes dans votre pays. Étudiez la liste des normes et critères internationaux de l'outil 6 de la section 3. Par exemple, vous pourriez dire « La résolution 1325 du conseil de sécurité des Nations Unies demande à ce qu'il y ait une représentation

plus accrue des femmes dans les mécanismes afin d'éviter, résoudre et gérer les conflits. Afin de remplir cette obligation, nous vous demandons d'inclure un(e) représentant(e) du ministère de la Condition féminine et une représentante des OSC de femmes dans le groupe de travail de la RSS ».

- Insistez pour que le gouvernement organise des consultations continues et régulières avec la société civile sur les questions de sécurité. Ces consultations devraient être publiques, ouvertes à un grand nombre de personnes et bénéficier d'un suivi qui soit clair. S'il existe un processus de RSS formel ou si jamais des politiques nationales de sécurité sont en cours d'élaboration, faites pression sur les personnes responsables pour qu'elles organisent des consultations publiques impliquant des femmes de diverses communautés et parties du pays. Voir l'exemple #5 : le groupe de travail de la société civile du Libéria sur la RSS.

💡 *Attention : Faites attention si vous cherchez à prendre au dépourvu des politiciens et des responsables nommés en public. La dénonciation de mauvaises performances est une stratégie de plaidoyer mais vous aurez certainement beaucoup de mal à travailler à l'avenir avec les personnalités publiques qui se seront senties manipulées ou embarrassées.*

EXEMPLE #5 : LE GROUPE DE TRAVAIL DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DU LIBÉRIA SUR LA RSS

En 2006, l'association nationale libérienne de maintien de l'ordre (*Liberian National Law Enforcement Association*) a facilité la formation du groupe de travail de la société civile sur la RSS. Une dizaine d'OSC se sont réunies afin de surveiller le processus de la RSS, suggérer des options stratégiques alternatives et engager un dialogue avec le gouvernement au sujet des questions soulevées par la RSS, incluant les questions de genre. L'établissement de ce groupe de travail a amélioré

la visibilité conjointe de toutes les OSC et a résulté en une invitation de la part de la Commission sur la gouvernance à participer à la formulation de la stratégie libérienne de sécurité nationale. Le Pilier de la paix et la sécurité de la Commission de la reconstruction et du développement au Libéria a aussi invité le groupe à assister à ses réunions et à participer à ses délibérations et son processus décisionnel.

Source : Miranda Gaanderse, *La sécurité pour tous : les bonnes pratiques de l'Afrique de l'Ouest en matière de genre dans le secteur de la sécurité* (Genève : DCAF, 2010), 25.

Les membres du Parlement

À qui vous adresser ?

- Les comités parlementaires chargés du contrôle du secteur de la sécurité sont sans doute des cibles importantes pour vos projets de sensibilisation. Il existe peut-être également d'autres groupes parlementaires chargés des questions qui vous concernent. Par exemple, il existe un groupe au Parlement écossais qui débat de « la violence des hommes envers les femmes et les enfants ».
- Les femmes parlementaires peuvent être des partenaires clés, particulièrement s'il existe un caucus de femmes parlementaires. Faites des recherches afin de savoir s'il y a des femmes dans les comités chargés des questions de sécurité. Les hommes parlementaires qui soutiennent la participation des femmes peuvent aussi constituer des alliés.

Comment les approcher ?

- Un(e) parlementaire aura peut-être des heures allouées ou un endroit prévu pour les rencontres avec le public. Autrement, vous pouvez inviter le/la parlementaire ou le comité parlementaire à rencontrer votre coalition. Si vous décrivez cette rencontre comme une occasion pour lui/elle de construire une relation de soutien mutuel et de faire bonne figure aux yeux du public (c.-à-d. aller à la rencontre des citoyens, être à leur écoute), celui-ci/celle-ci sera plus enclin à venir. Il sera peut-être plus facile d'obtenir un rendez-vous avec un(e) parlementaire si la demande provient de quelqu'un de sa région ou de sa circonscription électorale. Une fois de plus, les réseaux informels dans votre coalition vous seront peut-être utiles.
- Renseignez-vous sur toutes les consultations formelles sur les questions de sécurité, telles que celles pendant lesquelles des nouvelles législations sont élaborées. Il est peut-être possible pour les OSC de soumettre des propositions écrites ou orales. Il devrait y avoir un secrétariat au sein du Parlement qui pourra vous renseigner sur le moment où certaines questions seront examinées. Certaines OSC ou coalitions ont parmi leur personnel, un membre ou un(e) bénévole dont le travail consiste à contrôler les procédures parlementaires. Si votre Parlement ne possède pas de tels services ou si vous ne possédez pas de telles capacités, essayez de trouver un(e) parlementaire

ou un membre du personnel du Parlement qui vous soutienne et qui vous tienne informée.

Que dire ?

- Vous pouvez aider les parlementaires à rédiger des questions qu'ils/elles pourraient poser lors des séances de questions au Parlement ou lors de débats portant sur les questions de sécurité. Ceci pourra attirer l'attention du Parlement ou des médias sur certaines questions. Vous pourriez suggérer des thèmes pour les audiences du comité ou pour une enquête spéciale, ou bien fournir une liste de femmes expertes prêtes à témoigner. Il existe peut-être une législation spécifique que vous aimeriez qu'ils/elles suggèrent, soutiennent ou opposent.
- Vous pouvez proposer d'effectuer des recherches que le/la parlementaire pourra présenter au Parlement ou au comité.

Les institutions du secteur de la sécurité

À qui vous adresser ?

- Toutes les personnes ou lieux suivants peuvent constituer un bon premier point de contact : un agent de liaison avec les communautés ; des postes de police composés de personnel féminin; des unités de lutte contre la violence familiale/de soutien aux familles ; des comités de sécurité communautaire au niveau local ou du district ; des responsables internes ou points contacts pour le genre ou l'égalité des chances ; ou un réseau de femmes tel qu'un réseau de femmes policières¹⁹.
- Vous pouvez tout simplement contacter le haut responsable du bureau de votre région, tel que l'officier commandant d'une unité des forces armées, le/la chef de la police ou le/la doyen(ne) des juges.
- Parfois, des articles de journaux identifient une personne travaillant pour une institution du secteur de la sécurité qui est ouverte aux questions que vous souhaitez promouvoir.

Comment les approcher ?

- Vous pourriez écrire une lettre demandant une rencontre pour discuter des préoccupations de votre coalition. Assurez-vous d'avoir une stratégie de suivi en place afin d'obtenir une réponse à votre lettre. Autrement, l'utilisation de vos contacts informels peut être utile : faites en sorte qu'un responsable élu ou un

Des femmes venant de toute la Cote d'Ivoire se rassemblent au Palais de la Culture à Abidjan pour fêter la Journée internationale de la femme.

 Source : Les Nations Unies /Ky Chung



dirigeant local, tribal ou religieux demande un rendez-vous en votre nom.

- Beaucoup de services de la police ont un processus en place pour les plaintes du public, c'est-à-dire un moyen par lequel il est possible d'évoquer des problèmes (mais en utilisant ce moyen, vous risquez par contre de donner l'impression d'être dans la confrontation au lieu de vouloir aider).
- Si ces approches ne rencontrent pas le succès désiré, songez à adopter des approches plus publiques. Demandez à participer à une émission de radio et utilisez ce moyen pour tenir le public informé des avancées. Organisez une manifestation sur la route principale menant au bureau de l'institution et avertissez la presse.

Que dire ?

- Durant les premières prises de contact, visez à établir votre crédibilité et celle de la coalition. Évoquez toutes les positions ou titres académiques que vous détenez. Introduisez les membres de votre coalition et les personnes que vous représentez. Partagez les recherches que vous avez effectuées et mentionnez les instances d'autorité que vous avez déjà rencontrées. Soyez prête à répondre à des questions difficiles.
- Faites un lien entre ce que vous dites et les mandats et rôles des institutions du secteur de la sécurité auxquelles vous vous adressez. Par exemple, avec la police, il serait judicieux de mettre l'accent sur les actes criminels, avec les forces armées, la sécurité, et avec les responsables juridiques, la justice. Souvenez-vous qu'aucune de ces personnes ne peut changer la loi mais que vous pouvez leur demander de s'assurer que la loi soit appliquée de façon juste et correcte.
- Vous possédez peut-être les compétences utiles pour offrir des formations au personnel du secteur de la sécurité sur des questions telles que les droits humains, la violence conjugale, la violence sexuelle, la traite des êtres humains ou la sécurité communautaire. Ceci peut être un but en soi ou une occasion d'ouvrir certaines portes pour vos projets de sensibilisation.

💡 *Bien qu'il soit utile d'employer le jargon des acteurs du secteur de la sécurité, ne vous inquiétez pas si vous ne pouvez pas. Vous ne comprenez peut-être pas leur jargon mais eux vous comprennent certainement. L'outil 4 de la section 3 est un glossaire sur la sécurité qui explique certains des termes techniques que vous entendrez peut-être.*

💡 *Une compréhension de base des différents rangs dans chaque institution sera nécessaire afin de savoir qui est en charge.*

Les organes de contrôle du secteur de la sécurité

À qui vous adresser ?

- Les organes de contrôle peuvent être de solides alliés pour les OSC car ils possèdent des pouvoirs particuliers qui leur permettent d'accéder à certaines informations et d'émettre des recommandations au gouvernement et aux services de sécurité.

Comment les approcher ?

- Chaque organe de contrôle possède une méthode différente pour recevoir les plaintes du public. Renseignez-vous afin de savoir comment évoquer un problème en allant sur leur site web, en appelant leur bureau ou en vous y rendant vous-même.

Que dire ?

- Vous aurez besoin de savoir quelles sortes de plaintes ou problèmes ces organes gèrent, et quelles institutions du secteur de la sécurité ils ont le droit d'examiner (leur juridiction).
- En plus d'être un endroit où exprimer vos inquiétudes, une commission nationale des droits humains peut être un partenaire dans vos activités de recherche ou de sensibilisation. Dans de nombreux pays, particulièrement ceux où les organes de contrôle sont nouveaux ou manquent de capacités, les commissions ont une compréhension limitée des aspects particuliers du secteur de la sécurité. Les OSC peuvent les aider à élargir leurs compétences.

Les organisations internationales et régionales et les missions de maintien de la paix des Nations Unies

À qui vous adresser ?

- Les organisations internationales peuvent avoir un rôle important à jouer dans le financement et le pilotage de la RSS dans votre pays. Le personnel international offre peut-être des formations et des conseils sur le développement des forces armées et de sécurité nationales.

Comment les approcher ?

- Pour contacter des organisations régionales et internationales, essayez de trouver leur bureau ou un représentant local. Par exemple, pour les Nations Unies, cherchez où se trouve le bureau le plus proche d'ONU Femmes ou du PNUD²⁰. Dans les endroits où il existe une mission de maintien de la paix des Nations Unies, il se peut qu'il y ait un conseiller sur la question d'égalité des sexes, un conseiller des affaires sociales, une unité des droits humains ou de l'état de droit, une équipe de liaison avec la communauté, ou quelqu'un au sein de la police des Nations Unies qui peut vous aider à communiquer vos préoccupations.

Que dire ?

- Une fois de plus, faites un lien entre ce que vous dites et le mandat de la mission ou de l'organisation à qui vous vous adressez. Par exemple, la police des Nations Unies au Burundi est mandatée pour soutenir la professionnalisation et le renforcement des capacités de la police nationale du Burundi. Vous pourriez exprimer vos inquiétudes au sujet de la façon dont la police traite les communautés locales en soulignant

qu'il s'agit d'un problème de professionnalisme et vous pourriez offrir des suggestions spécifiques sur la façon d'améliorer leur formation.

Les gouvernements donateurs

À qui vous adresser ?

- Les pays agissant comme donateurs envers votre gouvernement peuvent avoir un rôle important dans le processus de financement et de pilotage de la RSS. Ils peuvent aussi faire pression sur votre gouvernement afin qu'il aborde des questions particulières.

Comment les approcher ?

- Les pays étrangers soutenant des initiatives dans votre pays sont souvent représentés par le biais d'une ambassade ou par une agence de coopération et de développement se trouvant dans la capitale. Parfois, l'ambassade sera dans un autre pays de votre région, ce qui rendra la tâche de les contacter plus difficile. L'ambassadeur est le responsable le plus haut placé, mais votre prise de contact initiale sera sans doute avec un responsable politique ou un attaché militaire.

EXEMPLE #6 : LE SOUTIEN D'UN FEUILLETON BRÉSILIEN ENVERS LES ACTES DE SENSIBILISATION DES OSC

Le 14 septembre 2003, les ONG brésiliennes, conduites par Viva Rio, ont organisé une marche sur la plage de Copacabana pour faire prendre conscience de l'impact des armes à feu et pour soutenir de nouvelles législations en faveur du renforcement des contrôles. La mobilisation des participants a reçu une forte impulsion d'une source peu commune : la télévision. Dans le cadre du feuilleton populaire *Mulheres Apaixonadas (Femmes amoureuses)*, le thème de la violence armée est venu sur le devant de la scène car une des héroïnes y était tuée par une balle perdue dans une fusillade entre la police et un bandit. Cet événement a eu une répercussion émotionnelle importante pour les résidents de Rio de Janeiro, ville où

alors une personne était tuée par balle perdue tous les six jours.

Au cours de la semaine qui a précédé cette grande marche, les vedettes du feuilleton ont annoncé qu'elles y participeraient, et, de fait, elles y ont pris part, attirant de nombreux admirateurs à cette manifestation. En dépit d'une forte pluie, près de 50 000 personnes ont participé à la marche «Brésil sans armes» le long de la plage de Copacabana. Cette marche a été montrée dans un autre épisode du feuilleton. Ainsi la fiction a rencontré la réalité, stimulant au passage un débat national sur le thème de la prolifération des armes et attirant des multitudes dans les rues en soutien de cette cause.

Source : Viva Rio Press Release, cité dans Eden Cole et al., *Contrôle public du secteur de la sécurité : guide pratique pour les organisations de la société civile* (DCAF et PNUD : 2008), 74.

EXEMPLE #7: LES ÉMISSIONS RADIO « LES FEMMES DANS LE SECTEUR DE LA SÉCURITÉ » (WOMEN IN SECURITY) EN SIERRA LEONE

Le Réseau des femmes pour la paix et la sécurité – Afrique (WIPSEN) a organisé une série d’émissions radio en Sierra Leone sur le thème des femmes dans le secteur de la sécurité. Le WIPSEN est une OSC panafricaine dirigée par des femmes qui promeut la participation des femmes et leurs qualités de dirigeantes dans la gouvernance de la paix et de la sécurité. Les émissions furent élaborées avec la coopération du ministère de l’Aide sociale, du Genre et de l’Enfance ainsi qu’avec l’Organisation internationale pour les migrations.

Les émissions de radio communautaires « Une heure sur les femmes dans le secteur de la sécurité » (Women in Security Hour) faisaient parties d’un projet pilote de six mois visant à encourager les femmes de la société civile (ainsi que le personnel de sécurité féminin) au niveau de la province, du district et des chefferies à s’engager pour établir un dialogue sur le processus de la RSS. Le but des émissions était de tenter d’identifier des opportunités pour les femmes d’être activement incluses dans la gouvernance du secteur de la sécurité, la prévention de conflits et la consolidation de la paix. Les émissions

ont été diffusées dans trois communautés frontalières : les districts de Kambia, Pujehun et Kailahun. Une fois par semaine pendant trois semaines, les émissions ont consisté en une discussion de groupe avec des invités de la communauté, suivi par une séance d’appel. Les trois programmes ont traité les sujets suivants :

- « Qu’est-ce que la sécurité ? » ;
- Le cadre de sécurité de la Sierra Leone et les points d’entrée possibles pour les OSC des femmes ; et
- Les comités de sécurité féminins qui reçurent une formation dans le cadre du projet afin de savoir comment gérer les préoccupations des femmes locales au sujet de la sécurité.

Les émissions ont fourni aux femmes un moyen de participer au processus de la sécurité en contestant les opinions locales au sujet du secteur de la sécurité. Ces émissions ont également facilité le partage d’informations et consolidé les connaissances locales sur le genre et la sécurité. De plus, la radio a fourni un moyen d’échange accessible et abordable entre les OSC, les femmes, les hommes et les experts.

Sources : Organisation internationale pour les migrations (OIM), *Progress Report to DCAF: Special Initiative to Promote Community Women’s Participation in the Security Sector Reform Process in Sierra Leone* (OIM : 2011) ; Réseau des femmes pour la paix et la sécurité – Afrique (WIPSEN), *Third Quarter Report, People-Centred Security Governance: Special Initiative to Promote Community Women’s Participation in the SSR Process in Sierra Leone* (WIPSEN : 2011), <http://www.wipsen-africa.org>.

Que dire ?

- Si vous vous adressez à un(e) représentant(e) de l’ambassade, demandez-lui quels types d’activités ou services le pays finance et concentrez-vous sur ceux-ci. Par exemple, si le pays finance la réforme du système judiciaire, le personnel aura tendance à être plus réceptif si vous parlez de problèmes concernant le système judiciaire.
- Certains pays donateurs emploient des sous-traitants privés pour mettre en œuvre des activités liées à la RSS. Par exemple, *Dyncorp et Pacific Architects and Engineers*

(PAE) fournissent des « programmes d’assistance en matière de sécurité » pour le gouvernement des États-Unis. Si vous vous entretenez avec un donateur qui finance la RSS, demandez-lui qui est chargé de mettre en œuvre les programmes. S’il s’agit d’un sous-traitant demandez-lui de vous mettre en contact avec quelqu’un de l’entreprise et de partager avec vous tout document accessible au public au sujet de leur mandat.

Les médias

À qui vous adresser ?

- Les OSC peuvent travailler avec les médias afin de renforcer leurs activités de sensibilisation et de plaider. Ces derniers ont une influence sur l’opinion publique et par conséquent sur les décideurs de politiques, tels que les politiciens et les responsables de la sécurité. De plus, si vous prenez part à un programme réputé ou apparaissez dans un journal respecté, ceci accroîtra votre crédibilité en tant qu’experte.
- Les médias sont souvent très politisés, particulièrement dans les pays sortant d’un conflit. Choisissez vos partenaires médiatiques avec attention.
- Essayez d’identifier des journalistes de journaux, radios et chaînes de télévision locaux qui seraient intéressés par ce que vous avez à dire. Lisez l’exemple #6 sur la façon dont la télévision fut un allié dans les efforts du Brésil pour renforcer le contrôle des armes à feu.

Comment les approcher ?

- Communiqué de presse : un communiqué de presse est envoyé à autant de journalistes appropriés que possible, dans le but de les informer d’un événement. Le communiqué débute avec votre idée la plus importante et la développe ensuite à l’aide d’arguments avant de continuer à présenter des informations par ordre d’importance décroissant. L’outil 20 de la section 3 est un modèle pour rédiger des communiqués de presse.
- Conférence de presse : afin de tenir une conférence de presse, informez la presse que vous allez faire une déclaration importante à un endroit et moment précis.
- Événements public : une large manifestation visuelle tel qu’un rassemblement, une marche ou une foire de rue peuvent susciter une grande couverture médiatique. Lorsque vous planifiez un événement, choisissez un endroit pratique près des bureaux des journalistes et prévenez-les en avance. Il est préférable que votre événement ait lieu dans la matinée car les reporters écrivent leurs histoires plus tard dans la journée. *Mais tout d’abord*, pensez à votre propre sécurité. Vous aurez peut-être besoin de l’autorisation de la police pour organiser une manifestation, par exemple.
- Formation : proposer des formations aux journalistes leur donne l’occasion d’en apprendre plus sur un sujet

et d’avoir accès à des personnes susceptibles d’être interrogées. Cela peut également aider les journalistes à comprendre vos préoccupations.

Que dire ?

- Offrez des informations intéressantes et précises aux médias. Soulignez comment celles-ci sont reliées à d’autres questions importantes. Par exemple, si la corruption est mentionnée dans les médias, vous pourriez offrir un entretien sur la façon dont la corruption a un impact sur les femmes et les hommes dans les communautés locales.
- Voir les « Conseils pour travailler avec les médias » de l’outil 19 de la section 3.

Le public

À qui vous adresser ?

- Accroître le niveau de sensibilisation au sujet des questions de sécurité représente souvent une première étape vers un débat public et un moyen d’encourager le changement politique et social. Votre stratégie vous indiquera quelle partie du public vous souhaitez le plus informer de votre campagne. Il peut s’agir de personnes qui diffusent des informations dans les communautés, telles que les dirigeants de la communauté ou les dirigeants religieux, les aînés, les sous-traitants, les partis politiques ou d’autres OSC. Cela peut également être des groupes qui ont tendance à être ignorés lors des prises de décision politiques, tels que des groupes minoritaires et les jeunes, ou peut-être souhaitez-vous spécifiquement viser les femmes avec votre message.

Comment les approcher ?

- La façon dont vous diffusez votre message dépendra des personnes qui constituent votre audience. Songez à organiser des campagnes de sensibilisation autour des préoccupations clés sur la sécurité. Vous pouvez utiliser des stations radio communautaires, l’internet, des campagnes d’affichage, des défilés, des compétitions et le théâtre. Voir l’exemple #7 pour un exemple d’un projet communautaire en Sierra Leone qui utilise des émissions radio et l’exemple #8 pour des exemples de projets de théâtre communautaires en RDC.
- Pensez aux endroits où se rend votre public cible : le marché, l’école, les arrêts de bus ? Dans les pays où les

femmes ne sortent pas beaucoup, la fabrication de sacs à provisions avec un court slogan inscrit dessus peut être une méthode efficace car les femmes les liront et les réutiliseront.

Que dire ?

- Faites comprendre aux gens que les décisions concernant le secteur de la sécurité ont un impact sur leur vie. Ils ont le droit d'exiger que leurs besoins en matière de sécurité soient satisfaits. Invitez-les et habilitez-les à participer à votre mouvement afin d'améliorer les choses.
- Songez à réunir vos efforts pour un évènement particulier comme une semaine portes ouvertes au poste de police, la journée des droits humains ou la Journée internationale de la femme.

💡 Souvenez-vous que la sensibilisation est un effort planifié et continu afin de faire progresser le programme pour le changement. Ne soyez pas découragée si vous n'observez pas des résultats immédiats. Vous aurez sûrement besoin

d'essayer différentes stratégies avec différentes personnes et organisations et vous aurez peut-être besoin de les rencontrer de nombreuses fois avant qu'elles ne soient ouvertes à vos recommandations. Le brigadier-général Kestoria Kabia de la Sierra Leone, une des officiers des forces armées la plus haut placée sur le continent africain, a exprimé le commentaire suivant a propos du processus de négociation avec les hommes dominant la structure du pouvoir : « Je leur parlerai jusqu'à ce qu'ils soient d'accords avec moi ! »²¹.

Coopérez avec le secteur de la sécurité

En fonction de votre projet de sensibilisation, il existe de nombreux moyens concrets pour que vous puissiez être en contact avec le secteur de la sécurité de façon continue. Voici quelques idées :

Soyez incluse dans les organes de contrôle formels du secteur de la sécurité

La société civile peut être incluse dans de nombreux organes de contrôle officiels du secteur de la sécurité,

tels que les commissions publiques de surveillance, les commissions des plaintes du public et les groupes de contrôle indépendants. Ces organisations contrôlent habituellement la police et les prisons.

Si vous arrivez à obtenir un siège pour votre propre réseau de la société civile dans un tel organisme, choisissez une représentante qui soit prête à investir du temps dans les activités de défense de la communauté. Votre représentante aura peut-être besoin d'aide pour préparer de la documentation, étudier les problèmes existant et apprendre des techniques efficaces d'intervention et de négociation²².

Créez ou rejoignez des forums locaux de sécurité

Dans beaucoup de pays, les forums locaux de sécurité (qui sont peut-être appelés autrement, comme le comité de liaison de la police, le comité provincial ou local de la sécurité ou le conseil citoyen de la sécurité) fonctionnent en tant que mécanismes formels pour le partage des informations entre les communautés et les services de sécurité. Demandez aux responsables de la police et du gouvernement local si ce type de forum existe et si vous pouvez nommer une représentante d'une OSC de femmes. Les exemples #9 et #10 sont des exemples de forums locaux de sécurité qui incluent des OSC de femmes.

Effectuez un suivi du secteur de la sécurité

Vous êtes peut-être en train d'observer et d'analyser le secteur de la sécurité mais vous ne vous considérez pas comme une « spécialiste des droits humains » ou comme une « observatrice du secteur de la sécurité ». Le suivi est l'examen planifié et systématique d'une institution ou d'un problème particulier qui :

- est conduit sur une longue période de temps ;
- selon une méthodologie transparente et cohérente ; et
- emploie des critères explicites sous la forme d'obligations légales et de bonnes pratiques comme points de référence.

Le suivi a pour objectif de documenter et d'analyser l'impact des mesures gouvernementales actuelles et de suggérer des façons de les améliorer. Le suivi comprend la publication et la promotion d'un rapport d'observation qui est utilisé comme un outil de sensibilisation. Les résultats du suivi peuvent non seulement être présentés

au gouvernement mais aussi partagés avec les medias et les organes de contrôle du secteur de la sécurité.

Vous pouvez trouver des conseils sur le suivi dans les guides *Contrôle public du secteur de la sécurité : guide pratique pour les organisations de la société civile* et *Surveiller et documenter les violations des droits humains en Afrique*, référencés dans les ressources complémentaires.

Offrez des formations

Vous êtes peut-être capable d'offrir des formations sur la sensibilisation au genre ou sur les droits humains pour les branches des institutions du secteur de la sécurité qui ont le plus tendance à être en contact avec les civils (telles que la police, les gardiens de prison, les gardes-frontières et les juges). De même, vous pourriez proposer d'offrir des formations aux acteurs des organes de contrôle du secteur de la sécurité sur la façon dont surveiller les violations des droits humains contre les femmes ou comment être plus accessible à la société civile.

Assurer des formations n'est pas seulement un moyen d'améliorer le comportement des institutions du secteur de la sécurité mais peut aussi aider à créer des liens de confiance et de respect, et les fondements d'une collaboration future.

Voici des conseils sur la façon dont former le personnel du secteur de la sécurité :

- Assurez une évaluation des besoins en matière de formation afin d'identifier les lacunes dans les formations actuelles et les domaines ayant besoin d'être améliorés.
- Ne réinventez pas la roue : adaptez et ajoutez votre matériel de formation au matériel déjà développé.
- Trouvez des occasions d'initier ou contribuer au développement de modules de formation normalisés (par exemple, sur le genre, les droits humains) pour les nouvelles recrues ou les agents déjà en poste.
- Trouvez des occasions d'intégrer des informations dans le matériel de formation et curriculum disponible sur tous les sujets. Par exemple, s'il existe un module de formation sur les procédures d'arrestation et de fouille, assurez-vous que celui-ci adresse la façon dont les fouilles doivent être conduites selon qu'il s'agisse de femmes, filles, garçons ou hommes.

EXEMPLE #8 : INFORMER, RENFORCER LE POUVOIR D'AGIR ET MOTIVER GRÂCE AU THÉÂTRE EN RDC

Le théâtre peut être un outil efficace pour diffuser un message et encourager le dialogue sur des sujets sensibles au sein d'une communauté. Il s'agit d'une méthode informelle, adaptée à tous les âges et qui offre aux communautés la possibilité de réfléchir activement ensemble en utilisant la scène comme un lieu où explorer de nouveaux modes de vie et de nouvelles possibilités de changement.

Search for Common Ground, une organisation non gouvernementale travaillant sur le règlement des conflits et la consolidation de la paix, utilise le théâtre participatif pour aider à résoudre les conflits locaux en RDC. Créé en 2005, ce projet envoie une troupe de théâtre dans une communauté. La troupe écoute, pose des questions et détermine quels types de conflits existent dans cette

communauté. Les acteurs élaborent ensuite un scénario qui théâtralise le conflit. Le même jour, la troupe joue une pièce, du début jusqu'à la fin, devant la communauté. Une fois que la pièce est terminée, la troupe rejoue la pièce, scène après scène, et invite les membres du public à identifier ce qui s'est mal passé, ce qui aurait pu se passer différemment et ce qui aurait pu être fait pour empêcher de recourir à une solution violente. La communauté est encouragée à trouver d'autres solutions à leurs problèmes.

Le public du théâtre participatif sort souvent de cette expérience non seulement avec une sensibilité accrue mais également avec une conviction plus ferme en sa capacité à opérer des changements dans sa propre vie et le monde alentour.

Source : Search for Common Ground, *Participatory Theatre for Conflict Transformation : Training Manual* (Bakavu : Search for Common Ground, 2005), <http://www.sfcg.org/programmes/drcongo/pdf/Participatory-Theatre-Manual- EN.pdf>.

L'outil 23 de la section 3 est un exemple d'ordre du jour pour une formation de deux jours sur le genre et la RSS. Le DCAF possède des ressources utiles pour la formation comme l'outil *Formation des personnels du secteur de la sécurité en matière de genre* et le *Dossier de supports de formation sur la place du genre dans la RSS* dans les ressources complémentaires.

💡 *Un défi commun pour les OSC est d'obtenir l'autorisation que le personnel des institutions du secteur de la sécurité ou du ministère concerné prenne part à votre formation. Ces institutions vous donneront peut-être leur accord si votre organisation a su se bâtir une crédibilité basée sur votre expertise dans un certain domaine. Autrement, forger un partenariat avec une autre organisation locale ou internationale plus acceptée vous aidera peut-être.*

Cherchez des moyens au travers desquels votre OSC pourrait collaborer avec le secteur de la sécurité pour améliorer les services offerts

La section 1 a fournit des exemples d'OSC de femmes travaillant avec des institutions du secteur de la sécurité afin d'augmenter la sécurité dans leurs communautés. Dans certains contextes, les OSC seront peut-être mieux placées pour fournir des services que les institutions du secteur de la sécurité. Par exemple, les OSC peuvent offrir des maisons d'accueil pour les victimes de la traite, des formations aux anciens combattants ou des programmes d'éducation au sein des prisons. Dans beaucoup de cas, une OSC travaillera indépendamment des institutions du secteur de la sécurité mais coordonnera ses activités avec les leurs, partagera des informations au sujet des défis qui

EXEMPLE #9 : LE FORUM DE SÉCURITÉ DE PRIJEDOR EN BOSNIE

Le forum de sécurité de Prijedor a été créé en 2003 dans le but d'identifier et de résoudre les préoccupations concernant la sécurité locale. Le forum offre un modèle pratique de collaboration efficace entre 26 institutions, y compris des OSC, des autorités locales (les services d'éducation et de santé) et les prestataires de services de sécurité (la police et les pompiers). Une des fonctions principale du forum est d'élaborer un plan stratégique qui identifiera une vision commune de la sécurité pour la ville de Prijedor et qui conduira à la mise en place d'un processus de coopération entre les institutions clés du secteur de la sécurité et les citoyens. Le forum met également en œuvre des projets spécifiques, tels qu'un refuge pour les femmes victimes de violence et un système de caméras de surveillance dans les espaces publics. Au travers de campagnes d'information des médias, de distributions de dépliants, de tables rondes et de visites dans des zones rurales, le forum vise à encourager les citoyens à jouer un

rôle actif dans la résolution des problèmes de sécurité dans leurs communautés.

La participation des OSC de femmes dans le forum a contribué à l'adoption d'un protocole commun sur la violence conjugale ainsi que des mesures pour soutenir et protéger les victimes. Le chef de la police locale, Zoran Indic, a noté une augmentation des dénonciations d'actes de violences conjugales, ce qui montre l'impact positif des campagnes de sensibilisation du forum et des autres efforts. De façon plus générale, selon une des OSC participante, l'Association des femmes (NADA), la collaboration entre les institutions au travers du forum a permis la résolution de certains problèmes affectant les citoyens (hommes et femmes), en particulier les rapatriés. En collaborant, les OSC ont également soutenu le travail d'organisations religieuses, fait respecter les droits des minorités et consolidé la participation active des femmes dans la politique et la vie publique.

Sources : PrijedorGrad, *Forum za bezbjednost zajednice Prijedor* (Prijedor : 2010) ; Majda Bećirević, Željka Šulc, et Maja Šoštarić, *Gender and Security Sector Reform in Bosnia and Herzegovina* (Sarajevo : DCAF, 2011), 100 ; Forum de Prijedor, « Minutes of internal meetings/consultations, » <http://www.opstinaprijedor.org/> ; entretiens avec Radenka Karajica de NADA, 3 août 2012, et Majda Bećirević d'Atlantic Initiative, 6 août 2012.

EXEMPLE #10 : LES COMITÉS DE SÉCURITÉ LOCALE À HAÏTI

Dans neuf communautés à Haïti, des OSC de femmes ont fondé des comités de sécurité locaux, soutenu par un programme d'ONU Femmes, afin de promouvoir la participation des femmes dans des initiatives communautaires locales visant à améliorer la sécurité. Ces comités comprennent également des représentants du gouvernement local, de la police, de la magistrature, des secteurs de l'éducation et de la santé, de l'Église et de la communauté vaudou. Leur rôle est de discuter des

besoins des femmes en matière de sécurité, de sensibiliser le public aux actes de violence commis envers les femmes et d'améliorer la réactivité et la responsabilisation des prestataires de services de sécurité locaux (y compris la police) dans le cadre d'un réseau d'orientation communautaire. Les premiers résultats suggèrent que ces comités jouent un rôle important dans le renforcement de la confiance en la réaction de la police aux actes de violence.

Source : Helen Spraos et Lyndsay McLean Hilker (2011, 2009), cité dans « Centre virtuel de connaissances pour mettre fin à la violence contre les femmes et les filles », <http://www.endvawnow.org/en/articles/1097-mechanisms-for-communityengagement-dialogue-and-outreach.html>.

affectent les personnes avec qui elles travaillent et feront part de leurs préoccupations à propos des politiques et pratiques des institutions du secteur de la sécurité.

☆☆☆

Votre expérience et vos connaissances en matière de sécurité sont importantes. Les dirigeants mondiaux affirment que les voix des femmes doivent être écoutées et que les femmes doivent prendre part aux décisions concernant la sécurité. Ce guide vous donne certains outils pour vous faire entendre, que cela soit dans votre voisinage, province ou pays.

Cette section du guide a souligné les activités clés grâce auxquelles vous pouvez identifier, promouvoir et, nous espérons, accomplir vos buts dans le domaine de la sécurité : la **recherche**, le travail de **coalition**, une **planification** stratégique, la formulation de **recommandations**, la **sensibilisation**, et la **collaboration** avec le secteur de la sécurité de façon continue. Si tout cela est nouveau pour vous, commencez petit et trouvez des personnes ayant plus d'expérience que vous pour vous soutenir. Si vous possédez déjà de l'expérience dans ces domaines, nous espérons vous avoir inspiré de nouvelles idées pour une sensibilisation et une communication plus efficace avec le secteur de la sécurité. La prochaine section sera plus concrète. Continuez à lire !

EXEMPLE #11 : LE BUREAU D'OBSERVATION DES DROITS DES FEMMES CAMBODGIENNES

L'organisation des droits humains cambodgienne, LICADHO, surveille le traitement des survivantes de violence sexiste. Celle-ci utilise les standards internationaux, tels que la CEDEF, comme références pour le suivi du gouvernement cambodgien. Les activités du Bureau d'observation des droits des femmes sont entre autres :

- identifier les violations des droits des femmes en parlant avec des victimes, témoins et les médias ;
- réagir à ces abus en aidant la victime en ce qui concerne les interventions juridiques ou l'orientation vers les services juridiques appropriés, et en coordonnant l'administration de premiers soins, un service d'aide psychologique et d'autres types de soutien matériel de base pour les victimes ;
- contacter les autorités afin de s'assurer que toutes les

mesures appropriées sont prises afin d'enquêter et de poursuivre l'agresseur en justice ;

- lorsqu'il est nécessaire, en appeler au président de la cour ou à d'autres niveaux plus élevés tels que le ministère de la Justice ou le Conseil suprême de la magistrature pour que des mesures soient prises ; et
- promouvoir les points de contact qui contribuent à l'éducation des communautés sur la violation des droits de la femmes, renforcent les compétences des femmes à défendre leurs droits et fournissent un soutien aux victimes au niveau locale.

En 2005, 2006 et 2007, l'organisation LICADHO a publié des rapports sur la violence à l'encontre des femmes au Cambodge analysant si les lois cambodgiennes concernant la violence à l'encontre des femmes contredisaient la CEDEF, ainsi que les effets de ces contradictions.

Source : Ligue cambodgienne pour la promotion et la défense des droits humains (LICADHO), « Women's Rights Monitoring Office », <http://www.licadho-cambodia.org/programs/womenoffice.php>.

EXEMPLE #12 : L'UNION DES FEMMES DU YÉMEN, PRESTATAIRE DE SERVICES DANS LES PRISONS

L'Union des femmes du Yémen est une OSC dont le but est de consolider l'accès des femmes et des filles à l'éducation, la santé et à une protection juridique, ainsi que leur participation aux affaires économiques et politiques. Cette organisation dispose de programmes particuliers pour le soutien des femmes détenues et des filles dans les centres de redressement pour mineurs. Ces programmes comprennent les activités suivantes :

- travailler dans cinq districts avec 36 avocats bénévoles

afin de fournir une aide juridique et des services d'aide psychologique pour les femmes pauvres en prison (avec le soutien d'Oxfam) ;

- diriger une maison d'accueil pour les anciennes détenues ;
- dispenser des cours de formation pour faciliter la réintégration des détenues dans la vie économique et sociale ; et
- promouvoir les droits des femmes détenues.

Sources : Oxfam, Yemeni Program Overview, http://www.oxfam.org.uk/~media/Files/OGB/What%20we%20do/Countries%20we%20work%20in/Yemen/5158_meeecis_yemen%20PRINT2.ashx ; L'Union des femmes du Yémen, « Legal Protection », <http://yemeniwomen.org/ourprograms/legal-protection/>.

Zeyneb Ashalalfeh, une jeune palestinienne leader de la société civile, explique la contribution des femmes en matière de sécurité lors d'un atelier de formation sur le plaidoyer à Bethléem en juin 2011.

Source : L'Institut pour la sécurité inclusive



Section 3 : Les Outils pour Agir

Maintenant que vous avez une certaine compréhension du secteur de la sécurité et une idée des différentes façons de participer à la RSS, la section suivante fournit des outils pour vous aider à vous lancer. Bien que cette section ne soit pas exhaustive, ces suggestions fournissent des conseils utiles et des idées sur la façon dont vous pouvez agir en vous basant sur les activités présentées dans la section 2. Veuillez les adapter comme il vous convient.

Outil #1 - Types et sources d'information à utiliser dans le cadre de recherches documentaires

Types d'information

- **Documents politiques** : concepts et stratégies sur la sécurité au niveau national ; livres blancs ; documents stratégiques de ministères ou de départements ; procédures ou politiques institutionnelles ; plateformes de partis politiques ; mandats issus par le Conseil de sécurité des Nations Unies ou par d'autres organismes.
- **Déclarations et rapports** : déclarations, discours et rapports de responsables et de parlementaires ; rapports et statistiques d'organismes gouvernementaux ; rapports du Médiateur ou de la commission des Droits Humains.
- **Rapports des médias** : articles de la presse écrite et de l'internet, émissions radiophoniques ou télévisées. rganizations, international bodies, academics, etc.
- **Études analytiques** : recherches antérieures par des OSC et d'autres organisations locales et internationales, des organismes internationaux, des universitaires, etc.
- **Sondages d'opinion** : enquêtes sociologiques avec des questions sur les perceptions et expériences des hommes et des femmes concernant la sécurité.

Sources d'information

- **Internet** : sites web des institutions du secteur de la sécurité, d'OSC et d'autres organisations et organismes locaux et internationaux ; bases de données en ligne regroupant des rapports et statistiques pertinents ; articles de journaux.

- **Bibliothèques** : rapports et articles de recherche, dont beaucoup sont publiés seulement sur support papier (les bibliothèques des universités et les instituts d'affaires internationales peuvent être particulièrement utiles. Beaucoup d'OSC ont également leurs propres bibliothèques).
- **Contacts personnels** : personnes (en particulier celles rencontrées au cours de projets de recherche) qui savent souvent quelles informations sont disponibles et où les trouver.

Institutions ayant accès à des données primaires pertinentes :

- gouvernement national ;
- autorités policières et frontalières ;
- magistrats et procureurs ;
- services pénitentiaires et de probation ;
- sociétés de sécurité privées ;
- travailleurs/travailleuses sociaux/sociales, conseiller(e)s et refuges ;
- hôpitaux, cliniques et docteurs ;
- organisations civiques et syndicats ; et
- conseils locaux et provinciaux.

Outil #2 - Questions à discuter

Ces questions peuvent être utilisées pour vous aider à rassembler vos idées ou pour engendrer une discussion de groupe :

- Que signifie la sécurité pour vous ?
- Quelles sont les plus grandes menaces à la sécurité auxquelles doivent faire face les femmes, hommes, filles et garçons de votre famille, communauté, province ou pays ?
- Quels autres groupes dans votre communauté ont des besoins particuliers de sécurité qui ne sont pas satisfaits ?
- Quelles sont les connaissances, compétences et expériences particulières détenues par les OSC de femmes qui peuvent contribuer aux discussions sur la sécurité et
- sur la façon dont les services de sécurité sont fournis ?
- Comment les institutions du secteur de la sécurité telles que la police et les tribunaux pourraient-elles mieux répondre aux divers besoins en matière de sécurité des femmes, hommes, filles et garçons ?

Outil #3 - Liste de cours de formation gratuits sur la RSS et les questions connexes

- Le cours de l'UNITAR sur l'introduction à la réforme du secteur de la sécurité fournit un aperçu de ce qu'est la RSS, en présente les acteurs clés et leurs rôles et trace les grandes lignes de la mise en œuvre du programme : <http://www.unitar.org/event/introduction-security-sector-reform-ptp201201e>.
- L'Institut de formation aux opérations de paix offre des cours de formation à distance sur la mise en œuvre de la résolution 1325 du conseil de sécurité des Nations Unies (2000) en Amérique latine, aux Caraïbes et en Afrique : <http://www.peaceopstraining.org/fr/e-learning/free-courses/>.
- L'Institut des États-Unis pour la paix (*United States Institute of Peace*) offre des cours en ligne sur l'analyse des conflits, la négociation, la gestion de conflits et la résolution de conflits interreligieux : <http://www.usip.org/educationtraining/international/online-courses>.
- La formation en ligne sur la CEDEF de l'Alliance féministe pour l'action internationale explique aux participants tous les différents aspects de la CEDEF, y compris son histoire, sa mise en œuvre et les rôles des gouvernements et de la société civile : <http://fafia-afai.org/fr/cedef/cedef/>.
- RESPECT Refugiados offre un cours de formation en ligne sur les droits humains pour les jeunes : <http://humanrightsfor youth.org/training-course/>.
- Le centre des affaires publiques de Bangalore (*Public Affairs Centre*) et la Banque asiatique de développement (BAsD) ont produit une boîte à outils en ligne pour apprendre à utiliser les fiches d'appréciation citoyenne : <http://www.citizenreportcard.com/#>.

Outil #4 - Glossaire sur le secteur de la sécurité

Le secteur de la sécurité emploie des termes et un jargon particuliers. Les organisations peuvent adopter leurs propres termes pour un même concept. Par exemple, l'Union Européenne utilise le terme « groupement tactique » mais l'OTAN emploiera peut-être le terme « équipes d'intervention rapide ». En tant que membre de la société civile, personne ne s'attend à ce que vous connaissiez tous les termes et acronymes mais certains des termes les plus communs expliqués ci-dessous vous aideront à communiquer avec assurance et à mieux comprendre les acteurs du secteur de la sécurité. Essayez d'apprendre ceux employés par les organisations que vous voulez influencer.

Les armes légères et de petit calibre (ALPC) : les armes de petit calibre sont des armes destinées à l'usage individuel. Elles comprennent les revolvers, les pistolets, les fusils et certaines mitrailleuses. Les armes légères sont conçues pour être utilisées par une équipe de deux ou trois personnes. *Exemple : « La communauté tente de contrôler le flux des armes légères et de petit calibre après la guerre. »*

Chaîne de commandement : une structure d'organisation dans laquelle l'autorité se transmet de haut en bas, chaque personne de la chaîne étant directement responsable devant la personne située au-dessus d'elle. Les forces armées possèdent une chaîne de commande claire et rigide. *Exemple : « Le nouvel officier a dû s'habituer à recevoir des ordres de son commandant et à travailler au sein d'une chaîne de commande. »*

Code de conduite : un code conçu pour promouvoir un milieu de travail responsable et éthique. Il met en place des directives sur les normes d'éthique, les obligations légales, les rôles et les responsabilités attendues de tous les acteurs inclus dans les processus habituels. *Exemple : « Le personnel de maintien de la paix des Nations Unies doit respecter les normes établies par le Code de conduite personnel des Nations Unies pour les Casques Bleus, qui établit une politique de tolérance zéro envers l'exploitation et les abus sexuels. »*

Contrôle civil : la responsabilité ultime pour les prises de décisions stratégiques du pays incombe aux dirigeants politiques civils, et non aux forces armées professionnelles ou à la police. Ceci promeut l'obligation de rendre des comptes et la transparence au sein des forces armées et des forces de sécurité. *Exemple : « Le nouveau gouvernement a fait preuve de son engagement envers le contrôle civil des forces armées en nommant un ancien membre du Parlement au lieu d'un général à la tête du ministère de la Défense. »*

Contrôle démocratique des forces armées : les forces armées sont contrôlées par des autorités civiles élues démocratiquement et sont sujettes à un contrôle de la part de la magistrature, des médias et des OSC. *Exemple : « Le contrôle démocratique des forces armées s'assure que les civils décident de la taille des forces armées. »*

Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) : un ensemble spécifique de processus employés dans les pays sortants d'un conflit, pendant la phase de consolidation de la paix. Le désarmement est la collecte, le contrôle et l'élimination des armes de petit calibre, munitions, explosifs et armes légères ou lourdes en la possession de combattants et de populations civiles se trouvant dans une zone de conflit. La démobilisation est le processus par lequel les forces de combat dissolvent ou réduisent leur structure militaire et les combattants retournent progressivement à leur vie civile. La réintégration est le processus d'adaptation sociale et économique des anciens combattants et de leurs familles pour retourner à une vie civile productive souvent dans le cadre de structures de sécurité de l'État. *Exemple : « Les experts qui conçoivent les programmes de DDR oublient souvent d'inclure les femmes combattantes. »*

Efficacité opérationnelle : le niveau d'efficacité actuel du fonctionnement d'une organisation ; effectuer une tâche avec les meilleurs résultats possibles et un minimum de ressources. *Exemple : « Mener rapidement des tâches à bien augmente l'efficacité opérationnelle. »*

L'état de droit : les mêmes lois gouvernent et protègent tout le monde de manière égale. L'état de droit requiert un système judiciaire indépendant qui soit juste et transparent et qui empêche le gouvernement d'exercer un pouvoir arbitraire. *Exemple : « Le respect de l'état de droit est essentiel pour que les gens se sentent en sécurité et soient traités sur un pied d'égalité par leur gouvernement et les acteurs du secteur de la sécurité. »*

Former et équiper : il s'agit des activités au sein de programmes internationaux de soutien de la RSS qui donnent la priorité au recrutement, à la formation et à l'équipement du personnel dans des délais très courts. Bien que ces activités soient importantes, elles peuvent souvent mener à des réformes sur le long terme qui sont plus difficiles à contrôler. *Exemple : « Bien que notre objectif d'apporter du soutien en matière de formation et d'équipement a mené à la création de nouvelles casernes de police, les programmes visant à développer une relation de confiance avec la communauté locale ont été mis de côté. »*

Mandat : un ordre (ou une autorisation) formel écrit qui détermine les opérations de sécurité. *Exemple : « Le mandat de la mission comprenait la protection des civils. »*

Mission : les institutions de défense et de sécurité emploient ce terme pour désigner une activité ou une opération de sécurité assignée par un supérieur. *Exemple : « La mission était de protéger les femmes de violences sexuelles. »*

Multiplicateur de force : en termes militaires, un multiplicateur de force fait référence à quelque chose qui rend une certaine force plus efficace qu'elle ne le serait sans. Par exemple, une technologie particulière ou une tactique qui fait qu'une force accomplit ses buts est un multiplicateur de force. *Exemple : « Les soldats trouvent que discuter avec la population locale est un multiplicateur de force grâce aux informations uniques qu'ils ont découvertes. »*

Police de proximité (ou services de police communautaire) : les efforts pour rendre la police plus accessible et visible au niveau local et pour instaurer une relation plus étroite entre la police et les institutions locales de sécurité et les communautés. *Exemple : « Le nouvel objectif de la ville concernant la police de proximité consiste à organiser des réunions régulières entre la police et l'église locale ainsi qu'avec des groupes de femmes et de jeunes. »*

Réforme du secteur de la sécurité (RSS) : la transformation du secteur de la sécurité (notamment les forces armées, la police, les services de renseignement, les ministères du gouvernement pertinents et le système pénal, les structures de contrôle, etc.) afin que celui-ci garantisse la sécurité de façon effective et efficace, en accord avec les procédures de suivi et de contrôle démocratiques. La RSS peut être un processus global et officiel dirigé par un gouvernement national ou faire référence à des efforts de réformes dans un secteur spécifique (par exemple la police). *Exemple : « Nous voulons être impliqué(e)s dans le processus formel de*

la RSS actuellement mis en œuvre par notre gouvernement national. »

Règles d'engagement : des directives qui définissent les circonstances et les limites selon lesquelles le personnel des forces armées peut user de la force et effectuer d'autres tâches faisant partie de ses devoirs. Les hauts responsables des forces armées définissent les règles d'engagement et chaque soldat est censé les connaître. *Exemple : les règles d'engagement de l'opération Provide Relief en Somalie (« Opération Aidez la Somalie ») 1992 affirmaient : « Vous ne devez pas vous approprier le bien d'autrui pour accomplir votre mission. »*

Les relations ou opérations civilo-militaires : les activités menées par les forces armées pour promouvoir de bonnes relations avec les populations civiles. Ce terme signifie également la collaboration ou le dialogue entre les forces armées et les communautés civiles. *Exemple : « L'armée travaille sur les relations civilo-militaires afin d'améliorer son image auprès des communautés locales. »*

Vérification des antécédents : vérifier les antécédents et l'intégrité des individus afin de déterminer leur aptitude à travailler dans le secteur public. Cela garantit que les candidats n'aient pas d'antécédents de violence et n'aient pas commis des crimes sérieux, notamment des violations de droits humains ou des crimes de guerre. *Exemple : « La vérification des antécédents des nouveaux agents de police après une guerre civile contribue à empêcher les criminels d'avoir accès à des positions de pouvoir. »*

Violence sexiste : tout acte nuisible perpétré contre la volonté d'une personne et fondé sur des différences attribuées par la société (le genre) entre les femmes et les hommes. Ceci peut inclure les violences psychologiques, les violences conjugales/domestiques, la traite en vue d'exploitation sexuelle ou le travail forcé, les violences sexuelles, la mutilation génitale et la violence des gangs. *Exemple : « La violence sexiste, ou violence fondée sur le genre existe sous de nombreuses formes mais nuit toujours aux familles, communautés et individus. »*

Zone (ou théâtre) d'opération : une zone géographique spécifique dans laquelle une force militaire peut opérer. Cette zone peut varier grandement en taille. *Exemple : « L'équipe provinciale de reconstruction s'occupe des projets d'irrigation dans la zone d'opération. »*

Outil #5 - Quels rôles jouent les principaux acteurs du secteur de la sécurité ?

Afin d’entrer en contact avec les bon acteurs du secteur de la sécurité et leur parler des changements que vous voulez voir opérer, vous aurez besoin de comprendre le travail que ces personnes sont censées faire.

Le tableau suivant souligne certaines des fonctions clés des acteurs principaux du secteur de la sécurité et certains des principes clés qui les gouvernent. Ceci est un profil GÉNÉRAL de certains rôles et relations. Chaque pays est différent, vous devrez donc rechercher comment les choses fonctionnent dans votre pays. Les ressources complémentaires présentent une liste d’organisations qui publient des recherches sur le secteur de la sécurité et la RSS. Certaines de ces organisations ont peut-être publié des rapports sur votre pays.

Forces armées et de sécurité de l’État

L’agence de gestion des frontières	• Cette agence étudie les règles et procédures qui régulent les activités et le trafic dans les zones frontalières déterminées. • Leurs tâches sont d’empêcher les activités transfrontalières illégales, de détecter des menaces à la sécurité nationale et de contrôler les personnes et véhicules aux points de passage désignés aux frontières. • Les gardes-frontières sont généralement placés sous l’autorité d’organismes civils ou paramilitaires chargés de vérifier que la loi est appliquée.
Forces armées/militaires/ de défense (peut inclure la gendarmerie)	• La fonction principale des forces armées est de protéger et défendre l’État et sa population des agressions extérieures. Certaines forces armées prennent également part aux opérations de paix internationales. • Les forces armées devraient seulement être employées à des fins de sécurité internes quand les forces civiles ne peuvent agir seules de façon efficace (situations d’urgence). • Les forces armées devraient être capables de répondre à diverses menaces, coopérer avec divers acteurs étatiques et non-étatiques et respecter les droits humains. • Les autorités civiles devraient contrôler les activités des forces armées, leurs dépenses et leurs processus.
La police	• La fonction principale de la police est de veiller à l’application locale de la loi. • La police travaille à la prévention et à la détection des crimes, au maintien de l’ordre public et à la protection des biens et de la population. • Les dirigeants civils devaient contrôler ses activités, dépenses et procédés.
Les services d’immigration et des douanes	• Les services d’immigration et des douanes sont chargés d’appliquer les restrictions concernant les entrées et les sorties, de vérifier la légalité des documents de voyage, d’identifier et d’enquêter sur les actes criminels et de fournir une aide à ceux ayant besoin d’être protégés. • Idéalement, ils devraient également contribuer à l’amélioration des processus de prévention et de détection de la traite et du trafic des êtres humains, renforcer la protection et la promotion des droits humains et encourager l’appropriation locale ainsi que le contrôle et la collaboration.

Contrôle de l’État et des organismes de gestion

Chef du gouvernement	• Il peut s’agir du Premier ministre, du président ou du monarque. Étant donné que le chef du gouvernement est un poste connecté au secteur de la sécurité, ce rôle peut varier de la simple fonction cérémonielle à celle de chef de l’armée ou de commandant suprême en temps de guerre. • Le chef du gouvernement, ainsi que d’autres organismes au sein de la branche exécutive du gouvernement, fixe le budget, les directives générales, et les priorités des forces armées et de sécurité.
Comité parlementaire de la défense et des services de renseignements	• Ce comité offre des conseils et formule des recommandations au Parlement au sujet des lois et des décisions concernant la défense nationale et les services de renseignement. • Le travail du comité est axé sur tout ce qui touche à la taille, structure, organisation, approvisionnement, financement et fonctionnement des acteurs de l’État qui peuvent recourir à la force et des organes de gestion civils qui prennent des décisions concernant l’usage de la force. • Tous les comités parlementaires devraient exercer leur contrôle dans le but d’enquêter sur des questions importantes de politique publique, le fonctionnement défectueux des administrations et les accusations de corruption ou les scandales.
Comité parlementaire des finances/du budget	• Ces comités ont le dernier mot en ce qui concerne les budgets de toutes les institutions du secteur de la sécurité (en plus peut-être du comité des comptes publics, qui examine les rapports d’audit du budget total de l’État, y compris le budget de la défense).
Conseil de sécurité nationale	• Cet organisme est responsable de l’examen des politiques de sécurité nationale qui représentent un cadre pour la façon dont le pays assure la sécurité de l’État et de ses citoyens. • Il peut s’agir d’un comité permanent du Cabinet ou d’un comité ad hoc qui conseille le chef du gouvernement. • Le conseil de sécurité nationale procède généralement à de vastes consultations avec des acteurs du secteur de la sécurité gouvernementale et aussi avec des acteurs non gouvernementaux.
Membres d’assemblées législatives/parlementaires	• Les parlementaires ou membres du parlement sont chargés de proposer, de débattre, d’approuver ou de s’opposer aux lois. • Ils possèdent le droit de contrôler les politiques, d’approuver les budgets et d’ouvrir des enquêtes. • Les parlementaires peuvent organiser des séances parlementaires publiques, communiquer des informations pertinentes aux OSC et profiter des assemblées publiques pour discuter des politiques gouvernementales sur la sécurité.
Ministère de la Défense	• Ce ministère est chargé de la gestion et du contrôle des forces armées ainsi que l’élaboration et la mise en œuvre des politiques de défense. • Le ministère de la Défense est généralement le conseiller principal du chef du gouvernement en matière de défense. • Le ministère de la Défense se distingue des forces armées mêmes qui sont plus opérationnelles.
Ministère du Genre/de la Condition féminine	• Ce ministère fournit des directives afin que toutes les politiques, structures et programmes du gouvernement répondent aux besoins des hommes et des femmes. • Il travaille souvent à intégrer les questions de genre dans les organismes gouvernementaux ainsi qu’à renforcer la capaciter des femmes, particulièrement au moyen de fonds et de programmes dédiés à cette cause. • Il peut veiller à ce que les procédés de la RSS et des institutions du secteur de la sécurité incluent les femmes et répondent aux besoins des femmes et des filles.

Contrôle de l’État et des organismes de gestion

Ministère de l'Intérieur	• Ce ministère est généralement responsable des politiques, du financement et du contrôle des organisations civiles responsables de l'application des lois, notamment la police, les services de sécurité aux frontières et les unités d'enquêtes spéciales. • Dans certains pays, le ministère de l'Intérieur est responsable des prisons, de l'immigration et de la gouvernance locale, notamment l'administration provinciale, municipale et des districts.
--------------------------	--

Institutions chargées de l’administration de la justice et de l’état de droit

Ministère de la Justice	• Ce ministère est responsable de l'organisation du système judiciaire, du contrôle du procureur public et du maintien du système légal et de l'ordre public. Il est généralement responsable du système pénal, notamment des prisons. • Pour certains ministères s'ajoutent d'autres responsabilités dans des domaines connexes, le suivi des élections, l'orientation de la police et les réformes des lois.
Système judiciaire	• Il s'agit des tribunaux qui administrent la justice et qui constituent la branche judiciaire du gouvernement. • Les magistratures, services de poursuites judiciaires et autres mécanismes de règlement des différends doivent être impartiaux et obligés de rendre des comptes. • Le système judiciaire joue un rôle dans le contrôle des autres branches du secteur de la sécurité lorsque des cas impliquant le personnel ou les institutions du secteur de la sécurité sont portés devant la justice.
Système pénal	• Le système pénal est responsable de l'exécution des peines ou d'autres mesures ordonnées par les tribunaux. Le système pénal englobe les prisons mais aussi les alternatives à la détention tels que les systèmes de caution et les peines de travail d'intérêt général ainsi que (quand ceux-ci existent) les commissions de libération conditionnelle, les services de probation et d'inspection et les systèmes traditionnels et informels de sanctions. • Un système pénal qui fonctionne correctement doit avoir suffisamment de personnel formé et payé correctement afin d'éviter la corruption, respecter les droits humains et les différents besoins des femmes, hommes, filles et garçons et offrir des activités de réadaptation et d'éducation. • Les prisons doivent être contrôlées par des groupes indépendants ou par la société civile afin d'éviter les abus.
Autorités traditionnelles	• Les autorités locales coutumières (telles que les chefs de village, les aînés et les conseils) peuvent avoir une influence considérable sur les comportements locaux, les coutumes et les attitudes. • Elles peuvent jouer un rôle significatif dans le règlement des différences.

Acteurs non étatiques du secteur de la sécurité

Sociétés militaires et de sécurité privées	• Il s'agit d'entreprises à but lucratif qui fournissent des services à caractère militaire et de sécurité à un État. • Leurs devoirs sont similaires à ceux de la police ou des forces armées mais souvent à une plus petite échelle. Le personnel peut être étranger ou local. Ces sociétés sont souvent impliquées dans la gestion des centres de détention et dans la formation du personnel du secteur de la sécurité. • Souvent, ces sociétés ne sont pas soumises au même degré de contrôle et de responsabilité que les forces armées et de sécurité de l'État.
--	---

Contrôle indépendant

Institutions nationales des droits humains, médiateurs et organes de contrôle spécialisés	• Toutes ces organisations sont établies par la loi ou la constitution. Ce sont des organismes permanents et indépendants du gouvernement mais qui doivent généralement rendre compte au Parlement. • Les institutions nationales des droits humains et les médiateurs ont été créés afin d'examiner les activités des différentes branches du gouvernement, y compris le secteur de la sécurité (bien que les forces armées soient souvent exclues de leur juridiction). • D'autres organes de contrôle spécialisés peuvent disposer d'un mandat pour contrôler soit des organismes ou secteurs spécifiques, (par exemple la police, les prisons) soit des questions thématiques (par exemple, la corruption). • Dans certains pays, il existe aussi des médiateurs spécialistes de la défense qui ne sont pas indépendants des forces armées. De même, la police, les prisons et les autres institutions du secteur de la sécurité peuvent comprendre des organes de contrôle internes (par exemple des inspecteurs) qui ne sont pas indépendants.
OSC (par exemple, les organisations de défense des droits humains, les organisations d'aide aux victimes, les organisations de femmes)	• Les OSC sont des ONG qui peuvent surveiller le secteur de la sécurité, effectuer des recherches, plaider en faveur de réformes politiques et dispenser des services en lien avec la sécurité à la population. • Les OSC possèdent souvent de solides réseaux au sein de la population et avec d'autres OSC.
Médias	• Les médias peuvent jouer un rôle dans le contrôle des autorités publiques et informer les citoyens des risques liés à la sécurité. • Ils peuvent contribuer à la sensibilisation du public et au soutien de la RSS. Ils peuvent avoir une influence néfaste s'ils ne sont pas indépendants.
Groupes de réflexion	• Les groupes de réflexion et les instituts de recherche sur les politiques publiques sont un type d'OSC qui peut influencer la formulation des politiques par le biais de la diffusion d'informations, d'analyses et de conseils. • Ces instituts de recherche sur la sécurité et la politique peuvent aussi aider à informer les médias et l'opinion publique sur des questions de politique.

Outil #6 - Lois et instrument régionaux et internationaux relatifs à la RSS et aux femmes

Comme on la vu dans la première section, il existe des lois et outils régionaux et internationaux importants qui soulignent l'importance de la participation des femmes et de la société civile aux questions de paix et de sécurité. Les lois et instruments suivants représentent juste une sélection. Nous vous conseillons de lire la compilation du DCAF *Lois et instruments internationaux et régionaux relatifs à la place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité* pour un aperçu plus complet, notamment une description de chacun des outils.

Europe

- OSCE, « Décision No. 14/05 sur les femmes dans la prévention des conflits, la gestion des crises et le relèvement après un conflit » (2005)
- Conseil de l'UE, « Conclusions du Conseil relatives à la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration de ces questions dans le contexte de la gestion des crises » (2006)
- UE, « L'approche globale pour la mise en œuvre par l'Union Européenne des résolutions 1325 et 1820 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité » (2008)

Afrique

- Union africaine, « Protocole à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique » (2003)
- Union africaine, « Déclaration solennelle sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique » (2004)
- CEDEAO, Cadre de prévention des conflits (2008)
- Union africaine, « Politique en matière de genre » (2009)

Asie et Pacifique

- Communauté du Pacifique, Plateforme d'action révisée pour le Pacifique en faveur de l'avancement sur le progrès des femmes et de l'égalité des sexes 2005 à 2015 : un chapitre régional (2004)
- Déclaration de Colombo du 15ème sommet de l'ASACR (Association sud-asiatique de coopération régionale) – Charte sociale de l'ASACR sur la femme et l'enfant (2008)

Amériques

- Organisation des États américains, Convention Interaméricaine sur la prévention, la sanction et l'élimination de la violence contre la femme (Convention de Belem do Para) (1994)

Autres

- Quatrième conférence mondiale sur les femmes, Déclaration et Programme d'action de Beijing (1995)
- OTAN, Directive 40-1 des SC « Prise en compte de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies et de la dimension de genre dans la structure de commandement de l'OTAN, y compris les mesures de protection au cours des conflits armés » (révisée en 2012)

Nations Unies

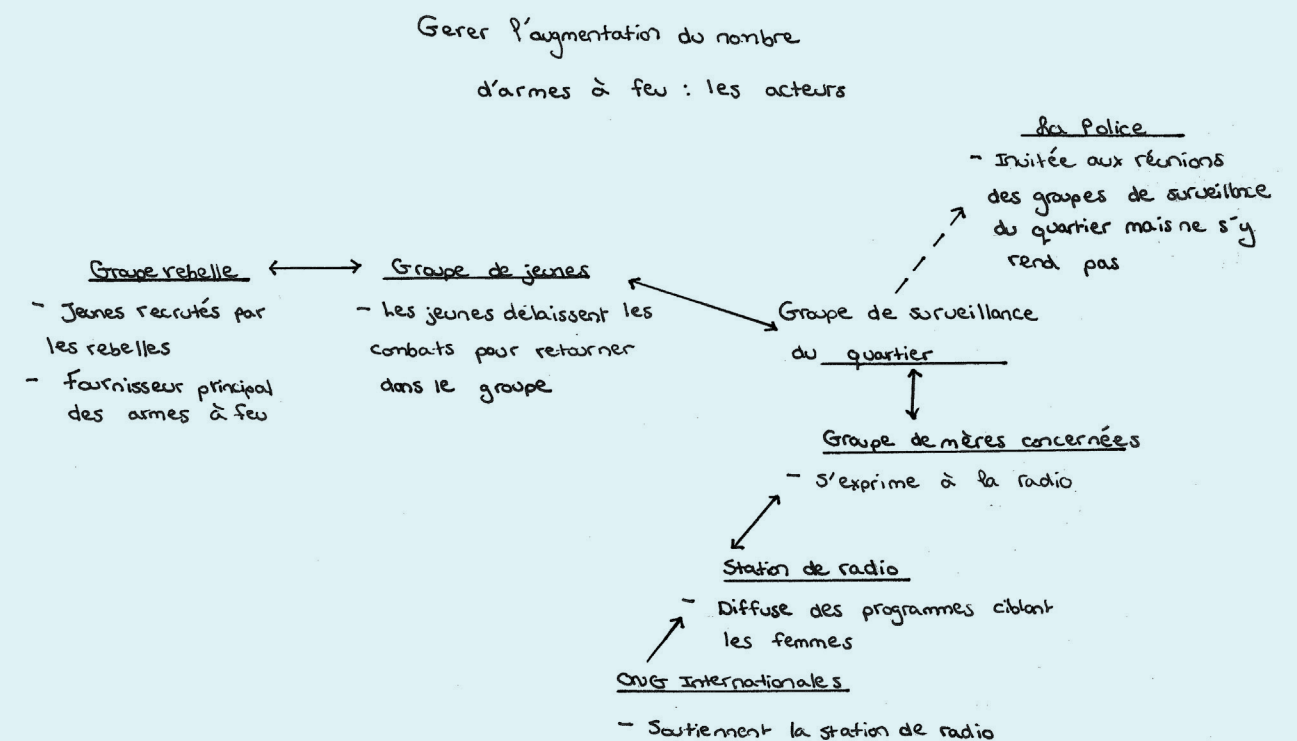
- Assemblée générale des Nations Unies, Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) (1979)
- Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité (2000)
- Assemblée générale et Conseil de sécurité des Nations Unies, « Assurer la paix et le développement : le rôle des Nations Unies dans l'appui à la réforme du secteur de la sécurité », rapport du Secrétaire Général, A/62/659-S/2008/39 (2008)
- Résolution 1820 du Conseil de sécurité des Nations Unies (2008)
- Résolution 1888 du Conseil de sécurité des Nations Unies (2008)
- Résolution 1889 du Conseil de sécurité des Nations Unies (2009)
- Résolution 1960 du Conseil de sécurité des Nations Unies (2010)

Outil #7 - Exercice de cartographie des parties prenantes

Si une question spécifique vous préoccupe, faites une « carte » des acteurs du secteur de la sécurité pertinents qui sont impliqués.

Par exemple, « gérer l'augmentation du nombre d'armes à feu » pourrait être un sujet pour lequel vous pourriez élaborer une carte. Votre carte devrait contenir des symboles pour les acteurs principaux, tels que les groupes militaires, les groupes de victimes, les OSC locales, les organisations internationales, les églises, les forces armées et la police, les organisations criminelles et aussi peut-être le journal local, la station radio, les écoles, les groupes de jeunes, les groupes de mères et les groupes privés de surveillance de

quartier. Vous pouvez employer des flèches et d'autres symboles pour indiquer les relations entre les différents groupes et développer ensuite un plan d'action impliquant autant d'acteurs que possible. Un exercice à mettre en place lors d'une réunion peut être, demandez aux participants en petits groupes de cartographier les relations entre les différents acteurs sur des blocs papiers et de partager leur résultat avec tout le groupe.



Outil #8 - Exemple d'invitation à joindre une nouvelle coalition axée sur l'implication des femmes dans la RSS

Votre invitation pourrait être un courrier électronique ou une brochure à afficher dans les endroits où se rendent les femmes de la communauté (centre communautaire, lieux d'approvisionnement en eau, le marché, l'école, etc.). Utilisez le bouche à oreille pour partager les informations concernant la prochaine réunion et faites en sorte qu'un groupe parmi vos contacts personnels s'engage à venir.

Vous voulez une nouvelle vision de la sécurité qui privilégie les communautés ?
Vous pensez que la vraie sécurité exige la participation de tous, y compris les femmes ?

Alors rejoignez-nous pour rencontrer d'autres femmes souhaitant renforcer la sécurité au sein de nos communautés grâce au dialogue et à l'engagement.

Vous pensez peut-être que vous ne connaissez pas grand-chose à la sécurité, mais c'est faux ! Nous avons tous des perspectives et des idées importantes au sujet de ce qui rend nos communautés plus sûres. Nous sommes en train de nous organiser et tout le monde est la bienvenue.

Informations au sujet de la réunion

Rejoignez d'autres femmes intéressées à

[Insérer le lieu]

le [Insérer la date]

Si vous avez des questions contactez

[Insérer le nom et comment contacter cette personne]

Outil #9 - Exemple d'ordre du jour pour la première réunion d'une coalition

- Souhaitez la bienvenue et expliquez pourquoi vous avez organisé cette réunion
- Brèves introductions des participant(e)s, y compris leur nom et pourquoi ils/elles sont présentes aujourd'hui
- Remue-ménages sur les priorités essentielles en matière de sécurité dans la communauté. Que voulons-nous changer ?
- Remue-ménages sur ce que nous pourrions faire pour changer les choses
- Vérifiez qui est disposée à travailler ensemble dans le but d'accomplir ces changements et à quelle fréquence vous souhaitez vous réunir (discutez du lieu)
- Vérifiez comment tout le monde peut être contacté
- Planifiez la prochaine réunion

Outil #10 - Questions à poser lors de l'élaboration d'un plan d'action

- Quel est le but que nous voulons atteindre ?
- Quels sont les changements concrets qui doivent être réalisés afin d'obtenir ce résultat ?
- Qui est capable d'effectuer ces changements ?
- Qui d'autre peut aider à effectuer ces changements, et qui ou quoi pourrait empêcher ces changements d'être réalisés ?
- Quels sont les messages clés que nous devons communiquer à ceux capables d'effectuer ces changements ?
- Quels types de communications et activités sont les plus appropriées pour entrer en contact avec les personnes capables d'effectuer ces changements (rencontres en personne, ateliers de formation, pétitions) ?
- Certains types de communications ou activités doivent-ils avoir lieu à des dates précises ou il y a-t-il des dates qui ne sont pas idéales ?
- De combien de temps et d'argent aurons-nous besoin pour mener à bien nos activités ? Quels compétences, matériel et expertise seront nécessaires ?
- Qui dans la coalition sera chargé de quelles tâches ? Quels délais doivent-ils/elles respecter ? Avons-nous choisi un nombre réaliste de priorités ?
- Comment allons-nous vérifier si nous faisons correctement ce pour quoi nous nous sommes engagées et si nous nous rapprochons du but ?
- Quand et comment allons-nous évaluer l'impact de nos activités ?



Hasina Safi d'Afghanistan partage les perspectives des femmes afghanes sur les négociations de paix et la transition en matière de sécurité lors d'un entretien avec la Voix de l'Amérique (VoA) à Washington, D.C.

Source : L'Institut pour la sécurité inclusive

Outil #11 - Modèle pour élaborer un plan d'action

Nom de votre coalition
Plan d'action

Date :
À réexaminer le :

But :

Objectif	Activité	Calendrier	Personne(s) responsable(s)	Partenaires	Ressources	Suivi	Évaluation
1.	a.						
	b.						
	c.						
2.	a.						
	b.						
	c.						
3.	a.						
	b.						
	c.						
4.	a.						
	b.						
	c.						

Outil #12 - Exemple de plan d'action

Sécurité pour les femmes grâce à la coalition pour la sensibilisation (SWACO)
(les noms ont été modifiés pour des raisons de confidentialité)

Objectif	Tactique/Activité	Prochaines étapes	Coordinateur	Calendrier
Promouvoir le recrutement des femmes dans les forces de sécurité	Campagne d'affichage montrant des images positives de femmes du secteur de la sécurité	Mary coordonnera la production des affiches avec la contribution d'autres membres ; chaque organisation imprimera des affiches.	Mary	Mois de mai
	Feuilleton radiophonique	Cibler les parents et les groupes de pairs ; utiliser des histoires de filles qui ont été dissuadées par leur famille et leur communauté de rejoindre les forces de sécurité, mais qui l'ont tout de même fait ; utiliser nos contacts à la radio libérienne (LBS) et dans la mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) pour la diffusion.	Jane	Six mois, mars–septembre
	Porte-à-porte et forums communautaires	Chaque membre de SWACO fera du porte-à-porte pour la mobilisation en faveurs des forums communautaires dans sa communauté ou dans les communautés où son organisation travaille ; deux forums communautaires à Monrovia entre avril et juin et deux en dehors de Monrovia ; coordonner avec le personnel de l'ambassade des États-Unis et l'unité de police indienne composée de personnel féminin.	Francine	Six mois, deux à Monrovia entre avril et juin

Objectif	Tactique/Activité	Prochaines étapes	Coordinateur	Calendrier
Renforcer la capacité du secteur de la sécurité pour qu'il soit en mesure d'impliquer les femmes de la société civile et vice versa	Contribuer à la formation des forces armées du Libéria et de la police nationale du Libéria (LNP)	Rencontrer notre contact à Dyncorp (sous-traitant de sécurité privée) ; identifier et rencontrer le point de contact de la MINUL au sujet de la formation de la LNP.	Amelia	Amelia invitera le point de contact de chez Dyncorp à la prochaine réunion de SWACO d'ici au 1er avril
	Atelier de renforcement des capacités pour tous les membres de SWACO sur le secteur de la sécurité	Développer la présentation de SWACO sur pourquoi et comment les femmes devraient être incluses dans le secteur de la sécurité.	Regina	Première partie du mois d'avril
	Rencontrer l'inspecteur général de la police et le chef de l'unité de police indienne composée de personnel féminin	Expliquer comment ils/elles peuvent participer aux campagnes de porte-à-porte et de sensibilisation ; plaider en faveur de formations sur le genre pour la LNP.	Francine	1er avril
S'assurer que les politiques de sécurité et la planification reflètent les priorités des femmes	Se réunir une fois par mois avec la MINUL, le département d'État américain, Dyncorp, la LNP, le ministère de la Défense et le ministère de l'Immigration	Plaider en faveur de politiques sensibles au genre ; vérifier les règles d'engagement ; s'assurer que 20 pour cent de femmes soient incluses dans les organismes de sécurité ; faire pression pour que le sujet de l'immigration soit complètement inclus dans la RSS.	Jane, Martha, et Ellen	Une fois par mois à partir d'avril
	Faire des remarques sur la politique nationale de sécurité	Demander à rencontrer le groupe de femmes parlementaires et déterminer le meilleur plan d'action ; l'assistant du représentant Xander obtiendra des copies des politiques et SWACO rencontrera et examinera (et coordonnera avec les femmes parlementaires qui sont des contacts clés).	L'assistant du représentant Xander	Copie de la politique d'ici au 7 mars, rencontrer le groupe des instances dirigeantes des femmes parlementaires d'ici au 7 avril

Outil #13 - Exemple d'ordre du jour pour un atelier de deux jours sur la création d'un plan d'action

Premier jour

09 h–9 h 45	Bienvenue et introduction des participantes <i>Présentation des objectifs de l'atelier et passage en revue de l'ordre du jour.</i>
9 h 45–10 h 15	Introduction au concept de plan d'action <i>La coordinatrice présentera les objectifs de l'élaboration d'un plan d'action. Les éléments suivants seront inclus : but, objectifs, activités, ressources, suivi et évaluation, etc.</i>
10 h 15–11 h	Consensus sur le but de la coalition <i>La coordinatrice introduira cette séance puis les participantes se mettront en petits groupes (en se mélangeant avec des personnes d'autres organisations) afin de discuter de ce que les objectifs de la coalition pourraient être.</i>
11 h–11 h 15	<i>Pause café/thé</i>
11 h–11:45	Consensus sur le but de la coalition (suite) <i>Chaque petit groupe partagera ses idées en plénière. La coordinatrice orientera la discussion afin d'aider tout le groupe à identifier un but commun.</i>
11 h 45–13 h	Exercice de groupe pour déterminer les objectifs prioritaires <i>La coordinatrice présentera la tâche et l'exercice. De petits groupes procéderont à un remue-méninges pour trouver des objectifs qui contribueront à atteindre le but choisi. Puis ils voteront pour les meilleurs d'entre eux et en discuteront avec le groupe.</i>
113 h–14 h	<i>Déjeuner</i>
14 h–16 h	Exercice de groupe pour déterminer les objectifs prioritaires (suite) <i>Chaque petit groupe partagera ses idées en plénière. Le groupe entier votera pour les meilleures idées, en débattrà et continuera à voter et à en débattre jusqu'à ce qu'il parvienne à se mettre d'accord.</i>
16 h–16 h 20	Observations finales sur le premier jour <i>Court résumé sur ce qui a été accompli, passage en revue de l'ordre du jour de la deuxième journée, confirmation de l'heure de rendez-vous, etc.</i>

Deuxième jour

09 h–9 h 15	Bienvenue et passage en revue de l'ordre du jour pour le deuxième jour
9 h 15–11 h	Organisation de la coalition <i>Discussion sur les questions de gouvernance au sein de la coalition, y compris l'adhésion, la structure de l'organisation, la prise de décision, la communication, l'échéance à laquelle le plan d'action doit être revu, etc.</i>
11 h–11 h 15	<i>Pause café/thé</i>

Deuxième jour (continué)

11 h 15–13 h	Consensus sur les activités de la coalition pour les douze prochains mois <i>Les participantes se mettront en petits groupes afin de suggérer des activités pour chaque objectif de la coalition, elles commenceront à remplir un modèle de plan d'action (activités, calendrier, responsabilités).</i>
13 h–14 h	<i>Déjeuner</i>
14 h–16 h	Consensus sur les activités de la coalition pour les douze prochains mois (suite) <i>En réunissant des idées en plénière, la coalition se mettra d'accord sur les activités sur lesquelles elle devra concentrer ses efforts. Pour ces activités, le groupe complètera le plan d'action: calendrier, responsabilités, partenaires, ressources et manière dont les activités seront supervisées et évaluées. La coalition confirmera les prochaines étapes immédiates.</i>
16 h–16 h 20	Observations finales et remerciements

Outil #14 - Exercice de groupe pour identifier les priorités

Ce simple exercice peut aider une coalition à décider de ses objectifs ou activités.

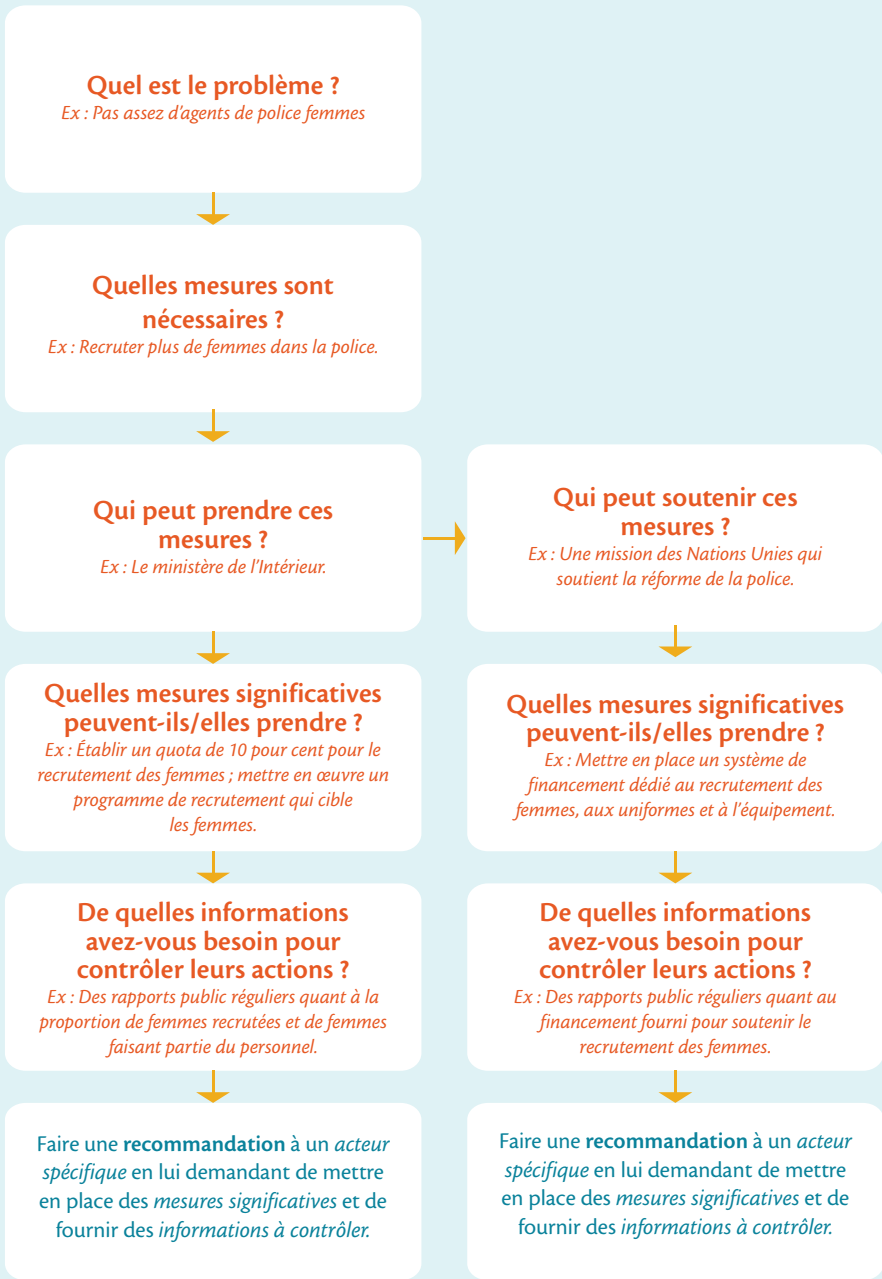
- Posez une question claire. Cela pourrait être « Que devons-nous faire pour atteindre notre but ? » ou « Quelles activités devrions-nous organiser pour accomplir l'objectif X ? ».
- S'il y a plus de six personnes dans votre groupe, répartissez-vous dans des groupes plus petits de trois à six personnes.
- Dans chaque petit groupe, ayez une grande feuille de papier et une personne qui sera chargée de tout écrire.
- Chaque petit groupe devra d'abord faire une séance de remue-méninges afin de trouver des réponses à la question. Cela signifie que tout le monde partage ses idées pour l'instant sans discussion ou critiques. Les idées originales sont

encouragées et plus il y a d'idées, mieux c'est ! Toutes les idées doivent être écrites sur la feuille (seulement quelques mots pour chaque idée).

- Chaque membre du groupe recevra trois autocollants. Il devra les coller sur la feuille à côté des idées qu'il préfère.
- Le groupe discutera ensuite des idées les plus populaires.
- Après la discussion, le groupe « votera » de nouveau sur les idées qu'il préfère en utilisant les autocollants.
- Les idées les plus populaires seront ensuite présentées au groupe entier (s'il y en a une).
- Ce processus de vote et de discussion peut continuer jusqu'à ce que le groupe ait un nombre gérable d'idées à organiser sous la forme d'un plan d'action.

Outil #15 - Feuille de travail pour la formulation de recommandations

Le tableau suivant fournit des idées sur comment trouver des recommandations spécifiques et susceptibles d'être appliquées. Commencez par le haut du tableau et progressez vers le bas.



Outil #16 - Exemples de recommandations

Recommandations faibles (vagues, imprécises)

Les responsables de la sécurité ont besoin de plus de formation sur les droits des femmes.

Les politiques de sécurité devraient intégrer de manière systématique la dimension du genre.

Les forces armées devraient comprendre plus de personnel féminin.

Bonnes recommandations (spécifiques, définies dans le temps, concrètes)

L'École nationale de la police doit développer et dispenser un cours obligatoire sur les droits des femmes pour toutes les nouvelles recrues d'ici l'année prochaine.

Le Conseil de sécurité national devrait demander des consultations avec des femmes de la société civile de chaque province une fois par an qui serviront au développement de la prochaine stratégie de sécurité nationale. Les consultations devraient inclure au minimum 50 femmes et durer au moins trois heures.

Le gouvernement devrait mettre en place des mécanismes afin d'accroître la participation des femmes dans les institutions de sécurité, notamment :

- a. un quota de 30 pour cent de femmes parmi les nouvelles recrues ;
- b. un système de garde d'enfants ; et
- c. des services de perfectionnement professionnel afin d'encourager la promotion des femmes à des postes supérieurs.

Voici des exemples de recommandations réelles (en anglais), développées par des femmes de la société civile, à l'intention des acteurs du secteur de la sécurité :

- Afghan Women's Network (Réseau des femmes afghanes), *Women's Security and Transition in Afghanistan : Measuring the success of transition by lasting protections for women's security* (La sécurité des femmes et la transition en Afghanistan: évaluer le succès de la transition dans la mise en œuvre de mesures efficaces et durables pour la protection de la sécurité des femmes), Kaboul, mai 2012, <http://www.inclusivesecurity.org/wp-content/uploads/2012/09/Position-Paper-Impact-of-Transition-on-Womens-Security-English.pdf>.
- Institut pour la sécurité inclusive, *Recommendations of Amna-o-Nisa : The Pakistan Women's Coalition Against Extremism*, (Recommandations d'Amna-o-Nisa : La Coalition des femmes du Pakistan contre l'extrémisme), Washington, D.C., septembre 2011, <http://www.inclusivesecurity.org/wp-content/uploads/2012/09/Recommendations-for-PWCAE-FINAL.pdf>.

Outil #17 - Modèle pour présenter vos recommandations

Ce modèle peut vous aider à structurer et à présenter vos recommandations sur la RSS. Il porte sur le pouvoir d’initiative des femmes et leur participation. Utilisez ce modèle comme tel ou adaptez-le afin de créer un modèle qui corresponde mieux à votre coalition. Souvenez-vous de toujours inclure un nom et des coordonnées (courrier électronique ou numéro de téléphone) si jamais quelqu’un souhaite vous contacter.

Recommandations pour améliorer la sécurité

Les recommandations suivantes ont été développées par [INSÉRER LE NOM DE VOTRE COALITION], une coalition de femmes dont le but est de créer un secteur de la sécurité plus efficace à [INSÉRER LE LIEU] le [INSÉRER LA DATE].

[INSÉRER LE SUJET DE SÉCURITÉ SPÉCIFIQUE]

EXEMPLE : RECOMMANDATIONS POUR AUGMENTER L’EFFICACITÉ ET LE RECOURS À LA POLICE DE PROXIMITÉ

AFIN QUE LA POLICE RECOIVE UNE FORMATION APPROPRIÉE, LE MINISTÈRE DE L’INTÉRIEUR DEVRAIT :

- 1.
- 2.
- 3.

AFIN QU’IL Y AIT UN FINANCEMENT ADÉQUAT, LE PARLEMENT DEVRAIT :

- 1.
- 2.
- 3.

AFIN D’ENCOURAGER LA PARTICIPATION DE LA POPULATION DANS LES INITIATIVES DE LA POLICE DE PROXIMITÉ, LES ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DEVRAIENT :

- 1.
- 2.
- 3.

Pour plus d’information, contactez [INSÉRER NOM ET COORDONÉES]

Outil #18 - Exemple de lettre pour solliciter un rendez-vous avec un haut responsable de la sécurité

[Date]

Cher/Chère XYZ [titre et nom du/de la responsable],

J’habite à [votre ville] et je vous suis reconnaissante pour vos services dévoués envers notre communauté. [Insérez toute autre information personnelle sur comment vous connaissez cette personne, quelque chose de spécifique que vous appréciez chez la personne en question ou tout détail qui vous relie au secteur de la sécurité].

Je vous écris au nom de [votre OSC] pour solliciter un bref rendez-vous afin de discuter des problèmes de sécurité essentiels qui affectent notre communauté. [Votre OSC] est une coalition de dirigeantes qui se consacre à la consolidation de la sécurité grâce au dialogue entre les responsables de la sécurité et les communautés locales. Les femmes peuvent apporter des connaissances locales essentielles au sujet des menaces à la sécurité et peuvent également influencer les attitudes des familles et des jeunes, ce qui représente un aspect essentiel dans le maintien de l’ordre public.

Nous espérons vivement collaborer avec votre organisme pour vous aider à assurer une réelle sécurité pour tous. Les membres de notre coalition ont des idées et des solutions concrètes pour améliorer notre réaction à la question de [sujet important lié à la sécurité]. Je suis consciente que ce sujet représente une grande préoccupation pour vous et votre organisme. [Insérez les façons spécifiques dont les femmes de votre communauté peuvent aider à résoudre ce problème].

Seriez-vous disponible pour me rencontrer le [date et heure] ? Je contacterai prochainement votre bureau pour discuter d’une heure convenable pour un rendez-vous. Au plaisir de vous rencontrer prochainement.

Cordialement,
Votre nom
[Votre OSC]

Outil #19 - Conseils pour travailler avec les médias

Dans le cadre de votre travail de collaboration avec le secteur de la sécurité, vous chercherez peut-être des opportunités pour vous exprimer au travers des médias, que ce soit dans les journaux, à la radio ou même à la télévision. Les suggestions suivantes peuvent vous aider pour vos entretiens avec des reporters et des journalistes.

Conseils pour les entretiens

- Formulez et développez un maximum de trois messages clés que vous voulez communiquer.
- Songez au moment où vos propos seront *publiés* : l'entretien sera-t-il diffusé en direct ? Vos propos seront-ils présentés sous forme d'extraits et publiés plus tard dans la journée, la semaine ou le mois ?
- Vos messages doivent cibler votre public.
- Faites référence à votre entreprise/organisation en employant son nom (par exemple, Nous [votre OSC] ... la politique de [votre OSC] est ... etc.).
- Organisez les points que vous voulez présenter. Utilisez des fiches comme rappel si vous en avez besoin, bien qu'il soit préférable de ne pas y avoir recours.
- Employez un langage courant et direct.
- Jouez franc-jeu et soyez honnête. Une petite déformation des faits peut conduire à de grands problèmes.
- Toute explication compliquée devrait être présentée sous forme des résumés écrits sur la question.
- Accordez-vous un moment de réflexion sans créer une pause maladroite en répétant ou en reformulant la question avant d'y répondre. Autrement, vous pouvez employer des formules telles que *Je suis contente que vous ayez posé cette question... C'est une très bonne question... Votre public sera peut-être intéressé de savoir que...* etc.
- Proposez de vérifier auprès de la source appropriée ou d'effectuer des recherches supplémentaires si cela est nécessaire et prévenez l'interviewer aussi rapidement que possible.
- Ne dites au reporter que ce que vous voulez voir publié ou diffusé à la radio. Rien ne sera confidentiel.
- Attendez-vous à des questions difficiles et préparez vos réponses.
- Exprimez-vous avec des termes positifs et actifs.
- Si vous travaillez dans une coalition, assurez-vous que tous les membres comprennent les messages que vous communiquez à la presse mais nommez une porte-parole

pour diffuser le message de façon efficace.

- Soyez toujours 100 pour cent certaine des faits que vous mentionnez.
- Apportez un communiqué de presse qui résume vos points principaux.
- Soyez consciente que les médias ne sont pas souvent neutres et suivent leur propre ligne éditoriale.

Comment gérer les questions difficiles

Faites un lien

- Répondez à la question honnêtement et brièvement et passez ensuite de manière logique à votre message. Avant de faire le lien, vous devez répondre à la question. *Exemples* : « De plus ... » « Laissez-moi vous expliquer ... » « Il s'agit d'une situation où ... » « Les faits sont ... »

Mettez l'accent sur certaines informations

- Dites clairement au reporter ce sur quoi vous voulez qu'il mette l'accent, c'est-à-dire l'information particulière que vous souhaitez voir publiée ou diffusée, en dessinant une « étoile » dans leur carnet. *Exemples* : « La chose la plus importante est... » « L'essentiel est... » « Le fait est... » « Si vous devez vous souvenir d'une chose à propos de la coalition des femmes c'est... » « Il est vital que vos (lecteurs et lectrices/auditeurs et auditrices/télespectateur et télespectatrices) sachent... »

Tendez un « appât »

- Vous pouvez pousser l'interviewer à poser la question que vous souhaitez en terminant votre réponse avec un « appât ». *Exemples* : « Et ceci n'est qu'une des possibilités... » « Nous avons accompli ce qu'aucune autre organisation n'a fait... »

Outil #20 - Modèle de communiqué de presse

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

[Nom de votre organisation/coalition]

[Personne à contacter et ses coordonnées]

[Organisation ou coalition] annonce [initiative, événement, recherches, informations, etc.]

(Ou s'il ne s'agit pas d'une annonce, créez un interligne avec un sous-titre tel que :

Les femmes du plus jeune pays au monde exhortent à la pleine participation dans la définition du programme de sécurité du Soudan du Sud

Le symposium sur le genre à Djouba contribuera à la conférence internationale sur la sécurité au Soudan du Sud)

À DIFFUSER IMMÉDIATEMENT :

[Ville, État/Province, Pays, Date]-[Organisation] a annoncé aujourd'hui [initiative, événement, recherches, informations, etc.]. Ceci entrera en vigueur le [date]. [S'il y a une organisation partenaire incluez-la ici].

Paragraphe I :

[Initiative, événement, recherches, informations, etc.] est [définissez en quoi consiste l'initiative, pourquoi celle-ci est importante et unique en son genre. S'il s'agit d'une initiative, exposez son but et ses objectifs].

Paragraphe II :

[Exposez la chronologie de l'initiative, événement, recherches, informations, etc.]

[Citation d'une des cadres de vos organisations, de l'organisatrice ou d'une autre personne notable.]

Paragraphe III :

[Présentez brièvement votre organisation et vos partenaires. Si possible, employez un langage courant lorsque vous parlez de votre organisation et de vos partenaires.]

Outil #21 - Formulation de votre message : les principaux arguments sur la sécurité

Les points suivants peuvent vous être utiles dans divers contextes, allant des opportunités médiatiques aux réunions de sensibilisation. Il s'agit de points contenant des idées complexes qui ont été formulées sous forme de déclarations simples et mémorables. Ce sont juste des exemples, vous en avez peut-être d'autres qui sont plus adaptés à des contextes spécifiques.

- « Dans le domaine de la sécurité, les femmes ne parlent pas au nom des femmes, elles parlent au nom de toute la communauté d'une voix différente et d'un point de vue différent. »
 - évite les confrontations ; et
 - anticipe les préoccupations de l'opinion publique au sujet de changements en sensibilisant toutes les personnes impliquées. »
- « La sécurité ne se résume pas à des tanks et des soldats, il s'agit de pouvoir aller à l'école, de manger, de recevoir de l'aide et faire ses affaires au marché. »
- « Le manque de communication entre les civils et les institutions du secteur de la sécurité est une occasion ratée. La participation de la société civile renforce la sécurité au sein des communautés. Par exemple, la participation de la communauté :
 - améliore la qualité des décisions prises grâce aux contributions ;
 - réduit les coûts et les délais grâce aux membres de la communauté qui possèdent des connaissances locales et qui aident à résoudre des problèmes ;
 - aide à parvenir à un consensus ;
 - rend les décisions en matière de sécurité plus faciles à mettre en œuvre ;
- « Affecter plus d'argent à la sécurité ne garantit pas plus de sécurité. Les bonnes personnes et procédures doivent être en place. »
- « Le contrôle civil des forces armées et des forces de sécurité au niveau local est essentiel pour assurer l'obligation des forces de rendre des comptes aux communautés. Nous sommes les yeux et les oreilles des communautés sur le terrain. »
- « Le fait que j'argumente en faveur du contrôle du secteur de la sécurité ne signifie pas que je suis contre nos hommes et femmes portant l'uniforme. Je souhaite qu'ils aient le soutien de notre communauté et bénéficient des connaissances que nous avons à leur offrir. »
- « L'opinion internationale affirme que notre réforme du secteur de la sécurité devrait être dirigée au niveau national mais qui est-ce que cela concerne ? Les femmes doivent faire partie de la discussion. »

Outil #22 - Comment répondre aux sceptiques

Voici certains des arguments communs contre l'inclusion des femmes dans le secteur de la sécurité et des réponses pour les réfuter²³ :

a. « Nous avons des préoccupations immédiates en matière de sécurité dont nous devons d'abord nous occuper, ensuite nous pourrions inclure les femmes et la société civile. »

La participation des femmes et de la société civile est essentielle pour régler ces préoccupations immédiates. Elles peuvent aider à trouver des réponses plus intelligentes et efficaces en économisant de l'argent et du temps sur le long terme. Ne pas prendre en compte leurs contributions peut avoir des conséquences négatives car vous n'aurez pas un tableau complet des faits et de ce qui pourrait réellement fonctionner pour changer la situation.

b. « En tant qu'agent du secteur de la sécurité, je travaille pour sauver des vies et protéger notre pays. Quelles preuves avons-nous que la participation des femmes et de la société civile nous aidera dans cette tâche ? »

Les femmes de la société civile peuvent apporter des informations vitales au sujet des menaces à la sécurité qui pèsent sur leurs communautés locales. Il a déjà été prouvé qu'elles peuvent aider à trouver des caches d'armes, et à identifier des routes de commerce illégales et des activités rebelles. Elles peuvent également veiller à ce que les forces armées et de sécurité soient intègres. Un contrôle civil des forces armées et de sécurité au niveau local est essentiel afin que les forces soient obligées de rendre des comptes aux communautés.

c. « Nous travaillons déjà avec les femmes et la société civile. »

Des rencontres aléatoires de temps à autre ne sont pas suffisantes. Afin d'établir une véritable collaboration entre la société civile et les institutions du secteur de la sécurité, des relations durables doivent être construites et des structures mises en place. La sécurité est consolidée par une communication régulière.

d. « Il semble qu'il y a constamment des disputes entre ces groupes de femmes. Les femmes doivent s'organiser afin de ne former qu'une seule voix. »

Les femmes ont fondé des groupes tels que notre coalition afin de définir et partager nos priorités principales. Néanmoins, vous ne pouvez pas vous attendre à ce que toutes les femmes soient d'accord sur tout et ceci tout le temps. Vous n'exigeriez pas cela des hommes ou d'un autre

groupe comprenant autant de personnes différentes. Quand les femmes expriment des opinions variées, il s'agit d'un AVANTAGE pour les acteurs du secteur de la sécurité qui peuvent avoir accès à diverses opinions et perspectives.

e. « Nous n'avons pas le budget ou l'autorité nécessaire pour ce genre de chose. »

Beaucoup des solutions que nous proposons ne nécessitent presque pas d'argent. D'autres ne requièrent pas d'argent du tout, seulement une redistribution des fonds existants. Une discussion avec des femmes de la société civile, des visites effectuées par la police locale aux endroits où les femmes se réunissent ou des rencontres régulières au siège social sont des activités peu coûteuses. Considérez la chose sous cet aspect : c'est plutôt le fait de ne pas prendre en compte les contributions des femmes qui vous coûtera de l'argent, car les programmes n'emploieront pas leurs fonds de la meilleure façon possible.

f. « Il n'y a pas assez de femmes compétentes dans le domaine de la sécurité avec qui parler. »

Alors que les femmes (et certains hommes !) ne comprennent peut-être pas le jargon ou les procédures techniques, beaucoup de femmes ont traversé des conflits violents et ont dirigé leurs communautés pendant la guerre. Les femmes ont une bonne maîtrise de l'impact de la violence sur la vie des gens ordinaires ainsi que des idées sur les priorités que les acteurs du secteur de la sécurité pourraient établir pour promouvoir la sécurité.

g. « Il n'est pas convenable pour les femmes de travailler dans la police, etc., dans ce pays. »

Dites cela aux femmes qui veulent faire partie des forces armées et de sécurité ! Lorsque les choses sont faites correctement, leur participation peut être culturellement acceptable. Par exemple, les femmes ont besoin de leur propre uniforme et de locaux séparés. Des femmes travaillent dans les forces de la sécurité dans beaucoup de pays ayant des mœurs sociales sévères au sujet des rôles liés au genre. Par exemple, dans certaines villes en Inde il existe un quota de 30 pour cent de femmes pour les agents de police²⁴.

Outil #23 - Exemple d'ordre du jour d'une formation de deux jours sur le genre et la RSS

Ceci est l'ordre du jour d'une formation sur le genre et la RSS pour les représentants de la société civile ainsi que les comités de sécurité locaux et des districts (PROSECS et DISECS) en Sierra Leone en janvier 2012.

Le ministère des Affaires sociales, du Genre et de l'Enfance (MSWGCA), l'Organisation internationale pour les migrations et le DCAF ont dispensé cette formation.

Premier jour

Heure	Séances
8 h 30–9 h	Arrivée et inscription des participants
9 h–10 h	Séance d'ouverture <i>Paroles de bienvenue</i> <i>Discours principal et ouverture officielle par le Secrétaire provincial</i>
10 h–10 h 30	Passage en revue de la formation et de ses objectifs
10 h 30–11 h	Introduction des participants et de leurs attentes
11 h–11 h 20	<i>Pause café/thé</i>
11 h 20–13 h	1ère séance : le genre et la RSS <i>Cette séance débutera avec une introduction aux concepts du genre et de la RSS et portera aussi sur les différents points d'entrée pour intégrer l'approche genre dans le secteur de la sécurité.</i> <i>Des discussions de groupe s'ensuivront sur la représentation des femmes de la communauté et leur participation dans le secteur de la sécurité ainsi que sur les principaux obstacles et opportunités à la participation accrue des femmes de la communauté dans le secteur de la sécurité.</i>
13 h–14 h	<i>Déjeuner</i>
14 h–14 h 30	2ème séance : le cadre légal et normatif <i>Cette séance contribuera à accroître la sensibilisation des participantes et leur compréhension des différents instruments juridiques et politiques liés au genre et à la sécurité ainsi que l'importance de ces instruments en tant qu'outils pour la sensibilisation et l'engagement.</i>
14 h 30–15 h 30	3ème séance : la structure du secteur de la sécurité en Sierra Leone <i>Cette séance aura comme but de comprendre la structure du secteur de la sécurité nationale et les points d'entrée spécifiques pour l'inclusion des femmes de la communauté dans le processus.</i>

Premier jour (continué)

15 h 30–15 h 45	<i>Pause café/thé</i>
15 h 45–17 h 15	4ème séance : Comment prendre en compte de façons concrète les questions liées au genre dans la RSS <i>Cette séance présentera des stratégies aux participantes pour l'intégration concrète de la dimension du genre dans la RSS avec une discussion de groupe sur la mise en œuvre des recommandations clés en ce qui concerne les questions de genre pour la RSS.</i>
17 h 15–17 h 30	Conclusion et fin

Deuxième jour

Heure	Séances
8 h 30–9 h	Arrivée et inscription des participants
9 h–9 h 45	Résumé de la première journée
9 h 45–10 h 15	<i>Pause café/thé</i>
10 h 15–11 h 15	2ème séance : Le rôle de la société civile dans le contrôle du secteur de la sécurité <i>Cette séance soulignera le rôle de la société civile dans le contrôle du secteur de la sécurité.</i>
11:15–12:00	3ème séance : Identifier et répondre aux besoins en matière de sécurité <i>Cette séance comprendra un exercice de discussion de groupe sur les façons d'identifier les différents besoins de sécurité et les intérêts des femmes et des hommes dans leurs communautés respectives ; la réactivité et les capacités des institutions de l'État à répondre de façon appropriée à la violence sexiste et aux autres violations des droits humains ; et les méthodes au travers desquelles la société civile peut prévenir et répondre aux menaces de violence sexiste.</i>
12 h–13 h	<i>Déjeuner</i>
13 h 30–14 h	Identifier et répondre aux besoins en matière de sécurité (suite)
14 h–15 h	4ème séance : Intégrer le genre dans les PROSECS & DISECS <i>Cette séance consistera en un exercice de discussion de groupe sur le développement de plans d'actions pour l'intégration systématique de la dimension du genre.</i>
15 h–15 h 30	<i>Pause café/thé</i>
15 h 30–16 h	Évaluation et conclusion

Notes

¹ Organisation mondiale de la santé, « Small Arms and Global Health : WHO Contribution to the UN Conference on Illicit Trade in Small Arms and Light Weapons, July 9–20, 2001 » (OMS : 2001), 3, http://whqlibdoc.who.int/hq/2001/WHO_NMH_VIP_01.1.pdf.

² Claudia Garcia-Morena, et al., *WHO Multi-country Study on Women's Health and Domestic Violence against Women* (Organisation mondiale de la santé : 2005), xi, http://www.who.int/gender/violence/who_multicountry_study/Introduction-Chapter1-Chapter2.pdf.

³ United Nations Global Compact, *Snapshot of Women Worldwide : Facts and Figures* (ONU : 5 mars 2009), http://www.unglobalcompact.org/docs/issues_doc/human_rights/Meetings_x_events/05Mar2009_PPT_Snapshot_Facts_and_Figures.pdf.

⁴ Eirin Mobekk, « Gender, Women and Security Sector Reform, » *International Peacekeeping*, vol. 17, no. 2 (2010) : 278–291.

⁵ Comité international de la Croix-Rouge, *Addressing the Needs of Women Affected by Armed Conflict* (Croix-Rouge : 2 mars 2004), http://www.icrc.org/eng/assets/files/other/icrc_002_0840_women_guidance.pdf.

⁶ Stephanie Chaban, Reema Daraghme et Garuna Stettler, *Palestinian Women and Security : Why Palestinian Women and Girls Do Not Feel Secure* (DCAF et AECID : 2010)

⁷ Le terme « forces paramilitaires » est employé ici pour faire référence aux forces de sécurité de l'État et les différencier des forces armées et de la police, telles que les services de douane et les gardiens de prison. Dans certains pays, ce terme est employé pour faire référence

aux forces « irrégulières », telles que les groupes rebelles armés.

⁸ Sanam Naraghi Anderlini, *Negotiating the Transition to Democracy and Reforming the Security Sector : The Vital Contributions of South African Women* (The Institute for Inclusive Security : 2004).

⁹ Bandana Rana, partagé dans les commentaires écrits à l'auteur, 13 août 2012.

¹⁰ Pour plus d'informations aller sur www.marwopnet.org

¹¹ Pour plus d'informations, aller sur : <http://www.gaps-uk.org/APG.php>

¹² Ellen Johnson Sirleaf et Elizabeth Rehn, *Women War and Peace : The Independent Expert's Assessment* (ONU Femmes : 2002), http://www.unifem.org/attachments/products/217_chapter05.pdf.

¹³ Megan Bastick, « Integrating Gender in Post-conflict Security Sector Reform, » *SIPRI Yearbook 2008: Armaments, Disarmament and International Security* (Oxford : Oxford University Press, 2008), 163.

¹⁴ Laura Bacon, « Building an Inclusive, Responsive National Police Service : Gender-Sensitive Reform in Liberia : 2005-2011, » *Innovations for Successful Societies* (Université de Princeton : 15 avril 2012), http://www.princeton.edu/successfulsocieties/content/data/policy_note/PN_id191/Policy_Note_ID191.pdf.

¹⁵ National Center for Women and Policing, *Recruiting and Retaining Women : A Self-Assessment Guide for Law Enforcement* (National Center for Women and Policing : 2001), 22, <http://www.ncjrs.gov/pdffiles1/bja/185235.pdf>.

¹⁶ Altus Global Alliance, une coalition d'OSC, organise

un évènement mondial, la « Semaine des visiteurs de postes de police ». En 2011, 4755 personnes visitèrent 1044 postes de police dans 20 pays afin d'évaluer la qualité des services offerts par la police. Les citoyens locaux utilisèrent un protocole commun et le système de notation appelé « Kit de la semaine des visiteurs de commissariats de police » (listé dans les ressources complémentaires) développé par Altus et traduit dans les langues locales. Pour plus d'informations rendez-vous sur <http://www.altus.org>. Un programme différent existe au Royaume-Uni qui permet aux membres de la communauté locale d'inspecter les postes de police. Lire la publication du DCAF, *La Place du Genre dans la Réforme du Secteur de la Sécurité : Exemples du Terrain*, 86, <http://www.dcaf.ch/Publications/Gender-and-Security-Sector-Reform-Examples-from-the-Ground>.

¹⁷ Lire Mary Ellsberg et Lori Heise, *Researching Violence Against Women : A Practical Guide for Researchers and Activists* (Washington, D.C. : Organisation mondiale de la santé, PATH, 2005).

¹⁸ Eden Cole, Kerstin Eppert et Katrin Kinzelbach, *Contrôle public du secteur de la sécurité : guide pratique pour les organisations de la société civile* (DCAF et PNUD : 2008), 68, <http://www.dcaf.ch/publications/kms/details.cfm?lng=en&id=95396&nav1=5>.

¹⁹ Le DCAF a développé un annuaire d'associations du secteur de la sécurité ayant un personnel féminin qui contient peut-être les coordonnées d'associations présentes dans votre pays. Ruth Montgomery, *Inventory of Female Staff Associations Reviewed for the Occasional Paper « Female Staff Associations in the Security Sector : Agents of Change ? »* (Genève : DCAF, 2011), <http://www.dcaf.ch/Publications/Inventory-of-Female-Staff-Associations-Reviewed-for-the->

Occasional-Paper-Female-Staff-Associations-in-the-Security-Sector- Agents-of-Change.

²⁰ Les coordonnées sont listées sur leurs sites web : <http://www.unwomen.org/about-us/contact-us/officesworldwide/#liaisonoffices/> et <http://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/contact-us.html>.

²¹ United States Army, « Sierra Leone and Brig. Gen. Kabia : A progressive voice for African military women », www.army.mil/article/39230/Sierra_Leone_and_Brig_Gen_Kabia_A_progressive_voice_for_African_military_women/.

²² Huairou Commission, *The Local-to-Local Dialogue Resource Manual : A guide for grassroots womenled engagement with local government and decision makers* (New York : 2011), 107, <http://www.huairou.org/local-local-l2l-dialogue-resource-manual>.

²³ Cette liste est inspirée de « U.S. Civil Society Working Group Expert Statement for the U.S. National Action Plan on Women, Peace and Security », 28 novembre 2011, http://www.usip.org/files/Gender/U_S_%20Civil%20Society%20Working%20Group%20Expert%20Statement_MASTER_COPY.pdf.

²⁴ Ajai Areevatsan, « Policewomen number likely to go up », *The Hindu*, 15 février 2012, <http://www.thehindu.com/news/cities/chennai/article2893875.ece>.

Sigles et Acronymes

ALPC	Armes légères et de petit calibre
BCSP	Centre de politique de sécurité de Belgrade (Belgrade Centre for Security Policy)
CEDEAO	Communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest
CEDEF	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
LICADHO	Ligue cambodgienne pour la promotion et la défense des droits humains
OSC	Organisation de la société civile
DCAF	Centre de Genève pour le contrôle démocratique des forces armées
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
DOMP	Département des opérations de maintien de la paix des Nations Unies
EUPOL	Office européen de police
LNP	Police nationale du Libéria (Liberia National Police)
MINUL	Mission des Nations unies au Libéria
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSCE	Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique Nord
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RDC	République démocratique du Congo
REFMAP	Réseau des femmes du fleuve Mano pour la paix
RSS	Réforme du secteur de la sécurité
SWACO	Sécurité pour les femmes grâce à la coalition pour la sensibilisation (Security for Women through Advocacy Coalition)
UE	Union européenne
VLW	Voix des femmes libyennes (Voice of Libyan Women)
WIPNET	Réseau de femmes pour la consolidation de la paix (Women in Peacebuilding Network)
WIPSEN	Réseau des femmes pour la paix et la sécurité – Afrique (Women Peace and Security Network – Africa)

Ressources Complémentaires

Général

Bastick, Megan. *Guide d'auto-évaluation sur le genre pour la police, les forces armées et le secteur de la justice*. Genève : DCAF, 2011. http://www.dcaf.ch/content/download/41002/605037/file/GSA_FR_online.pdf.

Bastick, Megan et Kristin Valasek, eds. *Boîte à outils « Place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité »*. Genève : DCAF, OSCE/ODIHR, UN-INSTRRAW, 2010. <http://www.dcaf.ch/Publications/Gender-Security-Sector-Reform-Toolkit>.

Centre virtuel de connaissances pour mettre fin à la violence contre les femmes et les filles. <http://www.endvawnow.org/en/modules/view/13-security.html>.

Cole, Eden, Kerstin Eppert, et Katrin Kinzelbach. *Contrôle public du secteur de la sécurité : guide pratique pour les organisations de la société civile*. DCAF et PNUD : 2008. <http://www.dcaf.ch/Publications/Public-Oversight-of-the-Security-Sector>.

DCAF. *Dossier de supports de formation sur la place du genre dans la RSS*. <http://www.gssrtraining.ch/index.php/fr>.

International Alert et Women Waging Peace. *Inclusive Security, Sustainable Peace : A Toolkit for Advocacy and Action*. 2004. <http://www.scribd.com/doc/101864251/Toolkit-for-Advocacy-and-Action>.

Inclusive Security. *A Curriculum for Women Waging Peace*. Inclusive Security: 2009. http://www.huntalternatives.org/pages/7870_a_look_inside_inclusive_security_s_new_curriculum.cfm.

Huairou Commission. *The Local-to-Local Dialogue Resource Manual : A guide for grassroots women-led engagement with local government and decision makers*. New York : 2011. <http://www.huairou.org/local-local-l2l-dialogue-resource-manual>.

O'Leary, Renagh et Kalpana Viswanath. *Building Safe Inclusive Cities for Women : A Practical Guide*. New Delhi : Jagori, 2011. <http://jagori.org/building-safe-and-inclusive-cities-for-women-a-practical-guide/>.

Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-HABITAT). *The Global Assessment on Women's Safety*. Nairobi : ONU-HABITAT, 2008. http://www.unhabitat.org/downloads/docs/7380_832_AssesmentFinal.pdf.

Toiko Tõnisson, Kleppe. « Formation des personnels du secteur de la sécurité en matière de genre : bonnes pratiques et enseignements tirés ». *Boîte à outils sur la place du genre dans la réforme du secteur de la sécurité*. Édité par Megan Bastick et Kristin Valasek. Genève : DCAF, OSCE/ODIHR, UN-INSTRRAW, 2008. <http://www.dcaf.ch/content/download/35489/526195/file/Dossier12.pdf>.

Willoughby, William, Radhika Behuria et Nicola Williams, eds. *Women's Perspectives of Peace and Security*. N-Peace, 2012. <http://www.n-peace.net/sites/default/files/sites/default/files/uploads/user71/WPScasestudies.pdf>.

Techniques de recherche

Altus. *Kit de la Semaine des Visiteurs de Commissariats de Police*. <http://www.altus.org/pdf/kit.php>.

Amnesty International et le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique. *Surveiller et documenter les violations des droits humains en Afrique : brochure destinée aux militants associatifs, aux auxiliaires juridiques et autres observateurs locaux chargés du respect des droits humains*. Grande Bretagne : Amnesty International, 2002. http://www.hrea.org/erc/Library/display_doc.php?url=http%3A%2F%2Fwww.hrea.org%2Ferc%2FLibrary%2Fcommunity-handbook-fr.pdf&external=N.

Banque Mondiale. « Citizen Report Card Surveys – A Note on the Concept and Methodology. » *Social Development Note, no. 91* (février 2004). <http://siteresources.worldbank.org/INTPCENG/11433801116506267488/20511066/reportcardnote.pdf>.

Bennett, Gavin et Nasreen Jessani. *La boîte à outils sur l'application des connaissances*. Sage, Inde : CRDI, 2011. <http://publicwebsite.idrc.ca/FR/Resources/Publications/Pages/IDRCBookDetails.aspx?PublicationID=838>.

Cole, Eden, Kerstin Eppert et Katrin Kinzelbach. *Contrôle public du secteur de la sécurité : guide pratique pour les organisations de la société civile*. DCAF et PNUD : 2008, 53–73. <http://www.dcaf.ch/Publications/Public-Oversight-of-the-Security-Sector>.

Ellsberg, M. et L. Heise. *Researching Violence Against Women : A Practical Guide for Researchers and Activists*. Washington, D.C. : Organisation mondiale de la santé, PATH, 2005.

Kumar, Krishna. *Conducting Mini-Surveys in Developing Countries*. USAID, 2006. http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PNADG566.pdf.

OMNI. *Toolkit for Conducting Focus Groups*. n.d. <http://www.rowan.edu/colleges/chss/facultystaff/focusgrouptoolkit.pdf>.

Singh, Janmejey et Paramesh Shah. *Community Score Card Process : A Short Note on General Methodology and Implementation*. Banque Mondiale, n.d. <http://siteresources.worldbank.org/INTPCENG/11433331116505690049/20509286/comscorecardsnote.pdf>.

Start, Daniel et Ingje Hovland. *Tools for Policy Impact : A Handbook for Researchers*. Londres : Overseas Development Institute, 2004. <http://www.odi.org.uk/resources/details.asp?id=156&title=tools-policy-impact-handbook-researchers>.

Tandon Mehrotra, Surabhi. *A Handbook on Women's Safety Audits in Low-Income Urban Neighbourhoods : A Focus on Essential Services*. New Delhi : Jagori, 2010. <http://jagori.org/a-handbook-on-womens-safety-audits-in-low-income-urban-neighbourhoods-a-focus-on-essential-services/>.

Université du Kansas. *The Community Tool Box*. <http://ctb.ku.edu/en/tablecontents/index.aspx>.

USAID Center for Development Information and Evaluation. *Performance Monitoring and Evaluation Tips: Conducting Key Informant Interviews ; Using Rapid Appraisal Methods ; Conducting Focus Group Interviews*. Washington, D.C. : USAID, 1996.

Sécurité des organisations de femmes et des militantes

Barry, Jane. *Integrated Security : The Manual*. Kvinna till Kvinna, 2011. <http://www.integratedsecuritymanual.org>.

Eguren, Enrique. *Protection Manual for Human Rights Defenders*. Front Line, 2005. http://www.peacebrigades.org.uk/fileadmin/user_files/groups/uk/files/Publications/Frontline_Manual_pdf.pdf.

Macpherson, Robert et Bennett Pafford. *Safety and Security Handbook*. Care International, 2004. http://ngolearning.org/courses/availablecourses/CARE%20Safety%20Course/Shared%20Documents/English_CARE_International_Safety_and_Security_Handbook.pdf.

Organisations publiant des recherches sur le secteur de la sécurité, la réforme du secteur de la sécurité et la gouvernance du secteur de la sécurité

ACCORD, www.accord.org.za

Amnesty International, www.amnesty.org

Centre de ressources sur la réforme du secteur de la sécurité (Security Sector Reform Resource Centre), www.ssrresourcecentre.org

Conciliation Resources, www.c-r.org

DCAF, www.dcaf.ch

Faculté latino-américaine des sciences sociales (Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales) (FLACSO-Chile), www.flacso.org

Fond de dotation Carnegie pour la paix internationale (Carnegie Endowment for International Peace), www.carnegieendowment.org

The Global Facilitation Network for Security Sector Reform (Le réseau pour la facilitation globale de la réforme du secteur de la sécurité), www.ssrnetwork.net

Human Rights Watch, www.hrw.org

Initiative pour la réforme arabe (Arab Reform Initiative), www.arab-reform.net

Institute for Inclusive Security (Institut pour la sécurité inclusive), www.inclusivesecurity.org

The Institute for Security Studies (Institut d'études de sécurité), www.iss.co.za

Institute for War and Peace Reporting (Institut pour le reportage de guerre et de paix), iwpr.net/report-news

Institut international de Stockholm de recherches sur la paix (Stockholm International Peace and Research Institute: SIPRI), www.sipri.org

L'Institut Nord-Sud, www.nsi-ins.ca

International Alert (Alerte Internationale), www.international-alert.org/ourwork/themes/security

International Crisis Group, www.crisisgroup.org

Kvinna Till Kvinna, www.kvinnatillkvinna.se/en/security

Nations Unies Maintien de la paix, www.un.org/en/peacekeeping/issues/security.shtml

ONU Femmes, www.unifem.org/gender_issues/women_war_peace/security_sector_reform.php

PNUD, www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage.html

PRIO, www.prio.no/

Projet PeaceWomen, *Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté*, www.peacewomen.org

Réseau africain pour le secteur de la sécurité (African Security Sector Network), www.africansecuritynetwork.org

Saferworld, www.saferworld.org.uk

Small Arms Survey, www.smallarmssurvey.org

United States Institute of Peace (Institut de la paix des États-Unis), www.usip.org/programs/centers/security-sector-governanceinitiative

Exemples d'organisation participant à la RSS

- Banque mondiale
- Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN)
- Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)
- Organisation des Nations Unies (ONU), souvent, le *Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)*, le *Département des opérations de maintien de la paix (DOMP)*, l'*Office des Nations Unies contre la drogue et le crime* ou *ONU Femmes*
- Union africaine
- Union européenne (UE)

Exemples de gouvernements offrant une aide internationale à la RSS

- Affaires étrangères et commerce international Canada et Agence canadienne de développement international (MAECI, ACDI)
- Agence australienne pour le développement international (AusAID)
- Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)
- Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (SIDA)
- Programme allemand de coopération au service du développement (GIZ)
- Département du Royaume-Uni pour le développement international (DFID)
- Ministère des Affaires étrangères de la Norvège et Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD)
- Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas
- Unité de coopération belge pour les affaires étrangères, le commerce extérieur et la coopération au développement

